

Rencontres sur les Origines
L'EMERGENCE DU SENS DE LA BEAUTE

Les Colloques de Menton

Samedi 6 octobre 2012

SOMMAIRE

Introduction	p.2
Interventions	p.4
Table ronde	p.18

PARTICIPANTS

Henry DE LUMLEY

Préhistorien, Directeur de l'Institut de Paléontologie Humaine

Jean-Marie LE TENSORER

Professeur, Directeur de l'Institut de Préhistoire à l'Université de Bâle en Suisse

Gérard ONORATINI

Chargé de recherche Première classe au CNRS à l'antenne de l'Institut de Paléontologie Humaine de Aix-en-Provence

Christine SOURGINS

Historienne de l'Art, conférencière, spécialiste de l'Art contemporain

Introduction

Jean-Claude GUIBAL
Député-Maire de Menton

Merci à tous d'être présents pour ce premier Colloque de l'année 2012. Nous nous réunissons pour ces rencontres annuelles depuis maintenant 14 ans, comme les plus fidèles d'entre vous le savent. Les premiers Colloques à Menton furent les « Rencontres sur les Origines » avec le Professeur Henry De Lumley, que je remercie infiniment.

Avec le Professeur Henry de Lumley, paléontologue reconnu, nous traitons forcément l'origine de l'Homme, ses activités, mais aussi l'origine de la vie et de l'univers. Aujourd'hui, nous traitons l'origine de la Beauté. Je vais passer très rapidement la parole au Professeur Henry de Lumley qui vous présentera le thème d'aujourd'hui : « L'émergence du sens de la Beauté ».

Les quatre thèmes des Colloques illustrent, comme celui d'aujourd'hui, l'objectif de « Penser notre temps », c'est-à-dire de vous amener à une réflexion sur des sujets d'actualité et de donner la parole à des spécialistes qui maîtrisent parfaitement leur sujet pour s'exprimer avec clarté et simplicité. Ainsi le colloque et son débat ont pour mission de vous apporter suffisamment d'informations et vous permettre de construire votre propre jugement. Une présentation extrêmement rapide des intervenants et ensuite, je passerai la parole au Professeur Henry de Lumley que chacun connaît :

Henry de Lumley est préhistorien et directeur de l'Institut de Paléontologie humaine. Dès 1960, il organise des chantiers de fouilles. Les principaux sont Tautavel dans les Pyrénées Orientales, Lazaret à Nice, le Vallonnet à Roquebrune-Cap-Martin, le site du Mont Bego dans la Vallée des Merveilles, en Chine ou encore en Ethiopie. Il parcourt le monde et trouve néanmoins le temps de publier des ouvrages. Parmi les derniers : en 2009 *L'homme premier. Préhistoire, évolution, culture* chez Odile Jacob ; en 2011 aux Editions du CNRS *L'atelier du préhistorien – Entretiens avec Gilbert Charles* ; toujours en 2011 aux Editions du Patrimoine *L'Homme de Tautavel* et en 2012 *L'univers, la vie et l'homme – Emergence de la conscience*.

Jean-Marie Le Tensorer, professeur à l'Université de Bâle en Suisse et directeur de l'Institut de Préhistoire. Il a écrit lui aussi de très nombreux ouvrages. Parmi les derniers, *Le Paléolithique en Suisse. Série Préhistoire d'Europe n°5* aux Editions Jérôme Millon. Puis, aux Editions du Museum d'Histoire Naturelle *Les premiers hommes du désert syrien – fouilles syro-suissees à Nadaouiyeh Aïn Askar*. Il vous expliquera les difficultés de ce site de fouilles extrêmement riche par ailleurs.

Gérard Onoratini fait rêver son auditoire notamment lors de ses interventions au musée de Préhistoire Régionale de Menton sur le thème de la route de l'ambre. Chargé de recherche première classe au CNRS, à l'antenne de l'Institut de Paléontologie Humaine d'Aix-en-Provence, il a publié lui aussi des ouvrages, notamment *Couleurs et Symboles* aux Editions

Musée des Arts Traditionnels, *Aux origines de l'outil* aux Editions Artcom, *Les bâtisseurs de Tumulus en Provence* aux Editions Actimedia.

Christine Sourgins est historienne de l'art, conférencière, spécialiste et dissidente de l'art contemporain. Elle expliquera la grande difficulté à s'exprimer librement sur des sujets tabous. Parmi ses ouvrages *Les mirages de l'art contemporain* qui a été publié aux Editions de la Table ronde en 2005.

Je passe tout de suite la parole au Professeur Henry de Lumley.

Interventions

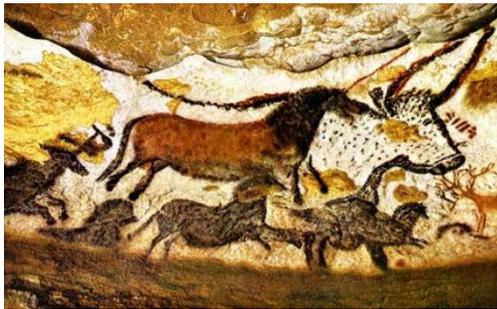
Professeur Henry de LUMLEY
Préhistorien, Directeur de l'Institut de Paléontologie Humaine

Merci Monsieur le Maire pour cette magnifique introduction.

L'émergence du sens de la Beauté est-elle une caractéristique de l'Homme ? La première question que l'on peut se poser est : la nature est-elle belle ? Les lois des mathématiques, nous allons en parler, la symétrie intrinsèque à notre univers que nous retrouvons dans les cristaux, dans les êtres vivants, cette parfaite construction des cristaux, le ciel étoilé au dessus de notre tête, la diversité du monde vivant comme celui des fleurs, des papillons, des oiseaux, des antilopes et même des humains pourraient en témoigner. Mais la nature n'est pas consciente du sens de la beauté. Tout le sens de l'univers et de la vie s'explique par la sélection naturelle qui, en favorisant toujours le plus apte et le plus fonctionnel, a conduit depuis au moins trois milliards d'années, l'évolution des êtres vivants vers plus de diversité et plus de complexité.

Nous pouvons dire que l'univers s'explique par quatre lois fondamentales : la loi de la gravitation, la loi de l'électromagnétisme, la loi de l'attraction moléculaire faible et la loi de l'attraction moléculaire forte. Et parmi ces lois, la loi de la gravitation me semble la plus importante. Mise en évidence par Isaac Newton, la constante G a une valeur de 9.81 : si cette constante avait une valeur de 9.80 ou 9.82 l'univers n'aurait pu se former et les galaxies n'auraient pas pu naître. Il y a aussi d'autres lois et formules qui expliquent l'histoire de l'univers, par exemple la loi mise en évidence par Albert Einstein en 1905, $E=MC^2$, c'est-à-dire que l'énergie est égale à la masse multipliée par le carré de la vitesse. On peut dire que toute l'histoire de l'univers s'explique par des lois mathématiques. La beauté des lois mathématiques est présente dans l'histoire de l'univers qui explique le ciel étoilé. C'est grâce à la loi de la gravitation que trois cent mille années après le Big Bang les galaxies se sont formées. A l'intérieur des galaxies sont nées des centaines de milliards d'étoiles et autour des planètes comme Saturne. On peut être impressionné par l'immense beauté de l'Univers, mais l'Univers n'en a pas conscience. Les aurores boréales au dessus de l'Alaska ou de l'Irlande. Toute la nature est formée par symétrie comme ces cristaux de quartz de forme hexagonale, des cristaux de tourmaline, des cristaux d'argent, des cristaux de neige. Tout l'univers fait appel à la symétrie. La diversité du monde vivant est extraordinaire comme par exemple les papillons, les poissons, ou le poisson-clown des îles Fidji et de Tonga. Parlons de la beauté des oiseaux comme le martin-pêcheur, le guêpier d'Europe, les mammifères comme la gazelle de Thomson ou l'antilope cervicapre que l'on trouve en Afrique, la girafe courante au Tchad, en Mauritanie que l'on trouve aussi au Kenya et en Tanzanie. Mais la nature n'est pas consciente de sa beauté. C'est l'Homme, fabricant d'outils (Jean-Marie Le Tensorer vous en parlera plus longuement) ayant acquis un langage articulé et doté d'une pensée conceptuelle, qui s'est progressivement affranchi des contraintes de la sélection naturelle. Dans l'univers, c'est chez l'Homme que la conscience du Beau s'est progressivement imposée avec la notion

de symétrie et la notion du sens de l'harmonie. Les premiers Homo-sapiens ont fait développer l'art pariétal, l'art mobilier et même la musique. Toutes les sociétés humaines sont portées par des ambitions analogues, la recherche du Beau, une aspiration profonde de la nature humaine. La quête d'harmonie ainsi que l'audace du savoir sont des caractéristiques typiquement humaines. Chez les Homo-erectus, premier peuple de chasseurs, a émergé la prise en compte du sens de la Beauté, comme le montre les résultats de la fouille à Tautavel, site archéologique datant de 450 000 ans. Les bifaces, façonnés par ces chasseurs, loin d'être parfaits sont magnifiques et fonctionnels donc harmonieux. Avec l'Homme moderne, la cognition a évolué ainsi que la recherche du Beau. Par exemple, les chevaux de la Grotte de Chauvet à Vallon Pont d'Arc qui datent de 30 000 ans, les grottes de Lascaux datant de 13 000 ans et la salle des chevaux sont à la naissance de l'art et du sens de la Beauté.



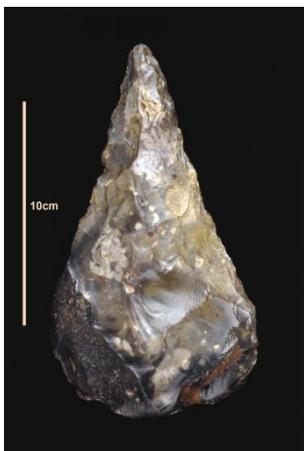
Grotte de Chauvet

Mais quelle est la signification du Beau ? Nous interrogerons alors Madame Sourgins. Cependant il faudra faire appel aux philosophes, aux spécialistes de l'histoire de l'art. Tel est l'objet de ce débat. Avec les conférenciers, mais aussi avec vous public, nous nous poserons la question : est-ce que l'émergence du sens de la Beauté est vraiment une caractéristique de l'Homme ?

Jean-Marie LE TENSORER**Professeur, Directeur de l'Institut de Préhistoire à l'Université de Bâle en Suisse**

Comme nous l'a montré le Professeur de Lumley, l'histoire du Beau est une histoire complexe et conceptuelle. Le fait de dire que quelque chose est beau ou n'est pas beau, est l'apanage de l'Homme. La nature est belle mais elle ne le sait pas. On se pose donc la question : quand le Beau est-il apparu ? Je vais tenter de vous démontrer que la notion d'esthétique est liée en partie à la notion d'harmonie, bien qu'elles soient différentes et soient apparues vraisemblablement très tôt chez l'Homme, beaucoup plus tôt qu'on ne l'imaginait. Je me suis toujours posé la question : mais pourquoi cette harmonie et cette symétrie apparaissent-elles ? Cela sous-entend que l'Homme avait une sorte de besoin, car s'il ne s'était pas créé de besoins, il n'y aurait pas de progrès, nous resterions figés. Ce besoin peut aussi être utilitaire comme le fait de chasser pour se nourrir : l'Homme est ainsi devenu chasseur pour se procurer sa nourriture. Mais nous avons aussi des besoins intellectuels qui sont de plus en plus forts. Le besoin fondamental de l'Homme est celui de communiquer avec les siens.

Les bifaces sont apparus très tôt en Afrique, puisque les premiers connus aujourd'hui datent de 1 800 000 ans ! Une profusion de formes plus belles les unes que les autres porteuses d'un message symbolique telles que les armes de parade destinées à impressionner l'ennemi. Le premier biface trouvé par les hommes contemporains dans la région de Londres date de 1679. Une esthétique particulière est ressentie, liée à sa couleur, sa brillance, son opalescence, sa symétrie. Cet objet nous interpelle et fait dire à l'Homme contemporain que le biface est un bel objet, outre son utilité. Cependant, cet outil n'a pas besoin de cette morphologie pour être efficace.



*Biface trouvé en 1679 par John Conyers (1633-1694) près de Gray's Inn Lane (Londres) dans un gravier à ossements d'éléphants antiques
British Museum, Collection Sloane, n° 246, cliché British Museum*

Cette pensée conceptuelle à l'origine (environ 2 500 000 ans) fait imaginer à l'Homme l'outil pour assurer sa survivance. Le jour où l'Homme a fabriqué un outil, il a alors franchi un seuil, le seuil de l'homínisation, s'extrayant ainsi de l'état de nature et prenant conscience de son existence. Il pense alors l'univers différemment, dont sa position est supérieure. L'humanité va avancer d'un point de vue culturel : il y a un avant et un après.

Un outil moderne est aujourd'hui empreint d'une double fonction : utile et symbolique. Par sa forme, l'outil symbolise son utilisation et ce que nous en faisons. Le symbole, la couleur, la signification sont liés à l'outil. Le symbole est en fait un outil de communication puisque l'Homme comprend tout de suite la fonction de l'objet. Les chercheurs actuels se posent tous une question : à quel moment le symbole apparaît-il et en quoi son apparition est un progrès pour l'humain ?

En résumant ainsi l'Histoire de l'Humanité, nous voyons ici les grandes étapes : l'émergence de la pensée conceptuelle (environ 2 500 000 années), les premiers outils (environ 2 000 000 années), les premières structures d'habitat, l'apparition de la pensée symbolique, la maîtrise du feu et l'art, tels que va nous le montrer Gérard Onoratini.

Les facteurs biologiques diminuent au fil de ces étapes au profit de facteurs socioculturels dont les symboles, la beauté et l'harmonie vont croissants. Cette question des symboles est discutée depuis très longtemps par nos philosophes, psychologues et historiens de l'art. Nous savons aujourd'hui que la genèse de l'Homme est combinée de l'être biologique et de l'être social. Déjà Marcel Mauss et Claude Lévi-Strauss ont beaucoup discuté de ces questions. Selon moi, l'apparition de ces fonctions symboliques correspond à l'émergence de la société humaine qui nous sépare définitivement de l'animalité.

Qu'est-ce qu'un symbole ? Je pense que son importance réside dans le fait qu'il exprime quelque chose. Comme par exemple un couteau suisse, l'objet nous parle : à le regarder nous comprenons sa fonction car l'Homme comprend le message symbolique qu'il a créé autour de cet objet. Le symbole signifie et communique. Par exemple, le fanion de Menton représente la ville pour ceux qui le connaissent. Il indique une appartenance à la société humaine, au groupe. Celui qui n'a pas les clés de cette compréhension est exclu et n'appartient pas au clan. Celui qui ne connaît pas Menton, ne se reconnaît pas dans le symbole des armes de la ville. Le symbole est un ciment social, humain et en même temps une appartenance à un groupe qui se reconnaît dedans. C'est ce qui s'est passé pour l'Homme Préhistorique.

Il y a 1 500 000 années, le biface était-il l'expression de la première beauté ? Certainement pas, puisque la beauté première est celle de la Nature dont l'Homme prit vite conscience. L'homme définit la norme de la beauté. Les outils, comme le biface, sont donc empreints de cette dualité : l'utilité d'un côté et la beauté de l'objet de l'autre. Cependant, la notion de beauté est relative, comme nous le disions, un objet qui est beau ne répond pas à des critères précis, comme par exemple la parfaite symétrie, cette notion est liée à celle du plaisir esthétique. Je dis beau ce qui crée en moi une émotion, si possible positive.

La valeur harmonique est une valeur actuelle créée pour définir une forme, une taille qui nous convient. Comme par exemple, une feuille de papier A4 dont le format correspond à ce qui nous plaît et nous est utile. La notion d'harmonie est donc liée à l'individu, créée par lui. L'harmonie existe dans la nature mais l'Homme crée sa propre harmonie. Ce plaisir esthétique voulu par l'Homme est connu sous le terme de « nombre d'or ». Le biface ne représente-t-il pas alors l'harmonie de l'Homo-erectus, c'est-à-dire son nombre d'or ? Cependant l'efficacité va tuer la beauté de l'objet, l'Homme réalisant qu'un objet moins beau et plus facile à réaliser est tout aussi efficace. Aujourd'hui, nos designers savent que tout ce

qui n'est pas beau et harmonieux, se vendra mal. Regardez la marque Apple, son succès tient en grande partie dans son esthétique et pas seulement dans ses logiciels.

Que représente donc le biface ? Il est l'expression, une matérialisation de l'Homme lui-même. L'Homme ne fait que se reproduire dans son œuvre : l'œuvre est son miroir. La naissance de la Beauté, les notions d'harmonie, de symétrie et de beauté étant distinctes, mais pour moi très proches, seraient une tentative d'humanisation du monde naturel. La matière devient homme. Ce qui est fortement évoqué par le biface : il épouse la forme de la main de l'Homme, il en est son prolongement.

L'émergence du sens de la Beauté a permis à l'Homme de se reconnaître d'abord et de se réaliser ensuite.

Gérard ONORATINI**Chargé de recherche Première classe au CNRS à l'antenne de l'Institut de Paléontologie Humaine de Aix-en-Provence**

La tâche va être difficile pour moi de vous emmener dans le monde de l'Art. Projetons-nous il y a 40 000 ans : il va bientôt faire très froid et dans les grottes de Grimaldi un événement majeur va se produire. A cette période, les populations néandertaliennes occupent le territoire, vivant de la chasse de l'éléphant antique. L'homme de Cro-Magnon fait parallèlement son apparition. Descendant de l'homme moderne, il est le premier à produire de l'image à travers le modelage de la terre, les sculptures, l'ornementation des parois rocheuses, la gravure au silex ou encore la peinture et les dessins. Tous les modes d'expression de l'art ont donc été inventés il y a 40 000 ans à travers les réalisations de l'Homme de Cro-Magnon.

A partir de cette période, la communication devient plus aisée : par exemple, au retour d'une expédition de chasse, l'Homme reproduit à l'aide de son silex l'animal rencontré à la chasse. Cet homme de Cro-Magnon est aussi prospecteur de pierre, il découvre que certaines pierres contiennent des pigments colorants qui tâchent ses mains. Il se servira alors de ces pierres pour dessiner et colorer ses reproductions. Petit à petit, il va mélanger ses pigments pour arriver à la couleur désirée, mettant ainsi au point le premier processus d'alchimie : par le feu, il va modifier la pierre jaune afin d'obtenir la couleur rouge, symbole du sang et de la mort. Il n'utilisait alors que trois couleurs : rouge, jaune et noir. Le bleu et le vert étant peu visibles à la lumière des torches à l'intérieur des cavernes. Grâce aux pierres contenant des pigments de couleur ou avec l'oxyde de manganèse, il crée ses pigments et sa palette de couleurs.

L'art représente différentes expressions et motivations pour l'Homme :

- L'art mobilier : nous en retrouvons des exemples sous forme de modelages et de sculptures comme la Vénus de la grotte de Laussel sculptée sur un bloc de paroi, ou encore la Vénus en stéatite des Grottes de Grimaldi. Leur signification exacte nous échappe : elles sont représentées sans tête, ce qui importe peu pour l'Homme de Cro-Magnon, l'essentiel est de représenter la femme enceinte et donc le symbole de la transmission de la vie dans le clan.
- L'art mobilier est aussi représenté sur plaquettes, telles des ardoises. Nous en retrouvons dans la grotte d'habitat d'Enlène en Ariège représentant un étonnant accouplement. Dans la grotte de Parpallo en Espagne, nous retrouvons des reproductions de têtes de chevaux, comme si cette grotte avait servi de lieu d'apprentissage, d'école. Dans la grotte d'habitat, nous découvrons également des ornements de mammoths, symboles des chasseurs habitant cette grotte et les animaux qu'ils chassaient alors.
- L'art des sépultures est constitué des offrandes telles que les bijoux ou les silex aux diverses fonctions. Dans la grotte de Cavillon à Grimaldi, nous découvrons une sépulture gravettienne et un cheval gravé et dans l'abri de Romito en Calabre (Italie), une sépulture double aurochs épigravettiens.

- L'art rupestre de plein air est composé des vallées décorées. Elles nécessitent un climat particulier pour être conservées.
- Les grottes ornées d'Ebbau en Ardèche ne sont pas des grottes d'habitat, mais un long cheminement menant vers un sanctuaire. La grotte du Colombier et la grotte de Chauvet sont des sanctuaires avec des gravures aux représentations complexes (jeunes mammoths, lions, rhinocéros, jeux de reliefs, distinction entre avant et arrière plan.) Elles présentent un art accompli par son style de représentation datant de 32 000 ans, c'est-à-dire du début du paléolithique supérieur. Les animaux variés renversent nos schémas avec des mammoths ou des lions. Dans ces grottes, un véritable cheminement a été créé : en progressant le long des parois, les représentations évoluent, ainsi que la couleur et le tracé. Il y a là des jeux artistiques étonnants avec la paroi, l'empilement des animaux et des compositions, comme par exemple ces lions qui regardent dans la même direction que les aurochs.
- La grotte Casquière est un sanctuaire englouti sous l'eau. Deux cultures s'y sont succédées : nous y retrouvons les traces de gravures datant de l'époque gravettienne, en partie effacées et barrées pour faire place quelques milliers d'années plus tard à de nouvelles gravures.
- Dans certaines grottes ornées sont retrouvées des traces d'éclairage de l'Homme, telles que des lampes à graisse, des torches et des structures de foyers.
- Dans les grottes ornées, sont retrouvées également des empreintes humaines, comme par exemple à Fontanet, nous pouvons y voir des empreintes de mains ou de mocassins. Dans la galerie de Niaux, on imagine deux enfants amenés au plus profond de la grotte, telle une initiation pour découvrir ce nouveau monde.
- Des thèmes mythiques sont récurrents, représentant des êtres mi-hommes mi-animaux, appelés « sorciers ».

L'art de l'Homme de Cro-Magnon est un esthétisme disaient les uns ; magie, chamanisme ou totémisme disaient les autres. Que penser ? Qu'est-ce qu'une œuvre d'art ? Suivons Heidegger dans cette parole : « Ce sont des chemins qui ne mènent nulle part ». L'art est une chose qui nous en révèle une autre, telle une allégorie du monde : l'Homme de Cro-Magnon a reproduit son monde sur les parois de la grotte. C'est sa façon à lui de toucher la vérité de l'Homme, c'est-à-dire son entrée dans l'Histoire et va poser une nouvelle aventure pour l'humanité qui suit.

Christine SOURGINS
Historienne de l'art, essayiste, spécialiste de l'art contemporain

Tout d'abord, je dois vous dire qu'aujourd'hui, pour un spécialiste de l'Art contemporain, il est de bon ton d'affirmer ne pas savoir ce qu'est la Beauté, voire que c'est un détail tout à fait secondaire pour l'époque contemporaine.

Personnellement, je vous rassure, je fais partie des historiens dissidents qui pensent que la Beauté est constatable mais pas prédictible. Oui, nous savons des choses sur la Beauté, elle est constatable ; mais non, on ne sait pas tout. Je ne peux donc pas la définir et vous en donner la recette. Je pense d'ailleurs que ce fut l'erreur de l'académisme d'avoir voulu faire de la forme, une formule.

Depuis des siècles, la Beauté se constate dans l'art au point que l'on parlait spontanément de Beaux-arts, jusqu'à Marcel Duchamp né en 1887 et mort en 1968. En 1917, celui-ci a promu un urinoir au rang d'œuvre d'art. Cette œuvre est ce que l'on appelle un « *ready-made* », c'est-à-dire un objet appartenant à la vie quotidienne, détourné de sa fonction utilitaire et devenu une œuvre d'art par la volonté de l'artiste. C'est une définition qui exclut la Beauté. Duchamp n'a pas besoin de cette hypothèse. En 1962, il était surpris que l'on réintroduise à toute force la notion de Beauté, il écrivait : « Je leur ai jeté l'urinoir à la tête comme une provocation et voilà qu'ils en admirent la beauté esthétique. » Duchamp est le père, certains disent le Pape, de l'art dit « contemporain ». Or, que voit-on aujourd'hui dans les grands centres d'art dits « contemporains » ?

Par exemple, des murs recouverts de purée de carottes, œuvres de Michel Blazy. Ou bien Gijs Müller, un artiste qui sert la main des passants : c'est ce que l'on appelle de l'esthétique relationnelle, puisque l'artiste entre en relation avec le public. Ou bien encore... rien du tout ! Au Centre Georges Pompidou à Paris en 2009 a eu lieu « La rétrospective du vide » : neuf salles entièrement vides.

Vous comprenez que l'essentiel de la démarche artistique aujourd'hui ne consiste plus à solliciter l'appréciation favorable, le fameux « C'est beau ! ». Au point même qu'une philosophe a forgé le concept de « *Decept* ». C'est-à-dire qu'il suffit qu'une œuvre déçoive pour être jugée efficace auprès du public et soit valorisée par le milieu de l'art dit « contemporain ».

Le mot « contemporain » a été pris en otage. Cet art dit « contemporain » est en fait l'art d'une toute petite partie de nos contemporains qui sont les disciples de Marcel Duchamp. Au point que certains historiens pour parler sans équivoque de cet « art » là, le réduisent à ses initiales « A.C. ». En fait, Duchamp a modifié la définition de l'art. Jusqu'à lui, l'idée mais aussi l'émotion, le rêve, la vision, étaient incarnés dans une forme, dans une matière sensible grâce à un travail, à un savoir-faire. Jusque-là, la forme était un don du sens. Pour le spectateur, c'est le contraire : le sens est un don de la forme, c'est-à-dire qu'il y avait un lien organique entre les deux. Après Duchamp, il y a une rupture entre le fond et la forme, l'intention va devenir hégémonique. Dès lors, avoir des idées et les indexer à des objets par un

discours, peut suffire. Par exemple, lors de cette exposition sur le vide à Beaubourg, il y avait tout de même un catalogue de 500 pages. Je ne plaisante pas...

L'art a donc une base conceptuelle. Il y aura désormais deux sphères artistiques distinctes : celle de l'art dans sa définition première, séculaire, et celle de l'art selon Duchamp (AC). Ce qui a provoqué une sorte de schisme, de tsunami, dans le milieu de l'art. Malheureusement, ce séisme est encore ignoré par la plupart des gens, parce que c'est toujours le même mot « art » qui continue de servir dans les deux cas.

La Beauté est-elle hors-jeu dans cet art dit contemporain ? Non, pas tout à fait. En l'an 2000, a eu lieu à Avignon une exposition consacrée à la Beauté, avec par exemple une chapelle de la cité des Papes où l'on pouvait trouver un bac grouillant d'asticots. Amish Kapoor, artiste contemporain qui triompha au Grand Palais, déclara à l'époque : « Je ne suis pas sûr d'attendre de la Beauté d'une exposition consacrée à la Beauté ». Pourquoi ? Parce que la Beauté est devenue un concept et que le concept de Beauté n'en crée pas. Pas plus que l'idée ou le mot « lumière » ne produisent le moindre photon.

Le concept duchampien ne crée donc pas de Beauté, au sens traditionnel du terme de Beauté et rattaché à l'art non duchampien. C'est la raison pour laquelle, lorsque je parlerai de Beauté tout court, ce sera une allusion à la Beauté traditionnelle, sinon je préciserai Beauté selon Duchamp.

Le concept de Beauté dans l'art dit « contemporain » se décline. Vous avez une Beauté « kitsch », comme par exemple dans les portraits retouchés de Pierre et Gilles, cette œuvre très glamour où la femme est plus « bimbo » que belle. Vous avez également le kitsch version infantile avec Jeff Koons qui crée des jouets pour milliardaires. Vous avez des beautés plus pornographiques, plus extrêmes, des beautés convulsives, par exemple le bac d'asticots. Une beauté assez agressive, comme celle de Jan Fabre avec ses « guerriers de la beauté ».



Œuvre de Pierre et Gilles



Jeff Koons à Versailles

Comment en sommes-nous arrivés là ? Et bien, nous avons perdu le sens métaphysique de la Beauté reliée aux transcendants que sont le Vrai et le Bien. Ceux-ci remontaient aux conceptions gréco-romaines où Cosmos et Cosmétique avaient la même origine et se référaient à un monde en ordre, en harmonie. Le Beau est d'ailleurs tellement unifiant qu'une œuvre mutilée comme la Vénus de Milo peut continuer d'être belle.



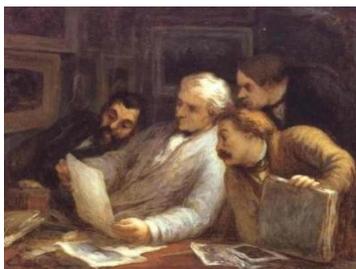
La Vénus de Milo

La Beauté n'est pas que plaisante, elle touche à l'être, d'où la phrase de Platon « Le Beau est la splendeur du Vrai ». Mais dans notre société relativiste, la Beauté splendeur du Vrai est un non-sens. Dans une société comme la nôtre, travaillée par le nihilisme, on pense volontiers que le monde est mauvais, ce qui voudrait donc dire que la Beauté est mensonge. L'immonde va travailler l'art contemporain où la scatologie est récurrente. Voilà une œuvre de Vilm Delvoe, nommée « Cloaqua », qui est une machine très sophistiquée fabriquant des excréments.



Vilm Delvoe « Cloaqua »

Cela n'a rien à voir avec une plaisanterie de potache. Des œuvres de ce type, il y en a énormément dans l'art dit contemporain, l'A.C., qui exhibe ainsi sa capacité d'exécration. Alors que l'art, dans son acception première, visait la Beauté et la célébration du Monde. Autre écueil pour que vive la Beauté dans le monde d'aujourd'hui : nous sommes très portés sur le subjectivisme et l'on répète volontiers que l'on ne discute pas des goûts et des couleurs. Or, je suis désolée, les hommes ont toujours discuté des goûts et des couleurs, comme on peut le voir chez Honoré Daumier et les amateurs d'estampes : cette passion du jugement de goût animait les ateliers et les salons de peinture.

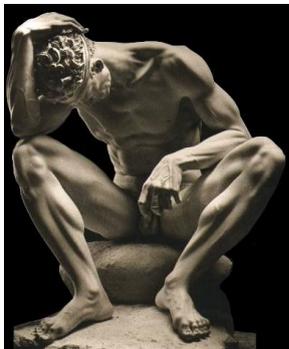


Daumier

Duchamp, là encore, a proféré une maxime qui fit beaucoup de ravage. Il a dit « Ce sont les regardeurs qui font les tableaux ». Cette phrase a durci et faussé un état de fait, c'est vrai que la subjectivité a sa part dans notre appréciation du Beau et heureusement. La Beauté a besoin du regardeur pour être constatée. Mais vous aurez beau regarder une croute, vous n'en ferez pas un Rembrandt. Or, Duchamp accrédié l'idée fausse que le regardeur seul décrète la Beauté. Pire, si vous êtes choqués ou déçus par la machine qui fabrique des excréments par exemple, c'est de votre faute ! Puisque, selon Duchamp, c'est vous qui projetez la laideur que vous dénoncez. Au passage, vous remarquerez que Duchamp a mis KO Kant qui disait « Est Beau ce qui plaît universellement sans concept ». La Beauté duchampienne est conceptuelle, relativiste et nie toute universalité.

La Beauté est aussi menacée aujourd'hui de suspicion anti-démocratique. Le Beau serait l'apanage des classes aisées, des classes possédantes. Le marxisme en faisait quasiment un valet « du Capital ». L'égalitarisme qui sévit aujourd'hui trouve insupportable toute idée de hiérarchie. La Beauté, via le jugement de goût, consiste à faire des comparaisons, donc forcément des discriminations. S'il y a discrimination, on comprend que le Beau ne soit pas politiquement correct. Or Goethe avait prévenu « La barbarie, c'est le refus de l'excellence ».

La Beauté aujourd'hui est encore suspectée de totalitarisme, son péché serait d'avoir été utilisée par les régimes fascistes pour séduire les foules. On va opposer le sculpteur d'Hitler, Arno Breker, de formation gréco-romaine à Emil Nolde, un peintre expressionniste qui représente l'avant-garde. Il pratiquait une esthétique du laid où les couleurs hurlent, où les formes bavent, où l'artiste exprime ainsi son authenticité, sa spontanéité intrinsèque.



Arno Breker



Emil Nolde « Danse autour du veau d'or »

Nolde a été classé dans l'art dégénéré : persécuté par les nazis, on en a fait un héros. Vous avez d'un côté Nolde, qui serait un héros et d'un autre côté Breker, qui lui a collaboré et serait un salaud. C'est la version officielle. En réalité, on oublie l'adhésion de Nolde en 1935 au parti nazi ; on oublie que l'Expressionnisme, défendu par Speer et Goebbels, a failli devenir l'art officiel des nazis. Le seul problème c'est qu'Hitler, qui était un petit peintre d'aquarelle, détestait l'Expressionnisme. A partir de là, tout s'est inversé, Nolde fut laminé par ceux qu'il entendait servir. Mais comme il a fini en martyr, il fut réhabilité. Le sculpteur Arno Breker reste quant à lui ostracisé et avec lui, c'est toute l'esthétique du Beau gréco-romain qui est montré du doigt. Vous avez-là une des origines historiques de la récusation contemporaine du Beau. Or, qui a réellement séduit les foules dans les grandes mises en scène des nazis ? En réalité, ce n'est pas vraiment la Beauté, c'est plutôt le Sublime.

Le Sublime est une notion complexe, philosophes et historiens ne sont pas toujours d'accord. Soit, on en fait la fine pointe du Beau, soit on en fait l'ennemi intime du Beau. Le Sublime que j'évoque a pour prototype Néron qui chante devant Rome en flamme. Vous avez une version contemporaine de cette attitude avec le 11 Septembre 2001. Quand Karlheinz Stockhausen, le grand compositeur contemporain, sera complètement lyrique et élogieux devant cette « grande œuvre » du 11 Septembre ! Le Sublime est quelque chose qui sidère, tétanise, hypnotise et s'impose, au contraire du Beau qui se propose. Alors, pourquoi dénonce-t-on la Beauté si c'est le Sublime qui est en cause dans les années 30 et 40 ?

Parce que nous sommes maintenant dans une société de mass-médias, une société du spectacle, qui veut du sensationnel, qui veut de l'événement, ce qui fait choc et non pas ce qui fait harmonie. Au fond, elle veut des formes contemporaines de Sublime devant lequel le Beau fait pâle figure. Le Beau est médiatique, certes, mais pas autant. Mettre en cause le Sublime, c'est aussi mettre en cause l'art dit contemporain, l'A.C., car il a bien fallu remplacer la Beauté par quelque chose de plus stimulant que le déceptif, de plus gratifiant pour l'émotivité. Et c'est là qu'arrive la transgression, qui joue dans l'art dit « contemporain » le rôle que jouait la Beauté dans l'art non-duchampien.



Oleg Kulig



Orlan

Quelques exemples de transgression : ici Oleg Kulig, nu à quatre pattes, mord les mollets du public. Nous sommes en pleine transgression zoophile. Autre artiste d'art contemporain, Orlan (qui rime avec « mutant ») s'est fait implanter sur le front des bosses, des embryons de cornes, déclarant transmettre ainsi son geste de sculpteur au chirurgien plastique. Le reste est un montage photo. Autre exemple, suprême et sublime pour certains (attention, pour les âmes sensibles) le groupe chinois Cadavre qui cuisine et mange un fœtus humain. Le cannibalisme devient une forme d'art, uniquement en régime duchampien, bien sûr.

Cet art contemporain peut être défini comme une transgression de l'art (celle de Marcel Duchamp) devenu un art de la transgression. Aujourd'hui, être cultivé, c'est apprécier non plus la Beauté mais la transgression.

On peut donc résumer la Beauté selon l'art contemporain comme conceptuelle, relativiste et transgressive. On peut aussi ajouter trois critères annexes : tout d'abord « Tout nouveau, tout beau ». Dans le monde mercantile qui est le nôtre, le Beau traditionnel survit mais va être réservé à l'utilité, à la consommation : à lui de séduire le client, de pousser à l'achat. Selon les théoriciens de l'art très contemporain (comme Michaud par exemple) le Beau, dans son acception traditionnelle, doit être réservé aux vitrines et à la publicité, car l'Art contemporain lui, se targue de miser sur la réflexion et non pas sur la séduction. L'A.C. est au-dessus de la séduction. Pourtant, le monde de la culture très contemporaine s'est tout de même aligné sur le très commercial « Tout nouveau, tout beau ». Car vous pouvez montrer n'importe quoi, si c'est inhabituel : par exemple, la purée de carottes sur les murs intéresse le milieu de l'art dit « contemporain », la purée dans votre assiette, elle, ne compte pas.

Autre critère : non seulement « Tout nouveau, tout beau » mais « Toujours plus ». Le monde culturel s'aligne encore sur l'économie en privilégiant les critères quantitatifs au détriment du qualitatif : on vise les records. On va s'extasier par exemple sur les 60 tonnes et les 22 mètres de haut des ressorts de Bernard Venet à Versailles. Ou bien, on va s'ébahir du nombre de personnes dénudées que Spencer Tunick réunit au même moment, au même endroit. Ou bien encore, on admire les 100 000 fleurs fraîches et les 10 tonnes de terre du Split-Rocker de Koons à Versailles. A ce moment-là, le Beau c'est toujours plus.

TOUJOURS PLUS !



Spencer Tunick



Venet à Versailles 2011



Split-Rocker de Koons à Versailles 2008

Dernier critère, peut-être le plus important : le remplacement de la Beauté traditionnelle par une conception duchampienne de la Beauté a autorisé le monde financier à prendre le pouvoir. L'évacuation des valeurs esthétiques a permis de leur substituer la valeur spéculative. Cela signifie que l'Art financier a renversé une tendance séculaire : autrefois c'était cher parce que c'était beau, aujourd'hui, vous savez que c'est très facile, il suffit de s'entendre pour faire monter les cotes dans les ventes aux enchères. Plus c'est cher, plus c'est beau.



Georges Wolinski

Ce que ce dessin de Georges Wolinski a parfaitement saisi. Ce n'est plus la beauté d'une œuvre d'art qui fait sa valeur, mais son prix. C'est effectivement l'argument suprême de cet Art contemporain, A.C., qui est devenu l'art financier.

Le problème principal qui apparaît, est que nous utilisons le même mot « art » pour désigner des pratiques complètement divergentes. Albert Camus disait : « Mal nommer les choses participe au malheur du monde ». Je crois qu'il est donc important d'essayer de clarifier les évolutions, les dérives... Ce message passe difficilement dans la grande presse, dans les médias, souvent liés aux financiers eux-mêmes collectionneurs d'AC..... C'est la raison pour laquelle je remercie Monsieur Guibal de m'avoir invitée aujourd'hui.

Table ronde

Jean-Marie LE TENSORER

Je voudrais remercier Christine Sourgins pour son exposé magnifique et lui demander si elle a la vie facile à Paris dans le monde de l'art ?

Christine SOURGINS

Pas tellement non ! Dès que vous osez critiquer l'art contemporain, on dit de vous que, non seulement vous êtes ringard mais très facilement réactionnaire, voire fasciste. La calomnie ! Comme nos adversaires n'ont pas beaucoup d'arguments finalement, ils ont le pouvoir et donc procèdent par calomnie.

Jean-Marie LE TENSORER

Une deuxième remarque qui m'est venue, c'est que l'exposition sur le vide, au fond c'est la pierre philosophale, c'est absolument génial ! On arrive à faire de l'argent avec rien !

Christine SOURGINS

Tout à fait, au fond c'est ce que Duchamp a fait : il promeut n'importe quel objet au rang d'œuvre d'art. Par le seul pouvoir déclaratif, il se met à créer de l'art. Et quand cet art s'est mis à valoir, il fabrique de la valeur. L'art financier est un jeu qui se joue en réseau. Vous avez toute une série de gens qui s'entendent, parfois même vous n'avez qu'une seule personne, comme par exemple Monsieur Pinaud, qui possède une fondation à Venise. Grand collectionneur, il était par le passé propriétaire du journal *Le Monde*. Aujourd'hui, il possède la salle des ventes Christie's, ainsi que des intérêts dans de grandes galeries d'art. Il peut donc faire valoir ce qu'il collectionne et faire passer ses collections dans tout le circuit : ses œuvres prennent ainsi de la valeur. Le summum du summum, c'est quand Monsieur Jean-Jacques Aillagon a présenté une partie de sa collection à Versailles : le château est devenu une machine à coter.

Jean-Claude GUIBAL

Au sujet de cet art financier qui valorise les collections privées, il est aussi fortement aidé par de l'argent public. On parle de culture officielle, subventionnée par le Ministère de la Culture et autres collectivités.

Christine SOURGINS

Tout à fait. C'est le gros problème que nous avons depuis le début des années 90. Tout est devenu complètement opaque. Nous ne savons pas comment l'argent du contribuable est utilisé. Il est impossible de demander des comptes aux FRAC, au FNAC (ndlr : foires d'art contemporain). J'aimerais connaître les commissions d'achat, par qui elles sont composées et quels sont leurs critères de choix. C'est l'omerta. L'artiste Fred Forest avait fait un procès au musée Beaubourg pour tenter de connaître le prix d'achat des acquisitions en art

contemporain. Il a fini par perdre son procès : on lui a répondu « secret à matière commerciale ».

Henry DE LUMLEY

Comme je le disais tout à l'heure, c'est une dérive de la conception de l'art. Le véritable sens de la Beauté est avec l'art, la poésie et la musique, les aspirations les plus profondes de la nature. Le véritable sens de la Beauté c'est la recherche du Vrai, du Bien et de la transcendance.

Gérard ONORATINI

En grec, on désigne par le même mot « Techné », le métier et l'œuvre d'art, c'est-à-dire la pensée, la conception. Ce terme grec signifie que le savoir prend ses sources dans la vérité. L'art est donc ce qui nous permet de nous confronter à la Vérité de l'Homme et par déduction, c'est une chose grande et esthétique. L'art « Techné » résume tout.

Jean-Claude GUIBAL

J'ai la conviction que pour s'exprimer librement et fortement il faut faire l'effort d'apprendre les techniques. Je ne crois pas le peintre qui n'a pas appris la perspective, je ne crois pas le musicien qui n'a pas appris le solfège, etc. Et je constate que, dans les écoles de musique ou d'arts plastiques, des personnes viennent apprendre la technique pour exprimer leurs émotions, soit par la peinture, soit par les sens. Lorsque les Hommes de Néanderthal ont reproduit les rhinocéros de la grotte de Chauvet, avaient-ils appris ou était-ce spontané ? Y avait-il déjà une espèce d'apprentissage des techniques ou était-ce un art déjà maîtrisé et spontané ?

Henry DE LUMLEY

Je pense que les peintures de la grotte de Chauvet sont les plus anciennes connues aujourd'hui de l'art pariétal. Les artistes de l'époque devaient être reconnus comme les grands maîtres connus aujourd'hui comme Léonard de Vinci.

Jean-Marie LE TENSORER

Il est évident qu'il fallait apprendre cet art qui est d'une complexité extraordinaire. Pensez qu'il y a la sûreté du trait, la perspective, les différents plans, le dégradé de tons ou encore le grattage pour faire sortir la profondeur de la pierre. Ce sont des techniques complexes. Il est évident que l'Homme de Cro-Magnon a une connaissance précise de ce qu'il fait, comme par exemple pour tailler un biface. Aujourd'hui, nos étudiants ne sont pas capables de faire un biface sans deux à trois ans de pratique et se sont des Homo-sapiens actuels. On apprend à tailler un biface comme on apprend à jouer du piano ou du violon, c'est tout aussi complexe. Il faut bien s'imaginer que l'Homme a dû apprendre et que c'est la transmission du savoir qui lui a permis de faire cela.

Gérard ONORATINI

Il faut savoir que les premiers hommes de Cro-Magnon apparaissent il y a environ 100 000 ans, ce qui peut expliquer cette impression de spontanéité. Entre 100 000 ans et 40 000 ans, il y a un trou dans nos connaissances. Les Hommes ont probablement commencé à exercer leur art sur les matières périssables. Lorsque nous constatons l'art pariétal en Europe, peut-être y a-t-il déjà là des millénaires d'apprentissage que nous n'avons pas eu la chance de découvrir.

Quelle philosophie pour notre Temps ?
DE L'ABSURDE A LA QUETE DE SENS

Les Colloques de Menton

Samedi 13 octobre 2012

SOMMAIRE

Introduction p.2
Interventions p.3
Table ronde p.16

PARTICIPANTS

Michel MAFFESOLI

Sociologue, professeur de sociologie à la Sorbonne Paris, Membre de l'Institut Universitaire de France, Directeur du Centre d'Etudes sur l'Actuel et le Quotidien CEAD Paris Descartes, Administrateur au CNRS, Membre de l'Académie européenne des Sciences et des Arts

Pascal BRUCKNER

Ecrivain, philosophe, Editeur chez Grasset

Sylvain BRISON

Prêtre catholique du Diocèse de Nice, Aumônier de l'Université de Nice, Enseignant à Theologicum, Faculté de Théologie de l'Institut Catholique de Paris

Introduction

Nous allons commencer sans tarder ce deuxième Colloque de la saison 2012. Aujourd'hui, nous allons traiter un sujet qui s'intègre dans le chapitre « Quelle philosophie pour notre Temps ? », même si cela peut paraître prétentieux de formuler les choses de cette manière. Le sujet de cette année est « De l'absurde à la quête de sens », après avoir évoqué Albert Camus l'année dernière, philosophe de l'Absurde mais en même temps de la pensée méridienne. Il nous semble qu'aujourd'hui, nos contemporains sont à la recherche d'une signification, d'un sens plus évident et manifeste. Il y a une demande à ce que les choses aient un sens. Ils s'interrogent sur le sens de leur vie, sur ce qui donne une direction mais aussi un contenu, une signification. Michel Maffesoli vous en parlera.

Certains facteurs expliquent ce besoin de sens ou en tout cas de signification. Comme par exemple, la crise économique, les mutations de notre société, l'effacement de certains repères, mille choses vont être évoquées par les intervenants à cette tribune. Ces significations peuvent prendre plusieurs dimensions, religieuses évidemment, le Père Sylvain Brison l'évoquera. Ces significations peuvent être nourries également de dimensions d'ordre politique, d'intérêt général, de droit de l'Homme et de mille autres valeurs.

Sylvain BRISON, prêtre catholique du Diocèse de Nice, aumônier de l'Université de Nice, enseignant à Theologicum, la faculté de Théologie de l'Institut Catholique de Paris. Il est co-auteur de l'ouvrage *Ils sont prêtres, ils sont jeunes et ils sont heureux* aux Editions des presses de la Renaissance.

Pascal BRUCKNER, romancier, philosophe, éditeur aux Editions Grasset ; vous le connaissez bien pour l'avoir vu et entendu lors de précédents Colloques. Ses ouvrages les plus récents : en 2001 chez Grasset *Le fanatisme de l'apocalypse*, en 2010 *Le mariage d'amour a-t-il échoué ?*, en 2009 *Le paradoxe amoureux*, en 2007 *Mon petit mari*, en 2005 *L'amour du prochain*.

Michel MAFFESOLI, sociologue, professeur de sociologie à la Sorbonne à Paris, membre de l'Institut Universitaire de France, directeur du Centre d'Etude sur l'Actuel et le Quotidien (CEAD) à l'Université Paris Descartes, administrateur au CNRS, membre de l'Académie européenne des Sciences et des Arts.

Interventions

Sylvain BRISON

Prêtre catholique du Diocèse de Nice, Aumônier de l'Université de Nice, Enseignant à Theologicum, Faculté de Théologie de l'Institut Catholique de Paris

J'ai une petite précision à vous faire, j'ai été passionné par le sujet qui est proposé. Je le traiterai du point de vue d'un théologien catholique. Ce que je dirai de la religion et du sens devra être recontextualisé pour d'autres types de croyances ou de religions. La question du sens de la vie a préoccupé depuis le commencement du monde. Elle fut le centre d'un débat existentiel au fond de la Creuse entre deux personnages improbables et tellement éloignés l'un de l'autre, du moins en apparence. Imaginez la scène : campagne française, silencieuse, troublée soudainement par le bruit des pales d'un hélicoptère qui atterrit, la paisible atmosphère bucolique d'une chaumière empreinte d'inquiétude par un imposant dispositif de sécurité. L'homme descend de l'hélicoptère, apostrophe son hôte : « Maître, vous qui êtes philosophe et qui avez la foi, vous avez dix minutes pour me dire le sens de la vie, apparemment tout est absurde ou tout est mystère. » Cette conversation eut lieu en 1995 entre Jean Guiton, philosophe, membre de l'Académie Française et le Président François Mitterrand, quelques mois avant son décès. Les personnalités de ces deux protagonistes conjuguées avec l'aspect un tantinet dramatique de la scène, ne font que rendre plus crucial le sujet qui nous préoccupe aujourd'hui. Je note au passage que la question du Président Mitterrand ne s'adressait pas uniquement au philosophe, mais aussi à l'homme de foi. L'un et l'autre ne font qu'un. La discussion a donné l'occasion à Jean Guiton de rédiger un livre remarquable (mais malheureusement épuisé) : *L'absurde et le mystère : ce que j'ai dit à François Mitterrand*. Il y explore trois grandes thématiques, autour de cette clé d'interprétation évoquée par Mitterrand : le temps et l'éternité, la résurrection des corps, l'eucharistie. Je cite Guiton au début de son livre : « L'absurde et le mystère sont deux solutions possibles à l'énigme qui nous est proposée à l'expérience de la vie. Je me propose de choisir entre l'une et l'autre de ces options car je ne vois pas de mille lieux qui ne sont pas habitables. Qu'on le veuille ou non, on est conduit vers l'un ou l'autre de ces deux thèmes et cet acte de liberté raisonnable, ce choix ultime est sans doute le dernier de nos choix. » Je suivrai cette proposition de Guiton en lui donnant une direction car la question du sens donne une orientation particulière. Je la situerai dans un contexte contemporain qui n'est plus tout à fait celui dans lequel ces deux hommes du XX^e siècle ont vécu et furent formés. Je suis conscient de l'intérêt qui se trouve dans l'effectuation du choix : que choisissons-nous ? L'absurde ou le mystère ? Ce choix est personnel. Mais la question demeure de savoir comment nous pouvons passer de l'un à l'autre, passer de l'absurde au mystère. Comment dans notre vie, peut-on être suffisamment attentif à ce qui va nous permettre de trancher la question qui nous occupe. La réponse que donne Guiton à la fin de son essai ne parvient pas à me satisfaire totalement. Elle ressemble trop au pari de Pascal. Pour tenter de dépasser cette frontière, je voudrais mener avec vous une double réflexion. S'interroger sur ce que signifie en contexte chrétien la notion de

mystère, mot employé par Mitterand et essayer de l'approcher d'une nouvelle manière, sur ce que la théologie la plus récente nomme « la narrativité ». Tout d'abord parlons de mystère : dès le début du Christianisme il a fallu trouver des mots dans le langage des hommes pour raconter l'événement de la rencontre avec Dieu. Au début de la foi et donc de l'expérience chrétienne, se trouve l'affirmation d'un dieu présent dans l'histoire des hommes, agissant et parlant : c'est la proclamation de la Pentecôte. Dans le chapitre 2 de la Bible : « Ce Jésus que vous avez crucifié, Dieu l'a ressuscité d'entre les morts, nous en sommes ses témoins ». La radicale nouveauté du Christianisme par rapport aux autres religions, celles de l'Antiquité et celles qui lui succéderont plus tard dans l'Histoire, est précisément ceci : une nouvelle clé, un nouveau principe d'interprétation du Monde. Le Christ : Dieu fait Homme et celui qui donne sens à l'Histoire, sens à la vie. La proclamation de l'événement Pascal et de la résurrection du Christ dans le monde antique, ainsi que sa plongée dans la langue et la pensée grecques, ont conduit les premiers chrétiens, théoriciens et penseurs du Christianisme à employer et à dépasser la notion de mystère. Le sens premier du mot « mysterium » en grec désigne quelque chose de caché, d'inconnaissable ou qui ne peut pas être totalement saisi par l'intelligence humaine. C'est le sens de ce que l'on a appelé les religions à mystère, comme le culte de Mithra où seuls les membres les plus initiés de la communauté pouvaient obtenir quelques parcelles de la vérité. Le sens chrétien, tel qu'il sera peu à peu repris et forgé par les pères grecs, est celui d'une réalité profonde, connue par voix de révélation et qui est l'objet de la foi. Mais si ce mystère grec désigne le cœur, la vérité qui se révèle à l'Homme, il désigne aussi dans un certain sens, la manière dont ce mystère se communique à l'Homme et dont il est accueilli, en s'enveloppant de voiles, de signes. Ces signes tout à la fois le cachent et permettent à l'Homme de le toucher. C'est ce sens de communication ou de communicabilité qui a conduit les latins à séparer le « mysterium », ce qui est l'objet de la foi, la vérité que nous cherchons à connaître, du « sacramentum », ce qui nous a donné sacrement et qui est la médiation par laquelle cette vérité arrive à l'Homme. Ce qui me semble important de retenir ici, c'est la conception même de la vérité qui se révèle et qui se donne elle-même à connaître. Si la démarche inductive et euristique, propre de l'Homme, a toute sa place dans la quête du sens de la vie et du monde ; la conception chrétienne ne l'envisage uniquement que précédée, du moins dans son principe, par la révélation d'un dieu qui se rend accessible et se donne à connaître dans la vie et l'Histoire de l'Humanité. Ainsi, la question de l'absurde n'a pas de sens chrétien. L'absurde n'est envisagé que comme la négation ou la non-reconnaissance de ce processus de révélation. Envisager en conséquence la quête de sens comme une quête du mystère, ce que je ferai avec vous, n'est pas un refus d'utiliser sa raison, bien au contraire. Sa démarche l'appelle et l'invoque d'une manière tout à fait singulière puisqu'il s'agit d'entrer dans le sens, la vérité même de Dieu qui préside à toute destinée. Il reste cependant que, par sa nature même, le mystère ne saurait être épuisé par la rationalité humaine, mais il oriente la pensée de l'Homme dans un approfondissement toujours nouveau de ce qu'il continue d'être. La pensée grecque s'est développée il y a deux mille ans me direz-vous ! Après notre Occident sécularisé, la notion de mystère est loin d'être évidente et a tendance à reprendre son premier sens antique de vérité cachée et inconnaissable. Ce constat est redoublé par l'expérience de nombreuses personnes qui, si elles se refusent à choisir la voix de l'absurde, n'entrent pourtant pas dans le chemin vers le mystère. Cet entre-deux inconfortable que Guiton refusait absolument, se déploie pourtant dans un abîme intemporel dans ce que je

nommerai, vous me pardonnerez l'expression, « les limbes postmodernes ». Les hommes s'éternisent sans trouver, peut-être, de sens à leur vie. J'en veux pour témoignage un exemple, ces quelques phrases saisissantes de l'écrivain danois Stig Dagerman qui a écrit ce dernier texte avant de mettre fin à sa vie : « Je suis dépourvu de foi et ne puis donc être heureux. Car un homme qui risque de craindre que sa vie soit une errance absurde vers une mort certaine, ne peut être heureux. Je n'ai reçu en héritage ni Dieu ni point fixe sur la terre d'où je puisse attirer l'attention d'un Dieu. On ne m'a pas non plus légué la fureur bien déguisée d'un sceptique. Je l'atteindrai moi-même car je suis bien certain d'une chose : le besoin qu'a l'être humain est impossible à rassasier. Vous comprendrez bien que le théologien en tant qu'il est lui-même chrétien, ne saurait se satisfaire de cet entre-deux dans laquelle s'abîme Stig Dagerman. Et pourtant, la question est bien là. La question de savoir quelles sont les conditions de possibilités pour sortir de cet entre-deux et de découvrir quelle est la voix qui conduit de l'entre-deux à l'absurde ou au mystère. Et même au-delà, de l'absurde au mystère.

Cela se passe, c'est le deuxième point de mon exposé, dans ce que j'appellerais l'histoire de nos vies. Dans un monde où le pluralisme et le relativisme dominent bien des pensées. La question du point de départ de la réflexion est de première importance. Il n'est plus question de reprendre aujourd'hui tels quels les grands discours sur l'organisation du monde et l'ordre de la création que la scolastique a longtemps affectionné. Il n'est pas non plus question d'une cosmogonie (ndlr : mythes fondateurs de la création du Monde), d'une théodicée (ndlr : terme créé par Leibniz qui désigne la justification de la bonté de Dieu en dépit du mal inhérent au monde). On aime d'une pure métaphysique depuis que Descartes, Kant, Heidegger sont passés par là. Liotard a même affirmé à la fin des années 70, que les métarécits étaient finis, eux qui ordonnaient le sens de l'existence au profit d'une postmodernité mettant en œuvre d'autres types de discours. Pierre Aubenque, ce grand philosophe spécialiste d'Aristote, a lui-même posé la question dans un livre récent *Faut-il déconstruire la métaphysique ?* N'en déplaise aux réactionnaires de tous bords, ils sont nombreux aujourd'hui y compris dans l'Eglise mais pas seulement. Penser un discours chrétien ne peut se faire que dans le cadre qui est le nôtre. Mais en définitive, ce fut toujours le cas. Les théologiens américains, aujourd'hui, ont mis le doigt dessus : c'est en racontant l'histoire de nos vies que nous trouverons le sens même de ce Dieu qui se dit dans l'Histoire. Richard Nibur, théologien américain dans les années 40, a écrit un texte fondateur pour ce mode de pensée radical. Voici ce qu'il dit « Ce qui a suscité dans le passé chez les chrétiens la confession de leur foi, en racontant l'histoire de leur vie, était plus qu'un besoin d'une vive illustration ou d'un raisonnement analogique. Leur histoire n'était pas une parabole qui pouvait être remplacée par une autre. Elle était irremplaçable et intraduisible. Une compulsion intérieure, plus qu'un choix libre, qui les conduisait à parler de ce qu'ils connaissaient en racontant Jésus-Christ et leurs relations à travers lui. Aujourd'hui, nous pensons et nous parlons sous la même compulsion. Nous savons que nous devons nous engager sur la route qui a été ouverte par nos prédécesseurs dans la communauté chrétienne, bien que notre reconnaissance de ce fait soit avant tout l'unique conséquence de l'obstruction de tous les autres chemins. Les systèmes métaphysiques n'ont pas été capables de maintenir la vie intellectuelle de la communauté et les systèmes abstraits de la morale n'ont pas transmis la dévotion et le pouvoir d'obéissance avec leurs idéaux et leurs impératifs. Les métaphysiques idéalistes et réalistes, les éthiques

perfectionnistes ou hédonistes ont été et continuent d'être de pauvres substituts au Nouveau Testament et les Eglises qui s'en nourrissent semblent sujettes au rachitisme spirituel. Pourtant, ce n'est pas la nécessité de rester en vie qui force notre communauté à parler en termes historiques. La compulsion de l'Eglise provient de son besoin en tant qu'Eglise vivante de dire véritablement ce pourquoi elle existe, par delà son incapacité à faire autre chose que raconter l'histoire de sa vie. Que veut dire raconter l'histoire de sa vie ? Ce n'est pas un lieu de verbiage où l'on va déverser le flot de notre quotidien et ce qui nous pèse sur les sentiments. C'est être capable de dire sa vie pour en faire un lieu théologique, objectivable, capable d'enraciner une démarche de quête de sens. Cette critique menée par Nibur du rachitisme spirituel des églises qui se contentent des rationalismes de la métaphysique et de l'éthique, sans entrer dans le fait de raconter sa vie, vient du fait qu'il n'existe qu'une seule histoire : l'histoire de l'Humanité. L'histoire de la révélation de Dieu, l'histoire du salut de l'Homme ne sont pas trois lignes temporelles différentes. En vertu de l'incarnation et du projet divin de salut, être chrétien en donnant sa foi au Christ, c'est précisément tenir une place déterminée dans la continuité narrative de l'Humanité. Tenir sa place dans le monde, dans la société, sa vie et l'histoire des hommes. Sinon, sans cela, la théologie serait simplement reléguée à une fonction descriptive similaire à la place tenue naguère par la métaphysique transcendantale. Toute histoire ou toute histoire sociale, théologique ou non, constitue un récit narratif qui atteste de manière réelle ce que nous vivons. La spécificité du discours théologique chrétien, et j'insiste là dessus, est qu'il apporte un autre regard socio-culturel marqué par la foi. L'adhésion à ce regard constitue ce que les théologiens appellent une « méta narration ». C'est quelque chose de capital : être chrétien dans le monde n'est pas simplement croire d'un côté et vivre de l'autre. C'est croire en vivant et donc imaginer le monde tel que Dieu l'imagine. Le terme d'imagination, je ne parle pas de ce que l'on emploie en termes de fantaisie mais dans ce que l'Homme a de plus puissant dans son intelligence permet selon moi de créer du nouveau à partir de ce qu'il appréhende, de concevoir quelque chose qui oriente sa vie et le précipite dans l'action. Pour comprendre cette imagination, il nous faut revenir finalement au monde dans lequel nous vivons. Alors nous savons bien que notre monde, nous en parlions encore au déjeuner, est en perpétuelle accélération et que l'Histoire nous devance, nous précipite et nous pousse de plus en plus vers quelque chose qui serait peut-être de l'ordre d'une fuite. Il serait nécessaire de regarder la manière dont nous vivons et dont, par exemple les nouvelles communications et technologies nous reformatent et nous apprennent à vivre différemment dans le monde contemporain. Mais cela, mes chers amis, ce n'est pas nouveau. J'en veux pour preuve un petit article *De l'invention du quotidien* de Michel de Certeau qui nous apprend que la sortie du Moyen-âge vers la modernité s'est faite au profit, ou au détriment, d'une reconfiguration de l'espace et du temps. L'exemple que prend Michel de Certeau est simple : au Moyen-âge pour parler d'un déplacement ou d'un voyage, on constituait une narration. C'étaient les récits de ceux qui avaient déjà fait le voyage qui guidaient alors les voyageurs entreprenant le pèlerinage ou le voyage d'affaires qu'ils devaient faire. Avec l'invention de la boussole et de la cartographie moderne, l'espace s'autonomise. Là où on racontait que pour aller de Paris à Menton, il fallait quatre jours de cheval, on va déterminer qu'il y a une distance qui sépare Paris et Menton. Cette notion de distance va faire sortir de la représentation du monde la notion de temps. Or aujourd'hui, nous sommes dans le basculement inverse. Aujourd'hui Nice et Paris ne sont

plus qu'à 900 kilomètres l'un de et l'autre et à une heure d'avion ou cinq heures de train. Nous sommes reconduits à considérer différemment notre rapport à l'espace et au temps. Ceci nous invite à nous interroger sur le sens que nous avons dans notre recherche de la vérité. Si le mystère lui-même, comme je l'ai rappelé, a une dimension intrinsèquement historique, ce n'est que dans l'Histoire du monde qu'il va pouvoir être appréhendé. Cette histoire est composée de temps et d'espace, d'acteurs et d'actrices. Ce n'est qu'en entrant dans cette intelligence de nos vies et de l'Histoire que nous pourrions avoir accès au mystère qui, tel le principe d'interprétation de toute l'Histoire à la fin des temps, se donne déjà d'un point de vue chrétien. Dans le temps d'aujourd'hui et dans lequel sous les aspects de notre vie, nous sommes invités à le découvrir.

Je conclurai simplement en citant ce que Jean Guiton prononce à la fin de son livre « Pour le mystère, comme la solution la plus engageante et la plus profitable ». J'ose croire qu'approcher la réalité du mystère par la considération des histoires de nos vies, nous apporte un peu de la consolation recherché par Dagerman. Dans notre monde et dans notre époque qui cherchent de nouveaux points d'appui pour s'orienter, il me semble que les nouvelles perspectives théologiques qui nous invitent à relire l'histoire de nos vies, portent l'espérance de répondre à ces attentes.

Pascal BRUCKNER**Ecrivain, philosophe, Editeur chez Grasset**

Le terme d'absurde pour moi ne fait pas sens, c'est-à-dire que je ne pense pas que la vie soit absurde, je pense qu'elle est contingente et qu'elle n'est pas nécessaire. Il n'y a pas de nécessité au fait que nous soyons nés homme ou femme, à telle époque de l'histoire ou en tel contexte social. Tout l'effort de l'existence et de l'individu consistera très précisément à tenter de donner une signification à cet aspect complètement gratuit de notre naissance, dans un lieu, dans un corps et dans une époque précise. A la question de l'absurde et de la quête du sens, on peut dire qu'il y a en gros trois grandes réponses qui ont été fournies par l'histoire de la philosophie.

La première a été donnée par les Grecs et les Latins d'autrefois. Pour la philosophie ancienne, le sens de la vie est de se conformer à l'ordre du cosmos puisqu'il est un ordre parfait et équilibré. Chacun d'entre nous est, en quelque sorte, un microcosme et doit donc se conformer aux grandes règles qui régissent l'univers. Aussi bien les philosophes grecs que latins, quelque soit d'ailleurs la diversité de leurs écoles, ont insisté sur le fait que chaque fois qu'un être humain échappe à l'harmonie cosmique, il tombe dans la faute, dans l'erreur. Pour les Grecs anciens, nous savons que la plus grande faute que pouvaient commettre les hommes est l'Ubris, c'est-à-dire le péché d'excès, la tentation pour eux de s'égaliser aux dieux et invariablement les destins les punissaient d'avoir voulu échapper à la condition humaine. Dans ce tableau du cosmos comme ordre parfait, on peut dire que la douleur et la mort étaient parfaitement intégrées : pour les Stoïciens, la mort n'était que le retour d'un corps éphémère dans le tout cosmique et tous les morceaux de ce corps retombaient dans la totalité de laquelle il était issu. Les atomes se recomposaient et redonnaient naissance ensuite à une autre personne, qui elle-même devait suivre les mêmes lois tout en sachant qu'elle était à son tour condamnée à disparaître un jour. Ce qu'il faut noter dans ces conceptions classiques, c'est qu'elles peuvent nous paraître extrêmement dures ou insensibles, mais en même temps elles produisaient un effet d'apaisement extraordinaire puisque la vie et la mort n'étaient pas des abominations dont l'Homme avait lieu de se plaindre, mais étaient dans l'ordre des choses. Par conséquent, nous devons nous préparer en permanence à en subir les conséquences. Le Christianisme lorsqu'il arrive dans l'Histoire lui aussi bien entendu s'occupe de trouver un sens aux phénomènes qui nous dépassent. Globalement, on peut dire que toutes les religions n'ont qu'une fonction principale qui est de donner une signification à la maladie, à la douleur et à la mort. C'est pourquoi les enterrements laïques sont des parodies souvent maladroitement des enterrements religieux car il s'agit d'accompagner un mort dans son habitation ultime et de dire aux vivants « Et bien la vie continue ». Dans le Christianisme l'idée du Salut combat l'absurdité éventuelle. Nous sommes nés pour faire notre Salut, l'être humain doit occuper le maximum de son temps à cette tâche. Notre passage sur Terre doit être orienté vers ce devoir qui occupe tous les croyants, c'est-à-dire sauver son âme et ensuite pouvoir se réincarner dans un corps lors du jugement dernier. Dans un corps glorieux, inaltérable, incorruptible et y connaître une sorte d'éternité de joie.

Là encore le Christianisme peut paraître à des non croyants ou à des sceptiques, comme une religion mettant l'accent sur la nécessité de la souffrance et qui a longtemps appelé les fidèles à la résignation : si tu es malade c'est la volonté de Dieu, si tu meurs c'est la volonté de Dieu. Il y a un mystère devant lequel nous devons nous incliner. La religion chrétienne, comme d'ailleurs l'Islam, le Judaïsme, avaient pour fonction entre autre chose, de ne pas rendre la souffrance absurde et gratuite, mais faire espérer le Salut.

Le Salut chrétien a deux conséquences. La répartition entre l'ici-bas et l'au-delà : tous les actes que nous accomplirons sur Terre trouveront dans l'au-delà soit leur châtement soit leur récompense. Nous, les Modernes avons, bien évidemment, renversés le dispositif chrétien pendant notamment la période des Lumières. A travers une phrase de Voltaire, *le Mondain* explique « Le paradis terrestre est là où je suis ». C'est une phrase qui nous paraît anodine, mais qui à l'époque a valu à Voltaire d'avoir ses livres brûlés, d'être pourchassé et de devoir s'enfuir à la frontière suisse. C'est une phrase qui sera reprise incessamment, notamment par Camus. Dans le fascicule de présentation des Colloques, j'ai pu voir que Todorov avait aussi expliqué que le sens n'était compréhensible qu'à l'intérieur même de la vie qui est la nôtre. La phrase de Voltaire veut dire finalement une chose très simple mais qui a son époque était scandaleuse : le paradis terrestre n'existe plus et finalement, bon débarras, le paradis céleste reste une inconnue. Au fond notre tâche à nous autres les Hommes est de faire si possible notre paradis sur Terre, ou en tout cas d'éviter de transformer notre séjour dans cette vallée dite de limbes en enfer. Du moment où nous ramènerons le paradis du ciel vers la Terre, toutes les perspectives temporelles sont bien sûr modifiées. Ce que dit Voltaire dans ce poème est l'éloge des plaisirs mondains : l'épanouissement de chacun est ici et maintenant. Nous n'avons plus à attendre, à y penser comme une nostalgie ou une espérance, nous devons le vivre dans le moment présent, sinon nous risquons d'être terriblement déçus. La phrase de Voltaire pose un problème qui est celui de la souffrance contemporaine, dont je parlais il y a un instant. En effet, pour nous hommes et femmes du XXI^e siècle, souffrir est abominable parce que plus rien ne rachète l'épreuve que je traverse : si c'est une maladie, nous pouvons toujours espérer que des découvertes scientifiques pourront la guérir dans quelques années, si c'est un chagrin il me diminue, mais par conséquent il me met à côté de la communauté de mes semblables. Le grand revers de la modernité, c'est que nous continuons à souffrir mais ces souffrances sont précisément dénuées de toute signification. C'est là le plus grand défi qu'affrontent les sociétés contemporaines. Cela explique que tant de pays, de nations, qui sont des sociétés traditionnelles, répugnent à faire le saut de la liberté, de la démocratie, parce que précisément il leur semble qu'elles s'exposent alors à des dommages bien pires que la privation de libertés sous l'emprise de la tradition. Alors que veut dire être moderne ? A partir du moment où il n'y a plus un sens préétabli, car au fond c'est ça la modernité, autrefois nous devions en quelque sorte redécouvrir un sens antécédent qui nous était à la foi extérieur et antérieur. C'était soit le cosmos pour les anciens, soit Dieu pour les chrétiens, aujourd'hui nous sommes à nous-mêmes les créateurs de la signification de notre vie. C'est à nous-mêmes de trouver à chaque instant le sens de notre existence. C'est une promesse extraordinaire dans la mesure où nous ne sommes plus rivés à nos conditions de naissance : ce fut la grande rupture de la Révolution Française, le fait d'être né femme, d'être né pauvre, manant ou aristocrate, ne dessine plus à priori le cadre de nos existences. Nous sommes en principe et en

droit libres de forger notre destin comme nous l'entendons. C'est effectivement la grande promesse des Temps Modernes qui n'est pas toujours tenue, mais vue comme une promesse extraordinaire. La première conséquence de cette promesse-là, est de nous inventer le chemin qui conduira nos pas. C'est tout le paradoxe de la vocation. Au fond, nous sommes contraints en permanence de créer les conditions de notre existence et de nous en satisfaire. La deuxième conséquence de ce phénomène : si je suis le seul maître du sens de ma vie, je suis aussi responsable de l'existence que je mène et je suis aussi, par conséquent, responsable des échecs qui m'arrivent. Et c'est là bien évidemment, toute la cruauté de la liberté qui nous a été accordée. Du moment où, pour reprendre une phrase de Sartre, « nous sommes condamnés à être libres », nous ne pouvons plus imputer nos malheurs ou nos échecs à une famille intolérante, à des parents cruels, à une société inégalitaire : au final, nous sommes désignés comme seuls responsables de nos errements. De là découle la prolifération dans nos sociétés contemporaines des thérapies, des groupes d'entraide, des groupes de parole qui tentent de remettre les individus égarés dans le droit chemin. Mais la liberté, nous nous en rendons compte avec la maturité, est un fardeau terrible à porter mais aussi une conquête inestimable. Finalement, d'après ce que les Lumières nous ont enseigné, puis la Modernité, si nous ne sommes pas condamnés aux conditions sociales, aux fatalités qui pèsent sur notre sexe homme ou femme, nous avons la possibilité de connaître chacun individuellement, nos parents, nos proches. La vie contient en elle-même infiniment plus que ce que les autres nous en montre.

En ce sens, je dirais qu'aujourd'hui la recherche du sens est probablement le symptôme en Europe d'une société vieillissante et fatiguée. Lorsque la vie jaillit à tout âge, nous n'avons pas besoin de lui trouver un sens. Les ressources qu'elle développe pour se déployer, nous imposent un sens qui va de soi. En d'autres termes, nous nous posons la question du sens de la vie à partir du moment où cette dernière commence à battre de l'aile, où nous entrons dans le domaine de l'hésitation et de l'incertitude. Chaque fois que nous avons le sentiment de mener une vie amoindrie, dérisoire ou absurde, c'est précisément dans ces instants que nous ne trouvons plus en nous-mêmes des raisons d'espérer ou d'entreprendre. Pour reprendre une phrase célèbre de Spinoza « La joie est une augmentation de puissance » et « La tristesse une diminution de puissance. » Ce sont deux phrases très simples mais tellement éclairantes. Effectivement, lorsque la vie est portée par la passion, les projets, elle s'impose d'elle-même sans que nous ayons besoin de la raccrocher comme on raccroche un wagon à un convoi, un sens préétabli. A l'inverse, lorsque la vie est affaiblie, c'est là que nous devons chercher en tâtonnant une signification perdue. Encore une fois, comme le disait tout à l'heure Monsieur Guibal, nous vivons dans un monde, la vieille Europe, frappé d'un symptôme absolument fatal qui est celui de la fatigue, de la lassitude spirituelle et qui se traduit tous les jours, pas simplement par la crise financière mais aussi par une crise morale. Il me semble que, lorsque les choses vont bien, lorsque nous connaissons une certaine forme d'épanouissement, il y a toujours trop à aimer, à goûter, à connaître. Le don merveilleux de l'existence est que nous succombons sous la multiplicité des sens : l'existence a tant de sens divers qu'une vie ne suffit pas à tous les goûter. Nous ne devons pas oublier que la vie est un présent dont nous devons en goûter les sucs et les jouissances, avant qu'elle ne nous soit dérobée trop tôt.

Je voudrais pour terminer, lire un petit poème que j'ai recopié de tête d'un mystique allemand du XV^e siècle qui me semble résumer ce que je viens de dire : « Je suis né je ne sais quand, je vis je ne sais comment, je vais je ne sais où et pourtant je suis incroyablement heureux. »

Michel MAFFESOLI

Sociologue, professeur de sociologie à la Sorbonne Paris, Membre de l'Institut Universitaire de France, Directeur du Centre d'Etude sur l'Actuel et le Quotidien CEAD Paris Descartes, Administrateur au CNRS, Membre de l'Académie européenne des Sciences et des Arts

Je ne vais pas conclure je vais ouvrir ! Tout d'abord, Monsieur le Député-Maire merci de cette invitation, j'ai souvenir il y a quelques années des débats que nous avons eus.

Le thème « Quelle philosophie pour notre Temps ? » est important, je pense d'ailleurs que le choix du tableau de Raphaël sur la brochure des Colloques : l'école d'Athènes, Platon et Aristote est un bon choix, une belle idée de rénover ces vieilles racines de notre espèce culturelle pour moi gréco-latine, la philosophie sur la place publique, merci à vous bien sûr d'être là en ce samedi après-midi, d'autant qu'il y a là une exigence de pensée et de questions ardues.

Une de mes idées obsédante est de rappeler cette chose fort simple, comme toute banalité qui mérite d'être dite et redite, la spécificité de notre espèce animale c'est de se dire, se raconter. Là encore, Michel Foucault l'a démontré : « Un amour n'existe que parce qu'il se raconte ». Il dit de même de l'amitié. Il a un mot savant qui mérite d'être rappelé : c'est le mot « épistémè » qui est la connaissance que l'on a individuellement ou collectivement de soi. Cette connaissance s'applique, s'organise : c'est la spécificité de l'épistémè par rapport à la théorie pure, alors que l'épistémè se concrétise en quelque sorte. Foucault montre qu'au début de notre tradition gréco-latine, l'épistémè du moment c'est la mythologie : amour des amours, des dieux et des déesses, etc. Mais suivant l'interprétation que l'on a de la mythologie, on a une organisation de la cité. Athènes a une interprétation de la mythologie, c'est la vie athénienne. Sparte a une autre interprétation de la mythologie, c'est la vie spartiate. On comprend bien comment un mode de reconnaissance engendre un mode d'organisation. Il faut revenir à cette idée là : on se raconte, on parle. En même temps, sur la longue durée on voit justement que ces épistémès, ces manières de se dire, se saturent. Tout passe, tout casse, tout lasse. On voit sur deux mille ans de temps comment quelque chose va cesser et dans le même temps une autre composition se faire. Il y a de l'impermanence et la continuité de la vie. Là encore, on peut résumer cette idée de saturation par une équation simple : la fin d'un monde n'est pas la fin du monde. On dit que c'est le premier « logion », la première parole écrite qui existe dans notre tradition, rappelé de manière concise par Anaximandre de Millet : « Genèse-déclin, déclin-genèse ». Ce processus de déclin et suivi par un retour, d'autres manières de se situer.

Selon moi, c'est cela la crise : la crise n'est pas économique ou n'est pas réductible à l'économie et à la finance. Très souvent, nous prenons la conséquence pour la cause. Bien sûr qu'il y a des conséquences économiques, mais il faut voir également, Pascal Bruckner parlait tout à l'heure de crise morale, moi je dirais une crise sociétale, une crise de représentation ou encore comme je disais tout à l'heure, une crise d'épistémè. La crise est beaucoup plus profonde qu'économique. Je rappelle d'ailleurs en grec l'étymologie du mot crise « crisis »

c'est le jugement. Précisément, c'est le jugement porté par ce qui est en train de naître ou ce qui est en train de cesser. Le deuxième sens beaucoup plus simple, c'est le crible, cette instrument par lequel on garde quelque chose et on en rejette.

En deux temps : D'où l'on vient ? Où on va ? C'est une pensée radicale qui permet de voir la généalogie : qu'est-ce qui fait que nous sommes ce que nous sommes ? Qu'est-ce qui fait qu'il y a tel type de représentation ? Cette pensée est en rupture avec la tradition greco-latine ou ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui la tradition judéo-chrétienne.

La sotériologie c'est en quelque sorte une histoire du Salut, cette idée qu'il y a un Salut quelque part, que l'on arrivera un jour dans la cité de Dieu. Pour tout dire, je pense que la modernité commence là : c'est Saint Augustin le père fondateur de la modernité. Deux mille ans plus tard, la continuité de cette pensée est Karl Marx avec sa société parfaite, une tension de l'énergie vers l'avenir. Énergie individuelle, énergie collective, le politique ou l'économie en serait l'expression. Mais dans cette grande perspective, il y a une économie du Salut. Finalement, il faut traverser le plus rapidement possible cette vallée : la vraie vie est ailleurs. Il y a là la racine profonde de la modernité. Regardez l'ambivalence de ce mot « sens » : dans toutes nos langues néo-romanes, il désigne à la fois la finalité et la signification. C'est-à-dire que n'a de signification que ce qui va quelque part, sinon c'est quelque chose qui est insensé, qui n'a pas de sens. Karl Marx le dit bien : « La politique, c'est la forme profane de la religion » ainsi ce que nous voulons réaliser au ciel, nous allons le faire sur Terre, mais toujours un peu plus tard. Il y a une homologie structurelle entre ces deux éléments-là, c'est-à-dire une projection, quelque chose qui est à venir et qui est de l'ordre du lointain. Là-dessus s'élabore le grand mythe moderne, dont nombre de philosophes l'ont montré, je pense ici à Karl Löwith, c'est le mythe du progrès qui est de racine messianique, ainsi comme je viens de le dire, cette espèce de projection. L'instrument logique pour l'atteindre, ce que chacun de nous fait sans y faire attention, c'est le processus de dépassement : dépasser le péché, le mal, la dysfonction, pour arriver à la perfection. C'est une conception dramatique du monde : il y a une solution, une résolution, on y arrivera un jour.

Selon moi, il y a une inversion de polarité qui est en jeu, j'ai appelé tout à l'heure cette idée de saturation. En chimie, c'est lorsque les différentes molécules d'un corps donné ne peuvent plus rester ensemble. Aujourd'hui ce qui me paraît être en jeu, ce sont ces valeurs qui ne sont plus modernes mais post-modernes. On a une frousse en France d'utiliser le mot « post-moderne » parce que dans le fond on a inventé la modernité et nous avons peur de ce qui est en train d'arriver. Le laboratoire de la post-modernité n'est plus en France, c'est un autre problème. Ce qui est certain, dans cette post-modernité, nous ne sommes plus dans une conception dramatique du monde où il y a une solution et une résolution, où il y a un sens, où l'on sait on l'on va, une finalité mais nous sommes dans une conception tragique du monde, le sentiment tragique de la vie. Le sentiment tragique n'est pas le drame, souvent nous employons l'un pour l'autre. Le tragique est ce qu'en terme savant on nomme « aporique », c'est-à-dire ce qui n'a pas de solution et qui nécessite que l'on se débrouille : il faut s'ajuster, s'accorder au monde et aux autres. Finalement, qu'est-ce que cela signifie ? C'est quelque chose qui ne va pas mettre l'accent sur le projet, le lointain, il y a le ici et maintenant. Intéressant de voir comment ces jeunes générations qui n'ont pas appris le latin vont décliner à loisir le terme "Carpe Diem". S'accorder aujourd'hui à ce qui existe, rapatrier la jouissance

et ne pas la projeter dans le lointain. Dès lors, nous ne sommes plus dans une progression, il faut trouver un autre mot que nous n'avons pas en français. En italien, en espagnol et en portugais il y a le mot « Ingresso » qui signifie l'entrée dans ce monde. En français on ne peut pas dire « ingrès » et pourtant Elysée Reclus le dit, justement j'ai pu voir que vous l'aviez mis sur le panneau de votre ville. Ce géographe parle justement de « ingrès ». Le mot que je propose pour rendre attentif à cela c'est « écosophie » c'est-à-dire une sagesse de la maison qui est pour moi, disons le tout net, le retour du paganisme, tel le paysan qui est attentif à cette terre qu'il partage avec d'autres. Quelque chose qui fait que dans le fond, je cite ici un philosophe allemand qui s'appelle Romano Guardini « Sans sens et plein de sens » : il n'y a pas de sens dans le sens de la finalité, ça ne va pas quelque part, mais c'est plein de sens dans ce que je vis avec d'autres ici et maintenant. Et c'est là que je ne suis pas tout à fait d'accord avec votre brochure (ndlr : brochure de présentation des Colloques) c'est que justement ce qui caractérise cette post-modernité, nous employons d'ailleurs ce mot de plus en plus, ce n'est justement plus la séparation entre le matériel et le spirituel mais un matérialisme mystique, un corporatisme spirituel : voilà les propositions que j'ai écrites et faites dans divers de mes livres pour montrer en quelque sorte qu'il y a là conjonction. Je maintiens que je dirige depuis plusieurs années un centre à la Sorbonne sur l'Actuel et le Quotidien réfléchissant en particulier sur les pratiques juvéniles, ce qui nous frappe dans nos recherches c'est cela : ce matérialisme mystique. J'insiste bien sur ce corporatisme spirituel. On pourrait s'amuser à trouver d'autres de ces oxymores, mais c'est cela la saturation. Non plus la projection de l'énergie vers le futur, vers une société parfaite, vers la cité de Dieu mais un ajustement en ce monde-ci. Dès lors, voyez-vous, nous ne sommes plus dans une grande perspective de perfection, de recherche de perfection à venir. Le mot que je propose pour bien que l'on comprenne ce qui est en jeu, c'est l'idée de complétude, c'est-à-dire inclure le blanc et le noir, le bien et le mal, s'ajuster au fait que, et c'est cela le vrai humanisme, il y a de l'humus dans l'humain. Cette reconnaissance de l'humus dans l'humain me paraît être cette idée de complétude. Vous avez cité cette très belle expression de Max Weber, le fameux « désenchantement du monde » qui est la marque de la modernité, par le biais de la technique, d'un rationalisme qui évacue tous les autres aspects : le rêve, le jeu, le festif et tout à l'avenant on en parlera. C'est cela qui a abouti à ce désenchantement du monde. Or, qu'observe-t-on de nos jours ? Il y a là y un paradoxe, j'ai écrit d'ailleurs un livre qui s'appelle ainsi, *Le réenchantement du monde par le biais de la technique*. Vous savez que 70 % du trafic sur Internet se fait sur des forums de discussions philosophiques, religieuses et érotiques. Finalement, la fonctionnalité est réduite à la portion congrue. Il y a une autre dimension qui est en jeu : la définition que je donne de la postmodernité est, cher Pascal Bruckner, la suivante : « Synergie de l'archaïque et du développement technologique ». Il y a une démultiplication des effets entre ces vieilles lunes, attachement à ce monde-ci, la jouissance, ici et maintenant et tout à l'avenant, plus le développement technologique, les tribus et Internet. C'est cette espèce de conjonction qui me paraît importante. Dans le fond, il y a là des nouvelles valeurs en gestation. Il ne faut pas se contenter d'être catastrophiste, de faire de la sinistrose soit disant de la morosité, c'est le propre d'une intelligentsia déphasée, j'entends ce qui ont le pouvoir de dire, le pouvoir de faire : journalistes, universitaires, politiques. Ceux qui restent sur un domaine déconnecté, déphasé par rapport à ce qu'est le réel, à ne pas confondre avec la réalité. Ce qui nous empêche de voir une vitalité réelle, du vitalisme, de

nouvelles formes de générosité, de solidarité. Dans le fond c'est cela qui me paraît être. Ce n'est pas une quête du sens, c'est vraiment trouver une signification de ce que je vis avec d'autres ici et maintenant.

Voilà ici en conclusion ces deux pendants qui me paraissaient importants : drame et tragique.

Dans la première perspective, pour moi la modernité peut se résumer en un mot : « non ». Non à ce monde-ci. C'est Goethe qui le dit d'ailleurs très bien « L'esprit qui toujours dit non ». Son personnage Faust dont le nom veut dire le point, la brutalité. Pour moi ce qui est en jeu actuellement dans ce nouveau paradigme, cette nouvelle manière de se situer « Epistémè » si je reprends le mot, ce n'est plus le lointain qui dit non, mais c'est la « proxémie ». L'école de Palo Alto en Californie utilise cette idée de proxémie, proche de l'environnement naturel et social. La proxémie c'est dire oui tout de même à la vie ; la vie ne vaut peut-être rien mais rien ne vaut la vie. On voit bien comment dans la sagesse populaire, il y a quelque chose de cet ordre, le fait que dans le fond pour se diriger dans la vie, est-il nécessaire de fixer les yeux sur un but lointain ? C'est Gide qui posait la question dans *Les nourritures terrestres*. Bien sûr, non, je crois que cette idée de Gide s'est capillarisée dans l'ensemble du corps social, elle est vécue en particulier par les jeunes générations qui définissent un nouvel *ordo amoris*, un ordre de l'amour. Je dis bien, amour de l'autre, de la nature, du groupe, de la tribu, peu importe. Walter Benjamin, qui est un grand penseur de notre temps, disait « chaque époque rêve la suivante ». Il faut accompagner ce rêve pour qu'il ne devienne pas un cauchemar. C'est cela qui est en jeu, il y a manifestement un retour du sentiment tragique de l'existence qui renvoie à une amère sagesse, mais également, même si c'est amer, il y a la sagesse. Il faut savoir l'accompagner, c'est en tout cas la question que je vous lance, c'est le défi. Chers amis, merci.

Table ronde

Sylvain BRISON

Selon moi, nous envisageons tous les trois la même chose, c'est-à-dire que la circonstance contemporaine oblige à penser, ce que Michel Maffesoli vient de dire, le sens de la vie ici et maintenant est de ne pas le projeter dans l'avenir ou dans nos origines. Là où je suis en désaccord et vous comprendrez, c'est sur l'apport judéo-chrétien à l'histoire de la pensée. La spécificité du judéo-christianisme est d'apporter une histoire du Salut comme principe d'interprétation de l'existence. Mais que veut signifier cette sotériologie-là ? En considérant que le judéo-christianisme dit « vite finissons cette vie pour commencer la vie suivante », on est dans l'erreur. La cité de Dieu dont parle Saint-Augustin et dont Michel Maffesoli nous a fait mention, n'est pas dans l'au-delà. Elle est un moyen dans notre monde de vivre le lien social, non pas dans l'amour de soi qui a fondé la cité des hommes, mais dans l'amour de Dieu qui a fondé la cité de Dieu. Nous ferions une erreur de comprendre le Christianisme comme quelque chose qui reporte dans l'au-delà, ce qui devrait être vécu dans l'existence.

Le Salut porté par le Christianisme, s'il est bien un salut individuel reporté à la résurrection des morts, c'est-à-dire à la fin des temps, commence dans l'Histoire par la mort et la résurrection du Christ. Si le chrétien est appelé à interpréter dans sa vie les circonstances bonnes ou mauvaises dans laquelle il vit, il ne peut le faire qu'en vertu de cet événement historique qu'était le Christ et en même temps de la foi et de l'espérance qu'il porte de son retour mais il y a bien quelque chose de l'économie, de l'enracinement dans l'Histoire. Dans mon texte, j'en appelais aujourd'hui à une théologie vraiment contemporaine qui s'intéresse à la narrativité, pour comprendre cette question du Salut. Ce que Michel Maffesoli vient de dire avec Walter Benjamin sur « chaque époque rêve la suivante », je crois qu'aujourd'hui il nous faut imaginer ce qu'est la vie contemporaine. Personnellement, je pense que si l'on n'imagine pas avec une visée, ce que j'ai appelé le mystère, qui donne la clé d'interprétation de ce que nous sommes amenés à vivre, je pense que l'imagination sera un peu stérile. Cela se discute.

Pascal BRUCKNER

Deux choses d'abord pour répondre à ce que vient de dire Sylvain Brison, l'Eglise d'une part s'est considérablement sécularisée depuis un siècle : elle a subi les chocs de son temps, souvent à regret. Toute l'histoire, notamment du Catholicisme, est celle des résistants de l'Eglise aux temps modernes et toutes les ambiguïtés qu'elle n'a véritablement levées qu'avec Vatican II. Lorsque l'on entend parler les protestants, les catholiques, les juifs, nous avons le sentiment parfois que le véritable ennemi, ce sont moins les autres fois (ou du moins la concurrence de l'Islam, nouveau venu en terre européenne, mais nouveau venu impétueux et plein d'enthousiasme pour propager sa foi) que le scepticisme, le relativisme, le modernisme, le postmodernisme qui sont régulièrement dans les sermons de Benoît XVI. Je l'avais écouté lorsqu'il était venu à Paris dénoncer comme étant la vraie menace à l'existence d'une religion

vivante. Au fond, lorsque nous entendons les plus intelligents des prêtres, des théologiens, lorsque j'entendais Sylvain Brison tout à l'heure, nous pouvons être non-croyants, athées c'est être un peu militants, non-croyants, agnostiques, nous pouvons ne pas suivre les conseils et les rites de l'Eglise mais n'en être pas moins persuadés du mystère de l'existence. Nous pouvons parfaitement être laïcs et persuadés d'une transcendance de l'humanité qui n'a pas la nécessité d'un dieu pour se justifier. Finalement, vous citez tout à l'heure Dagerman et notre besoin de consolation insatiable. Bien entendu, nous avons besoin d'être consolés, mais parfois le recours au tout-puissant paraît être une consolation facile, donnant le sentiment qu'une clé de voûte est nécessaire à l'ensemble du système humain. Cette clé de voûte étant Dieu qui nous apporte la réponse à nos angoisses. Probablement qu'une morale laïque ou sans Dieu est plus exigeante puisqu'elle s'interdit de donner au mystère sa solution, elle laisse la question ouverte.

Je suis globalement d'accord avec Michel Maffesoli lorsqu'il remarque à juste titre le retour au Carpe Diem, surtout à notre époque où le chômage frappe durement les jeunes diplômés et leur interdit peut-être de se projeter vers l'avenir. Il me semble que notre existence est rythmée par deux conceptions de l'épanouissement : la conception de la contraction sur le jour qui vient et une conception d'expansion. Il me semble que nos métiers respectifs - vous êtes auteur et professeur, tout comme moi - supposent une vocation, un projet. La définition d'une vie satisfaisante ou heureuse, conjoint deux dimensions temporelles sont souvent incompatibles. La première est la jouissance de l'instant, comme disaient les stoïciens « Vis ce jour comme s'il était le dernier ». Cependant cette conception-là est légèrement pessimiste car elle sous-entend que chaque soir vous vous couchez en pensant que c'est peut-être le dernier instant, il y a là quelque chose d'un peu triste. La deuxième dimension d'existence c'est la notion l'expansion, spatiale ou temporelle, nous nous projetons perpétuellement dans le futur, faisant des plans pour l'avenir. L'été prochain je partirai sur Nice, je veux apprendre telle langue étrangère, je veux essayer de lire Heidegger, j'avais essayé à 20 ans, allez j'essaye une dernière fois. Toutes sortes de projets plus ou moins exaltants qui dessinent la double dimension temporelle de nos existences. Nous vivons là aujourd'hui dans un appétit de plaisir, d'échanges, de sensations qui sont exactes, mais lorsque la vie ne peut plus se projeter au-delà de quelques semaines ou quelques mois, est-elle encore la vie ? C'est quand même une question qui mérite d'être posée.

Michel MAFFESOLI

C'est toujours difficile de répondre à un prêtre. J'ai envie de dire « Priez pour moi pauvre pêcheur, mon père ». Parce qu'il y a un problème de foi vous comprenez, dans ce que vous dites. Nous ne pouvons pas discuter là-dessus et je respecte vraiment cela. En même temps, lorsque vous amenez la foi en Jésus-Christ, je ne peux rien dire, sinon dire que c'est vrai et possible.

Le mystère c'est ce qui réunit des initiés entre eux. De fait, ce qui est en jeu actuellement, c'est le retour du mystère. Peter Brown, historien, spécialiste notamment du culte des Saints et de l'Antiquité tardive, montre au III^e siècle une équivalence entre Orphée, Mitra et le Christianisme. Même Mitra qui, dans le fond est une religion d'aristocrates et d'officiers, va

gagner. Puis finalement, c'est la religion chrétienne qui va triompher, qui était une religion d'esclaves et de pauvres. Pourquoi ? Parce que cette religion va sécréter la doctrine de la communion des Saints : ceux qui sont passés, ceux qui sont là. Par cette communion des Saints va commencer la civilisation chrétienne. Cette idée est très belle en pointillés. Je pense qu'actuellement il y a un retour de cette idée : dans le fond, les tribus dont je parlais (les tribus Internet par exemple) c'est la communion des Saints post-modernes. De fait, sur Internet il y a quelque chose en gestation, de l'ordre du mystère. Mais ce n'est plus une transcendance mais une transcendance immanente ; encore un oxymore. Il n'y a donc pas retour au monothéisme mais au polythéisme. Peter Brown parlait des petits dieux parleurs. Vous ne pouvez pas être d'accord avec moi mais je pense que le catholicisme peut être très païen, très polythéiste : le culte des Saints qui est très intéressant de mon point de vue. Lorsqu'ils auront oublié le Concile du Vatican II, lorsqu'ils cesseront de se protestantiser, je pense que les catholiques reviendront à leurs origines, c'est-à-dire à un accord avec ses valeurs plurielles. Le fait qu'il n'y a pas une vérité unique mais toute une série de vérités. Je ne sais pas si vous pouvez me répondre là-dessus ou rebondir mais pour moi c'est cela.

Pour Pascal Bruckner, tout d'abord cher ami, vous êtes plus jeune que moi, moi je ne suis pas un jeune perdreau, mais un vieillard. Bien évidemment tout ce que je dis ne reflète pas mes valeurs lorsque je parle du non-projet : je suis un petit bourgeois, producteur, reproducteur, rationaliste, etc. Je continue même à avoir des projets et à lire Heidegger tous les jours. De ce fait, je fais une distinction entre ce que je dis et mes convictions. Mes convictions vous ne les connaîtrez pas. En revanche, ce que j'essaie d'indiquer c'est qu'on le veuille ou non, il peut y avoir de l'énergie sans qu'il y ait du projet. J'ai eu un professeur sociologue et spécialiste de sociologie politique, je lui ai demandé de m'expliquer en un mot ce qu'il a voulu dire. Il m'a répondu « projet » : je jette un but en avant par tactique et stratégie, puis j'ajuste mes moyens à ce but. Il y a actuellement une énergie qui n'est plus extensible mais intensive, je vais utiliser une métaphore pour décrire ce qui est en jeu : quand les astrophysiciens étudiaient la courbure de l'espace temps, ils montraient que c'était l'énergie solaire qui se dispatchait qui créait cette courbure, jusqu'à ce que l'on montre ces fameux trous noirs. La condensation d'une étoile va en réalité trous la courbure de l'espace temps pour créer ces trous noirs, ces poches de résistance. Voilà la métaphore que j'essaie d'expliquer ; il y a de l'énergie mais elle ne se dispatche pas dans l'univers économique-politique. Comment expliquez-vous, monsieur le Député-Maire, qu'il y a à chaque élection 50 % d'abstention ? Comment, à cela faut-il ajouter les 15 à 20 % de non-inscrits sur les listes électorales ? Dans notre pays un élu est un minoritaire, une fois la répartition faite, il ne reste pas grand-chose. L'énergie ne se projette plus dans ce à quoi nous étions habitués, c'est-à-dire l'économie, la politique, etc. Autre exemple, on vient de terminer une étude sur le *couch surfing* en Europe : ces jeunes savent qu'ils trouveront ce soir un canapé dans une ville d'Europe pour dormir. C'est la vieille hospitalité du Moyen-âge. Internet aidant, on va trouver de nouvelles formes de solidarité. C'est cela qui me fait dire qu'il n'y a pas nécessairement du projet, il y a de l'intensité dans le moment et cela donne vie. Il y a des moments où l'énergie est extensible, il est d'autres moments où elle est intensive.

Deux mots qui résumeraient cela : j'ai rappelé tout à l'heure cette valeur essentielle de nos racines judéo-chrétiennes qui est l'économie et l'Histoire du Salut. L'Histoire est quelque

chose que l'on maîtrise, que l'on arrive à dominer. René Charpe disait « Les mots savent de nous ce que nous ignorons d'eux ». Le mot « destin » est de plus en plus utilisé : il y a là le vrai changement. Le destin il faut faire avec, en revanche je suis maître de mon histoire. Le destin est donc « je ne sais pas trop quoi », l'histoire est le projet. On voit bien chez la jeune génération ce besoin d'aventure. « L'aventura » c'est ce qu'il advient, ce que l'on ne maîtrise pas. Pour moi, c'est là qu'il y a véritablement le passage de la modernité vers la post-modernité.

La Cité des Hommes
DE CRISE EN CRISE, OU VA L'EUROPE ?

Les Colloques de Menton

Samedi 20 octobre 2012

SOMMAIRE

Introduction p.2
Interventions p.4
Table ronde p.14

PARTICIPANTS

Jean-François MATTEI

Professeur de philosophie grecque et philosophie politique ; Professeur émérite de l'Université de Nice Sophia Antipolis ; Membre de l'Institut Universitaire de France

Alain-Gérard SLAMA

Essayiste ; Journaliste ; Historien ; Editorialiste et membre du comité éditorial du *Figaro* ; Président de la Fondation de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm

Dominique TORRE

Professeur de Sciences Economiques à l'Université de Nice Sophia Antipolis ; Chercheur au GREDEG – CNRS ; Docteur d'Etat es Sciences Economiques ; Directeur du Master Finance Internationale et Economie de la Mondialisation à l'Université de Nice Sophia Antipolis

Introduction

Mesdames, Messieurs merci infiniment d'être présents à ce troisième colloque. Celui qui nous réunit aujourd'hui porte sur l'Europe et s'intitule « De crise en crise, où va l'Europe ? ».

Pourquoi cette formulation ? Tout d'abord, l'Europe est au cœur de l'actualité. Les colloques ont pour objet de vous donner matière à réflexion sur les questions actuelles, grâce aux échanges des personnalités invitées, suivi du débat puis de vos questions. Pourquoi « de crise en crise » ? Parce que l'Europe dit-on, s'est toujours faite par crises successives : les crises sont en général fécondes pour l'Europe, provoquant en réaction une avancée. Nous parlerons bien entendu de ce que représente aujourd'hui l'Union Européenne, l'Europe Occidentale, les vingt-sept pays de l'Union, les pays membres de la zone Euro.

L'Europe est traversée par plusieurs crises. Peut-être faudra-t-il en premier lieu, donner une définition : lorsque nous parlons de l'Europe, de quoi parlons-nous ? L'Europe se matérialise sur divers plans : le territoire, les valeurs, les institutions, l'économie. Depuis le début de la construction de la communauté économique et européenne, c'est-à-dire depuis les années 56/58, les crises se succèdent et sont de natures diverses. Jean-François Mattei vous dira que la crise la plus profonde, celle que nous traversons actuellement, a des conséquences plus lourdes. Elle se définit en profondeur comme une crise « civilisationnelle », c'est-à-dire une crise de valeur et d'identité. L'Europe est-elle à la hauteur des valeurs qu'elle a fait émerger au cours de son histoire ? Tout le monde est aujourd'hui conscient que l'Europe est nécessaire. Le monde est aujourd'hui constitué de pays-continent comptabilisant chacun plus d'un milliard d'habitants et des taux de croissance flirtant avec les 10%, quand l'Europe est à 0%. Nous appelons ces pays émergents les « BRICS » qui englobent le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. (*Ndlr : BRICS est un acronyme anglais pour désigner une organisation regroupant ces cinq pays, précédemment appelé BRIC avant l'ajout de ce dernier pays en 2011*)

Juste au passage, moi qui suis ici pour répartir la parole, je prends la liberté de vous livrer une anecdote. A l'Assemblée Nationale il y a quinze jours, en commission des affaires étrangères, nous auditionnions Hubert Vedrine sur les politiques des pays émergents. J'ai été frappé, peut-être parce que la formulation était concise pour dire des choses que je ressens profondément. « Les grands émergents, disait-il, sont engagés dans des luttes de puissance, de conquête et de pouvoirs. » Il faut entendre des pouvoirs économiques, diplomatiques et militaires. S'engager dans des politiques de puissance, il a marqué quelques fractions de secondes, puis il a ajouté « en Europe, nous faisons du social ». A mon sens, c'était un argument vigoureux qui montre clairement le problème européen.

Pour fermer cette parenthèse, Alain-Gérard Slama vous parlera de l'aspect institutionnel. L'Europe est nécessaire face aux nouveaux géants ; pour avoir un poids international, l'union des nations européennes est primordiale. Mais quelle forme institutionnelle pour l'Europe ? Une Europe technocratique, une Europe plus démocratique, plutôt de style parlementaire ou une Europe fédérale, ou encore une Europe confédérale ? Bref, il y a de vraies questions sur la nature institutionnelle et politique de l'Europe, c'est ce dont vous parlera Alain-Gérard Slama.

Dans un second temps, évidemment, nous parlerons des enjeux majeurs que l'Europe endure actuellement au niveau économique, financier, budgétaire et monétaire. Les médias parlent essentiellement de la crise de l'Euro ou encore de la Grèce, qu'affectionne tant Jean-François Mattei, il vous dira pourquoi. Mais aussi, le surendettement des pays membres de l'Union Européenne ; le déséquilibre économique entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud, entre l'Europe rhénane, germanique ; les dix pays qui ont rejoint l'Union Européenne ces dernières années, portant le nombre

de pays membres à vingt-sept. L'ensemble des ces pays, de l'Europe centrale aux pays du « Club Med » comme dirait Madame Merkel, les pays surendettés et la France entre deux.

Je reviens sur un point plus institutionnel que vous évoquera probablement Alain-Gérard Slama. Pourrait-on envisager un empire comme forme institutionnelle accomplie ? Cependant, nous savons à travers l'histoire, qu'une seule nation domine au final un empire. Le jeu de stratégie Donjons et dragons illustre bien cette question de savoir qui sera le maître du château.

Pour revenir aux aspects économiques et monétaires qui seront traités par Dominique Torre : est-ce que les crises monétaires et économiques, mais aussi l'endettement souverain des pays de l'Union Européenne font peser une réelle menace d'éclatement ? Entre autres, l'endettement de pays, tels que la Grèce et l'Espagne, fait peser sur eux la contrainte de quitter la zone Euro. Cela met-il également en menace l'existence de la monnaie européenne ? Alors que nous savons qu'au contraire, l'Euro protège les pays affiliés de tous les risques de dévaluation, qui en d'autres temps furent catastrophiques pour l'économie. Toutes ces questions seront évoquées. D'autres formes de crises pourraient être évoquées, mais il me semble que les plus significatives sont ces crises d'identité, de civilisation et de valeurs. L'Europe représente plus qu'un marché et une zone monétaire, alors quelle forme institutionnelle, quelle Europe politique devons-nous constituer ? Quelle forme doit prendre cette entité politique ? Les problèmes économiques, budgétaires et monétaires risquent-ils de porter atteinte à la cohésion et à l'unité de l'Union Européenne ? Pour tenter de répondre à ces questions, Jean-François Mattéi interviendra en premier. Jean-François Mattéi que vous connaissez puisqu'il est intervenu à plusieurs reprises.

Jean-François Mattéi est professeur de philosophie grecque et de philosophie politique. Professeur émérite de l'Université de Nice Sophia Antipolis, il est membre de l'Institut Universitaire de France. Il a publié de nombreux ouvrages parmi les derniers : *Le regard vide : essai sur l'épuisement de la culture européenne* publié en 2007 aux éditions Flammarion ; en 2010 avec Chantal Delsol aux PUF *L'identité de l'Europe* ; en 2011 toujours aux PUF *Le procès de l'Europe*. Au cœur du sujet, je vais lui passer la parole dans un instant.

Je vous présente tout aussi rapidement Alain-Gérard Slama que vous connaissez. Il est également intervenu à plusieurs reprises aux Colloques de Menton, vous le connaissez pour ses chroniques dans *Le Figaro* en particulier, et vous l'avez bien sûr entendu sur *France Culture*. Essayiste, journaliste, historien, éditorialiste et membre du comité éditorial du *Figaro*, il est aussi le président de la Fondation de l'Ecole Supérieure de la rue d'Ulm, dont il fut l'élève. Alain-Gérard Slama a publié entre autres ouvrages en 2012 aux éditions Plon *Les écrivains qui font la République*, toujours en 2012 *La société d'indifférence* et puis aux éditions Perrin en 2007 *Le siècle de Monsieur Pétain, essai sur la passion identitaire*. Il parlera principalement des problèmes politiques et institutionnels.

Dominique Torre abordera les problèmes économiques, monétaires et budgétaires. Professeur de sciences économiques à l'Université de Nice Sophia Antipolis, il est chercheur au GREDEG-CNRS, docteur d'Etat ès Sciences Economiques et directeur du Master Finance Internationale Economie de la Mondialisation à l'Université de Nice Sophia Antipolis. Il a publié aussi plusieurs ouvrages *Adolf Landry, finance et développement industriel*, on retrouve là ses racines. Ses domaines de recherche sont l'économie monétaire et financière, l'histoire de la pensée monétaire et l'économie numérique.

Interventions

Jean-François MATTEI

Professeur de philosophie grecque et philosophie politique ; Professeur émérite de l'Université de Nice Sophia Antipolis ; Membre de l'Institut Universitaire de France

Je vais tenter très rapidement de poser la question sous une forme un peu paradoxale, comme aiment à le faire les philosophes de façon un peu provocante : où va l'Europe ?

Il y a trois sous-entendus qui ne sont pas explicites dans cette question. Premier sous-entendu, l'Europe est quelque chose. Pour aller quelque part il faut bien qu'elle existe, donc qu'est-ce que l'Europe ? Que dissimule la question où va l'Europe ? Deuxièmement, cela suppose qu'il y aurait une Europe actuelle, une Europe présente. Quand au troisième préalable, c'est le plus paradoxal, on ne peut savoir où va l'Europe que si l'on connaît son passé, c'est-à-dire comment elle fut constituée historiquement, politiquement et culturellement.

Après relecture de dizaines d'ouvrages sur l'Europe, je me suis aperçu que beaucoup d'ouvrages spécialisés et écrits depuis la Seconde Guerre mondiale ne savaient définir clairement l'Europe. Est-elle une entité géographique, c'est-à-dire un continent parmi les cinq ; ou bien est-elle une entité historique ? Il faudrait connaître l'histoire de l'Europe et à quel moment elle est apparue comme telle, c'est-à-dire à quel moment la *Répubblica Cristiana* est devenue Europe. Paradoxalement, le Pape Silvio Piccolomini fut le premier à utiliser le terme d'« Europe » au lieu de « République Chrétienne » pour désigner l'ensemble des pays européens. Evidemment, le terme même d'Europe était connu d'Erodote au V^e siècle avant Jésus-Christ, mais il désignait un personnage mythologique, la jeune Europé qui parlait grec, naît sur les bords du Liban, c'est-à-dire en Asie.

Le grand paradoxe de l'Europe est qu'elle vient d'Asie. De plus, l'étymologie la plus probable du nom d'Europès serait la « jeune fille », plus précisément une jeune fille au large front et aux yeux lointains. Dans « Europès », vous avez « opes » comme optique, signifiant l'œil ou le regard. « Eurus » en grec signifie large, vaste, un tour d'horizon. Europès est donc la jeune fille, la déesse, le personnage mythologique qui regarde au loin et qui veut toujours aller plus loin.

Nous verrons par la suite que l'Europe est toujours transgressive, cherchant à aller au-delà d'elle-même et de ses frontières en particulier. Nous nous posons d'ailleurs actuellement des questions dans ce sens : est-ce que tous les pays situés géographiquement en Europe, comme par exemple la Russie ou la Turquie sont en mesure d'entrer dans l'Union Européenne ? Certains proposent le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, c'est-à-dire les pays du sud de la Méditerranée. Finalement, nous ne connaissons plus son identité passée, présente et *a fortiori* future, dans la mesure où l'on ne sait plus si ce sont des cadres géographiques, historiques ou purement économiques qui définissent l'Europe. Autrement dit, est-ce que l'Europe ne serait-elle pas qu'un espace de libre échange ? Le monde entier est aujourd'hui ouvert au libre échange et donc l'Europe. C'est d'ailleurs l'Europe qui a inventé la chose, mais aussi le terme de mondialisation, ou de *globalization* en anglais. Terme aujourd'hui passe-partout, la mondialisation est le fait d'imposer au monde les grands principes européens : science, philosophie, enseignement, économie, technique, voies de communication et Internet. Tout ceci fut bâti par les européens et/ou les occidentaux, c'est-à-dire des européens de première ou deuxième génération, d'Amérique du Nord ou du Sud. Ce que l'on appelle la mondialisation est donc l'occidentalisation, qui n'est rien d'autre que l'europanisation. L'Europe a imposé, doucement ou fortement, ses principes, ses valeurs, ses concepts, mais pourtant ne prend pas position.

Il est aujourd'hui difficile de savoir ce qu'est l'Europe, je prendrai deux exemples. Premier exemple, Paul Valéry a beaucoup écrit sur l'Europe après la Première Guerre mondiale et entre les deux Guerres mondiales, en particulier dans *Regard sur le monde actuel* en 1919. Dans d'autres textes des années 20/30, Valéry, en philosophe, écrivain et poète se demande ce qu'est l'Europe. Il répond dans ses ouvrages que l'Europe est la capitale du monde. Il emploie le terme de « capitale » pour désigner la civilisation capitalisant concepts, idées, principes, notamment scientifiques. Il fait remarquer que l'Europe a inventé la rationalité occidentale, c'est-à-dire la rationalité universelle à partir du modèle mathématique.

Je prends un deuxième exemple qui va complètement inverser la thèse de Valéry que connaissez tous plus ou moins, c'est la thèse classique qui remonte au XVIII^e siècle, pour ne pas dire à l'humanisme du XVI^e siècle, selon laquelle l'Europe est la terre de l'humanisme, ce qu'on traduirait aujourd'hui par la terre des droits de l'Homme. Hors quand vous prenez tous les auteurs Européens ou non-Européens, on peut se rendre compte que les critiques à l'égard de l'identité, l'unité, les bienfaits ou l'héritage de l'Europe ou viennent précisément des européens. En exemple, un sondage allemand posait la question de savoir si les Allemands se sentaient plus allemand qu'europpéen. A une écrasante majorité, ils ont répondu se sentir allemand avant que d'être européen. On s'aperçoit ainsi que l'Europe est en crise identitaire : les individus font passer leur identité communautaire, parfois même religieuse avant l'identité européenne à proprement parler. Il ne faut pas oublier qu'une des difficultés de l'Europe ce n'est pas sa taille, au contraire c'est un des continents le plus petit, mais le fait qu'il y ait vingt-trois langues officielles en Europe actuellement et plus de deux cent langues non officielles. Comment peut unir un continent qui utilise deux cents langues différentes ! Aux Etats-Unis vous avez une langue principale qui est la langue anglaise, malgré le fait que langue espagnole se développe fortement. En Amérique du Sud, la langue portugaise est utilisée au Brésil et partout ailleurs la langue espagnole prédomine. La langue est un donc facteur mais aussi un vecteur d'unité et d'universalité. En Europe, pourtant en lieu et place où le concept d'universalité fut inventé, l'unité est bien plus difficile.

Jacques Derrida, auteur difficile au niveau philosophique est de l'ouvrage *L'autre cap* qui est une réponse du berger à la bergère : le berger étant Jacques Derrida et la bergère Paul Valéry si vous m'autorisez la métaphore. Derrida reprend l'idée de capital européen en refusant que l'Europe en ait un. Il va jouer sur l'origine étymologique du mot « capital » ou « capitalisme » qui est le mot « cap » ou en latin « caput » qui signifie la tête, le chef. D'où le chef au sens dérivé, le capitaine par exemple, celui qui tient le cap sur un bateau. Dans ce texte, Derrida essaye de montrer que l'Europe a perdu son cap, sous-entendu sur l'humanisme, les droits de l'Homme. Cette métaphore avait été exprimée de façon symbolique et plus encore poétique par Paul Valéry dans sa formule « L'Europe n'est qu'un petit cap du continent asiatique ». Effectivement lorsque nous regardons la carte du monde, nous nous apercevons que l'Europe géographiquement un petit morceau du continent asiatique et qui a, évidemment, le cap sur l'ouest. L'Europe se termine par la France qui est orientée vers l'Atlantique. L'Atlantique, qui se dit en français l'« Occident », c'est-à-dire l'endroit où le soleil se couche. Pour confirmer que l'Europe est en crise, Jacques Derrida insiste sur le fait qu'elle n'a plus de cap à suivre. C'est cela qu'il appelle dans le titre de l'ouvrage « L'autre cap ». A la lecture de son ouvrage, on se rend compte que Derrida nie le fait que l'Europe n'ait jamais mis son cap sur quelque chose et surtout pas sur l'humanisme. Derrida reprend la critique habituelle adressée à l'Europe depuis une centaine d'années et particulièrement depuis les deux Guerres mondiales et la Shoa : l'humanisme n'est plus inscrit au début de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme votée en 1948 au Palais de Chaillot à Paris. Derrida affirme qu'il faudrait mettre le cap vers une autre direction, non pas sur les Etats-Unis ou l'Asie, mais sortir de l'OTAN et d'atteindre « L'autre du cap ». Un cap implique un capitaine et donc une capitale ; le capitalisme cherche donc un autre cap. Si on compare l'Europe à un

vaisseau, à un « bateau ivre » disait le poète, cela signifie que le vaisseau n'a plus de capitaine et cela parce qu'il n'a plus de cap, ni de gouvernail. S'il n'a plus de gouvernail, il n'a donc plus de gouvernement, c'est le même mot grec « cubernetos », qui a donné « cybernétique », et qui lui-même a donné « gouvernail » puis « gouvernement ». Sans cap, l'Europe est livrée à elle-même dans une espèce d'espace vide que Derrida appelle « L'autre du cap ».

« Où va l'Europe ? », nous demande le colloque d'aujourd'hui ? Il faudrait qu'elle ait une direction, mais ce n'est pas le cas. Il y a toute une série de jeux de mots faciles en français qui viennent du latin « caput », dans laquelle Derrida met en cause le capitalisme, le cap, le capitaine, le gouvernement du navire Europe balancé sur les flots. Selon lui, l'Europe doit créer autre chose qu'un cap, mais Derrida semble ne pas se rendre compte que, sans cap, ni capitaine, ni origine, l'Europe n'a plus de sens. Jouant avec les mots, Derrida parle de « décapitation du cap », c'est-à-dire de décapiter l'Europe afin qu'elle n'ait plus de rôle capital dans le monde. Il faudrait que l'Europe ne soit plus « ethnocentré ». L'ethnocentrisme ou l'eurocéocentrisme est souvent reproché à l'Europe par les populations extérieures, voire les européens eux-mêmes. Il lui ait donc reproché d'être à l'origine de nombreuses inventions depuis 1492. Derrida identifie l'ethnocentrisme par ce qu'il appelle le « logocentrisme ». Je vous rappelle qu'en grec, « logos » ne signifie pas seulement « parole » ou énonciation, mais également « logique » et « raison ». Le « logos » ou la logique de l'Europe c'est donc sa rationalité. L'Europe a toujours tenu le cap vers la rationalité et la raison, que ce soit la raison théorique, comme aurait dit Kant, ou que ce soit la raison pratique. La raison théorique s'appelle la vérité et son domaine est celui des sciences. La raison pratique est ce qu'on appelle la justice et son domaine est celui de la politique et de la morale. Est-il donc possible de mettre un cap sur la raison, c'est-à-dire ce qui est la fois rationnel, théorique et ce qui est raisonnable, pratique ? Derrida répond négativement : il n'y a aucune raison d'imposer aux autres peuples ou aux autres civilisations le logocentrisme, c'est-à-dire la rationalité européenne qui vise toujours un universel. La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme fut votée par des européens, le terme d'universel été imposée par les européens. En 1948, les américains voulaient utiliser le terme « international », quand les français ont insisté sur le terme « universel ». L'universel est toujours théorique, tandis que le national ou l'international est toujours pratique ou particulier.

Jacques Derrida, philosophe reconnu dans le monde entier et en particulier au Canada et aux Etats-Unis, a enseigné ce que l'on appelle les *Cultural Studies*. Comment expliquer que les Européens remettent en cause depuis la Seconde Guerre mondiale le fait que l'Europe ait eu un rôle capital à jouer dans le développement de l'Humanité et de l'Histoire ? En économie, les intérêts ne peuvent fructifier que s'il y a un capital de départ. Pour les cultures le principe est le même : sans capitalisation culturelle, comme par exemple sur Internet, dans les bibliothèques, les universités ou les écoles, nous perdons le sens signifie l'Europe. D'où ma question : est-ce que l'Europe a une identité pour savoir où elle va ?

Alain-Gérard SLAMA

**Essayiste ; Journaliste ; Historien ; Editorialiste et membre du comité éditorial du *Figaro* ;
Président de la Fondation de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm**

Je suis d'accord avec Jean-François Mattéi sur de nombreux points. Cependant, mon tempérament est plutôt cartésien, je ferai alors la remarque suivante : ces questions à propos de l'Europe et des nations, nous ne nous les sommes pas posées pendant des siècles. Autrement dit, nous éprouvons aujourd'hui la nécessité de répondre à ces questions face aux multiples puissances en développement, devant lesquelles l'Europe paraît si petite. Y a-t-il donc une espèce de projet, comme ce fut le cas après la Seconde guerre mondiale avec l'Allemagne, d'éviter que certains pays ne deviennent hégémoniques ? Ou au contraire serait-ce l'inverse, c'est-à-dire éviter que certains pays soient trop faibles pour ne pas être dominés économiquement et culturellement ? En droit, la culture suit en règle générale l'économie. Les écoles économiques aujourd'hui évoluent et renversent la logique : l'économie suit le droit et qui a pour condition le droit.

Cette Europe à projets ambitieuse pour la paix, c'est pour elle une question de survie. A ce détail près, que la survie de l'Europe impliquerait la mise en cause de l'existence de chacune des nations. Paradoxalement, les pays européens, notre culture, se sont construits avec un objectif : construire une nation capable de vivre avec les autres pays européens, capable de réaliser des équilibres idéaux, des zones monétaires et économiques optimales, créer les mœurs et institutions, les codes de vie et modes de pensée, c'est-à-dire un écosystème équilibré refermé sur lui-même, avec des modèles différents.

Du point de vue des institutions, certains pays ont une vocation davantage fédéraliste, décentralisée, comme l'Allemagne. L'Histoire prouve d'ailleurs que ce ne sont pas nécessairement ceux qui ont été les plus accueillants à la diversité culturelle. Des pays comme la France sont beaucoup plus centralisés, puisqu'ils sont le produit d'un rassemblement de populations disparates et qui sont arrivées à créer une nation. D'une certaine façon, la France se trouve être le chef de file dans l'histoire de la construction européenne. En effet, elle a éprouvé elle-même cette expérience dans son histoire, de la constitution des peuples les plus divers en une seule nation. Sommes-nous prêts aujourd'hui à constituer un peuple européen ? Il est évident que non. Il est évident que nous sommes attachés à notre culture et à nos institutions. Par exemple, la justice anglaise constitue un tribunal spécifique qui rend ses jugements selon les codes du droit basés sur l'expérience, l'*equity*, la procédure et la jurisprudence. Au contraire en France, la justice est une autorité dans laquelle on applique strictement les lois et dont l'évolution est difficile. Petit à petit, la France est obligée d'évoluer puisque le droit européen gagne sensiblement du terrain sur le droit français. Cette évolution est difficile pour le système français, se heurtant à des effets pervers pires que les systèmes qui en ont l'habitude, comme les anglais ou les américains. Lorsque les droits des uns et des autres ne sont plus appréciés en fonction de la seule loi mais des juges, nous sommes amenés en permanence à des affrontements et à rendre des comptes. Il est aujourd'hui banal pour un journaliste d'être convoqué en justice pour avoir atteint un intérêt particulier. Il y a là deux modèles différents. Lorsque nous avons construit l'Europe, nous l'avons construite selon notre propre modèle vertical, avec des institutions comparables aux nôtres, à notre Conseil d'Etat, à notre conseil Constitutionnel. Cette construction verticale de nos institutions se retourne aujourd'hui contre nous. Ces règles qui nous viennent de Bruxelles nous sont largement étrangères. D'autant que la ville de Bruxelles, qui devait être le fer de lance de l'Union Européenne, se voit le lieu-même de la division, de la confrontation entre deux cultures qui ne s'entendent plus parce qu'elles renvoient à d'autres systèmes, d'autres valeurs et d'autres conceptions du droit et des institutions.

L'Europe est cette juxtaposition : arriver à la coordonner est un travail de tous les jours. On vous parlera sans doute aussi des conceptions de l'économie : il est évident que la conception verticale de notre société rejaillit sur notre conception de l'économie. Nos ministres ont valeur de dire que c'est une question de volonté, pas seulement à Gauche. Quand le Général De Gaulle a créé le Plan, il précisa qu'il fallait le rendre obligatoire après 1958. Cependant, un conseiller astucieux, Alain Pratte ne voulait pas laisser faire le Général. Comme il ne fallait pas trop le contrarier, Alain Pratte tenta de le convaincre en rajoutant l'adjectif « ardente », ce qui donna « l'ardente obligation ». Si l'obligation devient ardente, elle n'est plus obligation, contournant ainsi le Plan et le rendant symbolique. L'idée de volontarisme est largement française.

Il y a un troisième terme que je n'ai pas encore évoqué et qui est pour moi fondamental, c'est la notion de laïcité à la française. Que veut dire la laïcité à la française ? C'est un vieux laïcisme qui vous parle mais qui n'est pas pour autant hostile aux origines chrétiennes de l'Europe. Par fidélité au Vatican, les Français ont rallié doucement la République. Pendant la période de Vichy, les dirigeants français ont tenté de renouer avec les valeurs chrétiennes, sans tomber dans le fascisme, puisque la plupart des vichistes étaient contre le fascisme. La valeur républicaine est l'idée selon laquelle le religieux n'est pas du même ordre que le politique et ne doit jamais interférer avec lui. Nous tentons de faire sortir les cultes religieux de l'espace public, entendons le débat public. Il ne s'agit pas d'une remise en cause du pluralisme. Charles De Gaulle n'a jamais baisé l'anneau d'un archevêque, d'un cardinal ou d'un pape en public, pourtant il était catholique, ne s'en cachait pas. Il souhaitait garder ses distances afin de ne pas donner prétexte à un culte quel qu'il soit pour occuper l'espace public. A ma connaissance, la première manifestation réellement publique fut avec François Mitterrand en 1991 lorsqu'il a remercié les trois cultes et leurs responsables d'avoir maintenu la paix lors de la guerre du Golfe : cela fut un choc. Nous en voyons tous les jours les effets néfastes, dès que l'état se mêle à l'organisation d'un culte, l'OIF les maximalistes et les fanatiques se font entendre. Notre société est aujourd'hui de plus en plus médiatisée et les minorités extrémistes profitent de ce système grâce à la télévision et aux journaux. Les journalistes ont perdu leur culture laïque. Or il est vrai que les modèles de laïcité autour de nous sont assez différents du nôtre.

Lors des discussions sur le traité constitutionnel européen, Valéry Giscard d'Estaing amena l'idée qu'il aurait fallu formuler en premier les origines chrétiennes de l'Europe, précisant ainsi ses diverses influences. Je pense que pour définir l'Europe, la clé est cette notion de laïcité, avec évidemment des variantes qui peuvent être celles de l'Allemagne, de l'Angleterre anglicane, etc. mais il y a tout de même cette idée-là. François Guizot fut le premier à adopter l'histoire de la civilisation européenne. Dans son ouvrage *Histoire générale de la civilisation en Europe* de 1828, il dit précisément « La présence d'une influence morale, le maintien d'une loi divine et la séparation du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel, ce sont là les grands bienfaits qu'au V^e siècle l'Eglise chrétienne a répandu sur le monde européen ». Nous nous apercevons aujourd'hui de ces enjeux fondamentaux. Dernier exemple, l'affaire des caricatures de Mahomet : il s'agissait dans un premier temps de défendre un dessinateur se voyant interdire au Danemark de caricaturer Mahomet, puisque dans la religion musulmane, il est interdit de représenter le divin, excepté dans un livre pour enfants consacré au Prophète. Il s'agissait donc de défendre la liberté d'expression. L'affaire a alors pris une plus large ampleur. Une autre affaire similaire : les Coptes, chrétiens d'Orient, ont tourné un film anti musulman et radical. Fallait-il à ce moment-là que la France accepte à son tour de réaliser des caricatures de Mahomet ? J'aurais été directeur d'un journal, j'aurais refusé. La France n'a pas à être otage de conflits religieux de modèles culturels qui ne sont pas les siens. Aux Etats-Unis, la religion occupe une place importante dans la campagne présidentielle, son modèle est différent du nôtre. Je pense que dans l'ensemble des pays européens, la laïcité peut être une des clés. Cependant, il y a des risques pour que nous l'ayons éclatée. Il est beaucoup plus facile de transmettre un modèle civilisationnel au sens économique, social ou

démocratique. Plus ces valeurs civilisationnelles se répandent, plus nous avons l'illusion d'être dans le même monde et la même culture. A mon sens, c'est ce qui est en train de se produire dans les pays du Maghreb, c'est-à-dire que les pays historiquement les plus riches ont transmis des valeurs civilisationnelles, des modes de vie, des modes de consommation, et aujourd'hui il y a une rétraction, ce qu'appellent les sociologues une identité réactive, une réaction. Plus on se définit par cette rétraction-là, plus on se définit par le domaine, le territoire proche, il est alors difficile de constituer une Europe avec ces valeurs.

Dominique TORRE

Professeur de Sciences Economiques à l'Université de Nice Sophia Antipolis ; Chercheur au GREDEG – CNRS ; Docteur d'Etat es Sciences Economiques ; Directeur du Master Finance Internationale et Economie de la Mondialisation à l'Université de Nice Sophia Antipolis

J'avais prévu de vous montrer quelques images.

Cette première image est très ancienne, l'Europe était alors représentée de cette façon en 1877. Vous voyez que c'est absolument terrifiant. On a ici un ensemble de représentations en forme de pieuvre à la place de l'Europe de l'Est ainsi les différents pays sont caricaturés. L'Allemagne est caricaturée, ainsi que la France et l'Italie, etc. Les frontières, l'extérieur sont un danger. Ce péril n'est pas simplement au niveau culturel ou politique, mais aussi profondément économique. Par exemple, à peine sorties de la guerre de 14-18, guerre absurde qui fit des millions de morts, les grandes nations européennes s'engagent alors dans une sorte de concurrence effrénée sur le plan économique pour regagner la situation d'avant-guerre, qu'elles ne vont jamais parvenir à regagner. D'un côté, le Royaume-Uni a ainsi mis en place une politique d'austérité extrême, sans craindre d'augmenter son nombre de chômeurs ou d'engendrer une récession dans ses îles britanniques, dans le seul but de ramener la Livre Sterling à sa niveau de l'avant-guerre et retrouver cette sorte de splendeur. A l'époque, le Royaume-Uni était le premier pays du monde, où se traitaient les affaires et où les grands problèmes politiques du monde étaient réglés. De son côté, la France affaiblie par la guerre qui s'est déroulée sur son territoire, développe une politique beaucoup opportuniste, un changement fréquent de gouvernement et d'équipes politiques, parfois même jusqu'à la démagogie. Cette politique amène à une sorte de pragmatisme de la dévaluation et finalement une stabilisation en 1926 avec ce fameux Franc Point-Carré. Alors que le Franc s'était fortement déprécié, elle se retrouve du jour au lendemain dans une situation d'avantage en comparaison de ses grands rivaux comme le Royaume-Uni. La France se met à rêver de sa splendeur passée et retrouver un statut qu'elle a perdu à la fin des guerres napoléoniennes, un statut de première puissance européenne. La crise de 1929 arrive et frappe violemment les économies. La France est alors sur son matelas d'or épargné dans le cadre de cette spéculation internationale qui avait amené les spéculateurs européens et d'ailleurs à acheter du Franc au dépens de la Livre Sterling. Les pays autour d'elle, les Etats-Unis en premier puis le Royaume-Uni, l'Allemagne et d'autres sont frappés par la crise très violente et profonde. La France est épargnée pendant quelques années jusqu'à son tour. En effet, elle n'avait pas dévalué sa monnaie par rapport à l'or alors que les autres pays avaient rapidement mis cette mesure en place. Elle se trouve alors plongée dans une dépression différée mais encore plus profonde.

Je ne vais pas vous raconter la suite de l'histoire, celle du New Deal en particulier, celle de la renaissance qui commence aux Etats-Unis puis qui se propage très lentement en Europe. Le deuxième conflit mondial arrive avant que les choses ne soient résolues de ce côté de l'Atlantique. Mais cette histoire est triste, elle nous montre un désaccord entre ces puissances qui a favorisé dans les années 1930 la montée de politiques extrêmes aussi bien en Europe centrale qu'en Europe extrême, avec la montée du nazisme, du fascisme, du stalinisme, etc. Au lendemain de la guerre, ces pays ne veulent plus faire seuls. Finalement, en matière européenne, nous sommes toujours dans la phase d'après-guerre. Souvenons-nous de la photographie du Général De Gaulle avec Konrad Adenauer : elle symbolise les premiers pas de l'Europe avec d'un côté le Président français sceptique sur l'avenir de l'Europe et de l'autre, le chancelier allemand pro-européen. Malgré des forces centrifuges qui s'exercent de différentes parts, les décideurs politiques essaient de construire une Europe des synergies, une Europe commune.

Cela ne s'est pas fait en un jour. Je vais passer très rapidement les étapes des années 1950 où l'on commence à se mettre autour de la table à six. Un grand nombre de pays qui étaient le Bénélux, l'Allemagne et l'Italie voulaient construire une Europe atlantiste, se protégeant essentiellement du danger qui venait de l'est. En France au contraire, les dirigeants avaient une idée plus souverainiste, souhaitant construire un autre type d'Europe, pas forcément atlantiste mais au contraire qui ferait un contre poids à l'Atlantique. Ces pays arrivent peu à peu à s'entendre et à concilier leurs points de vue pour construire une Europe et ses institutions économiques. La constitution d'institutions économiques européennes ne signifie pas la construction de bâtiments, la mise en place d'un président et de lois, mais au contraire mettre en place une politique commune, une politique agricole commune, une politique de défense commune ainsi que toutes une sortes de coordinations institutionnelles. Parfois le scepticisme est plus grand du côté français, le Gaullisme n'ayant pas été une grande époque européenne.

Ensuite, l'Europe s'agrandit en particulier vers le nord, avec des pays moins attachés aux institutions que les pays d'Europe centrale. Autour du Royaume-Uni, les pays sont plutôt attachés à la puissance des marchés. Dans les années 1960, pensent qu'en regroupant ces grands pays sur la base d'un grand marché, ils parviendront à dépasser les enjeux qui se posent à cette période de l'histoire et arriver à dépasser le dynamisme américain. Or, tout cela ne se fait pas en un seul jour. Il y a toute une série de blocages dans les institutions européennes, notamment entre la France et l'Allemagne d'un côté et le Royaume-Uni de l'autre. Dans un premier temps, le Royaume-Uni est sceptique, puis la France n'est plus d'accord. Les choses vont alors se précipiter, c'est l'approche des années 1980, la fin des années 1970. Cette période est ce qu'appellent les économistes « les trente glorieuses ». La France vient de traverser, et le monde avec elle, quasiment trente années de croissance ininterrompue, avec une croissance forte, le chômage en baisse, et l'inflation qui n'existe pratiquement plus. On pense alors qu'il en est finit des fluctuations économiques et des crises économiques connues pendant l'entre-deux guerre et même au XIX^e.

Puis cette croissance s'essouffle, devient très faible, le chômage augmente de nouveau, en même temps que l'inflation se développe, c'est ce que l'on a appelé la stagflation. Les Etats-Unis qui réglaient les affaires monétaires au niveau international, n'arrivent plus à contrôler leur propre monnaie. Les Dollars détenus par les étrangers, par les non-résidents représentent une somme tellement importante, que cela crée un désordre spéculatif sur les marchés. Les autorités monétaires américaines vont décider d'abandonner la dernière référence à l'or qu'il reste dans le système monétaire international. On va abandonner le fameux système Bretton Woods qui régla les systèmes financiers internationaux d'après-guerre. Du coup, on se tourne complètement vers les marchés, y compris les monnaies. On va échanger quotidiennement du Dollar contre du Deutsch Mark, contre du Franc et du Livre Sterling. Toutes ces monnaies vont s'ajuster au gré de l'offre et de la demande se livrant aux marchés. La bourse se modernise à Londres, Paris alors que l'on est en plein pouvoir socialiste. Pierre Bérégovoy, ministre des Finances puis Premier Ministre donne ce mouvement pour le développement de la place de Paris. Dans les années 1980, le monde est pris par ce bouillonnement des marchés, donnant l'impression que l'économie redémarre, alors même que les institutions économiques européennes sont figées, sclérosées par la crise de l'Euro scepticisme des années 1970.

Puis l'Europe s'élargit, d'abord au sud puis ensuite vers l'est avec la chute du mur de Berlin. Cette époque qui a vu tomber d'un seul coup la menace qui planait sur l'Europe à ses frontières orientales. L'Europe peut alors continuer son élargissement à la fois vers le nord, ces pays scandinaves qui étaient protégés par des modèles à part ; vers l'est, faisant que d'un coup, on a compté parmi nous des pays dont on connaissait le nom par Tintin.

Entre temps, une grosse crise avait émergé à la fin des années 1990. Deuxième crise après celle de l'Euro scepticisme et cette fin des Trente Glorieuses, elle est essentiellement monétaire. Elle touche le Peso mexicain qui déstabilise du même coup le Dollar. L'endettement américain se creuse au point de ne plus pouvoir rembourser et de payer des prix prohibitifs. Le Dollar s'effondre et les détenteurs de devises se tournent vers l'autre monnaie forte internationalement, le Deutsh Mark. Tout le monde se met alors à acheter la monnaie allemande qui prend ainsi de la valeur. Les autres monnaies européennes s'effondrent : le Franc, la Livre Sterling, la Lire italienne, etc. Pour les soutenir, nos banques centrales achètent tous les jours des devises dans le but de les soutenir et également d'utiliser l'autre instrument à leur disposition qui est le taux d'intérêt. Le taux d'intérêt monte alors au dessus de 10 % alors que l'inflation est déjà un peu plus basse qu'elle ne l'était dans les années 1980, jusqu'à une situation qui est telle qu'on ne peut plus s'endetter, faire d'affaires, on ne peut plus investir car les monnaies ne le permettent plus. L'essentiel de l'énergie de la France et de ses voisins est consacrée à défendre leurs monnaies. Du coup, l'euro sceptique ou pro européen, tout le monde se persuade que la seule solution est l'union monétaire. Le processus avance alors d'un pas de géant, alors que les pays discutaient de sa faisabilité depuis des dizaines d'années. En deux ans, entre 1997 et 1999, des pays qui avaient des économies et des modèles totalement différents arrivent à s'entendre. Par exemple nos voisins italiens pratiquaient à l'époque l'inflation compétitive : la Lire dégringolait en permanence, pour la dévaluer ensuite par rapport au Deutsh Mark, au Franc ou même à la Livre Sterling : les Italiens arrivaient ainsi avec une monnaie faible à engranger de la croissance. Les nations se persuadent que l'Europe doit avoir un modèle unique pour se construire, contrôlant alors l'inflation de chacun. Les inflations nationales vont ainsi retomber à 2 ou 3 % en quelques années, même le Royaume-Uni et l'Italie. Chacun va contrôler son déficit budgétaire, surveiller sa dette et rentrer dans les critères de Maastricht.

En 1999, l'Euro se met en place, la banque centrale européenne s'installe à Francfort. Le premier banquier central est néerlandais, mais il sera vite remplacé par un Français plus rigoureux et qui imposa la stature d'une banque rigoureuse et conservatrice au niveau monétaire. Les Européens imaginent alors que grâce à cette politique monétaire fédérale, des marges de manœuvres éventuellement limitées seront laissées aux états et aux gouvernements pour conduire chacun une politique budgétaire et s'endetter de la façon dont il leur convient, à condition de respecter les critères de surveillance de la banque centrale.

Les événements vont bien se passer avec une convergence rapide de la croissance au niveau européen. Les pays du sud, L'Espagne, le Portugal vont avoir une croissance très forte, ainsi que l'Irlande et les pays de la périphérie. Les pays d'Europe centrale vont suivre aussi, d'abord avec quelques crises qu'ils vont dépasser les uns après les autres, puis très vite se mettre à une croissance plutôt forte. Jusqu'à cette crise des *subprimes* au milieu des années 2000. Cette crise, née aux Etats-Unis par l'endettement des ménages excessifs, ainsi que ces banques prêtant sans trop regarder. Puis catastrophe, les prêts à taux variables ne peuvent plus être remboursés par les ménages endettés. Ces banques se retournent vers ceux qui les ont couverts, qui doivent honorer leurs propos, eux-mêmes se retournent vers d'autres, etc. et cela provoque une crise généralisée, une crise mondiale.

Compte-tenu de la globalisation, cette crise se propage en Europe. Je vais laisser la partie américaine de côté, en Europe le plus souvent les états ont tendance à prendre leurs responsabilités. Au lieu d'accepter l'idée d'une récession, d'une correction à la baisse, ils vont au contraire accepter de payer pour les autres à la fois en prêtant aux banques, en incitant la banque centrale à fournir en liquidité le marché, mais également en augmentant la dépense publique, en creusant les déficits budgétaires à un moment où ces déficits sont déjà structurellement non négligeables. Nos déficits publics s'accroissent, nos états voient leur dette s'accroître les uns à côtés des autres. Certains pays sont plus raisonnables, d'autres ont une dette plus déraisonnable, certains ont un marché financier leur permettant

d'emprunter de façon relativement confortable parce que les places financières sont importantes, etc. D'autres au contraire n'ont pas ces habitudes financières qui consistent à prêter à l'état. C'est le cas pour les pays les plus récents et ceux qui sont les plus endettés. Parmi ces plus récents, ces fameux pays du Club Med se trouvent dans une situation extrêmement compliquée. La spéculation se déchaîne contre eux, arrivant à la situation actuelle en Grèce, Portugal, Espagne, et Italie qui n'arrivent plus à se financer et à s'endetter. Or, un état doit pouvoir s'endetter et assurer les dépenses votées au budget annuel. On ne peut pas augmenter l'impôt brutalement, il n'y a qu'à voir ce qui se passe aujourd'hui en France. L'état français décide aujourd'hui de resserrer la visse donc d'augmenter l'impôt, créant un contentement généralisé.

Les économistes disent que les états souffrent d'une incohérence temporelle, ayant tendance à réfléchir à court terme, dépensant sans penser à l'argent qui devra un jour être remboursé. De droite ou de gauche les gouvernements pensent à court terme. Depuis vingt ans la dette publique a augmentée, c'est une réalité dans tous ces pays européens. En 2007/2008, il fallait faire en sorte que la société continue à fonctionner et limiter le chômage.

Cette crise européenne se mue en euro scepticisme généralisé, faisant disparaître nos solidarités européennes. L'image des Français à l'étranger est par exemple très dégradée. Aujourd'hui cette Europe magnifique dont on vous a parlé est une Europe *low-cost*. D'un magasin à un autre, on trouve essentiellement du *made in China* et peu de *made in Europe*. Au fur et à mesure que les crises nous ont enfoncés, nous avons tenté de conserver notre compétitivité en délocalisant nos productions à l'étranger, en particulier dans les pays asiatiques.

En France, les ratios de dettes sont aujourd'hui en-dessous de ceux d'il y a cent ans, mais supérieure aux ratios d'il y a trente ans. Cent ans en arrière, le Royaume-Uni avait une dette faramineuse. Cela relativise un peu les choses et nous laisse à penser que les solutions amorcées par l'Europe (limitation de la dette, équilibre commercial intérieur et extérieur, etc.), compte-tenu de nos faiblesses au niveau industriel et salarial, ne font qu'aggraver la récession dans laquelle nous sommes plongés. Qu'elle est donc l'issue au niveau extérieur et budgétaire ? Dans l'opposition allemande, la dialectique du dépenser moins, économiser plus, ne nous mènera bien évidemment à rien. Chacun détient une partie de la vérité sans doute. Le centre de recherche allemand (ZEW) a réalisé une étude qui tente de mesurer le coût impacté aux pays du nord pour assurer aujourd'hui un endettement correct à l'Espagne et l'Italie. La crise en Grèce est dramatique mais reste, par la taille de son pays, gérable. L'Espagne et l'Italie pèsent très lourd au niveau budgétaire. Par un mécanisme faisant appel à un système de couverture financière sur les marchés, un effort tout à fait soutenable par les pays peut être envisagé pour emprunter à taux faible et permettre à ces pays d'Europe du Sud d'emprunter à 5% sur les marchés. Ce taux serait supportable et permettrait de continuer à soutenir leur dette, avoir une récession limitée et donc éviter que l'Europe ne s'enfonce aujourd'hui dans cette récession profonde.

Tables rondes

Alain-Gérard SLAMA

Juste un petit intermède ludique greffé sur l'incompréhension des nations entre elles. Voici ce que Montesquieu disait des Allemands et plus exactement des Bavarois : « Ils sont plus stupides que les Allemands ne sont. Effectivement, l'action sur l'esprit de ces nations n'est pas instantanée, il faut beaucoup de temps pour que l'âme soit avertie, quelque ordre que vous donniez, vous le voyez rêver longtemps pour se le mettre dans la tête, comme si vous proposiez un problème de géométrie et ils vous comprennent enfin ! Mais si vous donnez un ordre et qu'il ne l'a point compris, n'en donnez pas un second. Car avant que le second ne soit compris, il faut bien plus de temps encore car ils reviennent toujours au premier ». On est là absolument dans un dessin d'Astérix.

Qui a dit : tout est saucisse en Allemagne ? La phrase allemande est une saucisse, l'Allemagne politique est une saucisse, les livres de philologie, de sciences avec leurs notes et références : saucisse. Goethe : saucisse. C'est Claudel dans son journal en 1912.

Une petite pensée d'un philosophe allemand à propos des Françaises : l'épouse allemande est surveillée par son mari mais la messaline française est accompagnée de son beignet conjugal. Alors je vous laisse imaginer les retentissements que peuvent avoir les affaires franco-françaises dans l'imaginaire des Allemands.

Jean-François MATTEI

Pour rester dans le franco-français comme on dit, ce qui est une spécificité française, on ne dit jamais l'italo-italien ni l'hispano-espagnol, les Français aiment avoir un mouvement spéculatif de retour vers eux-mêmes. Ils sont toujours enfermés dans le petit village gaulois. « Franco-français » est aussi appelé « cloche-merde ».

Pour revenir au cloche-merde français et pour rebondir sur ce que disait tout à l'heure Alain-Gérard Slama mais aussi Dominique Torre, il ne faut pas oublier que l'identité de l'Europe et de la France en particulier est venue de la laïcité. Mais là où les choses deviennent compliquées quand on parle de l'identité de l'Europe et en particulier de la France, c'est que la laïcité est une invention chrétienne. = Marcel Gauchet, le grand philosophe politique fait remarquer que « Le Christianisme est la religion de sortie de religion. Car c'est la seule religion qui a ouvert un espace en dehors d'elle. Jamais le monde juif n'a créé un espace de laïcité en dehors de lui. Jamais le monde musulman n'a créé un espace de laïcité en dehors de lui. Mais quand vous prenez le Bouddhisme ou le Taoïsme ou les autres grandes religions polythéistes, cette fois vous voyez qu'aucune n'a libéré un espace public comme dirait Hanna Arendt qui soit d'une certaine manière vide parce que formelle. La laïcité française vient des premiers chrétiens autour des II^e et V^e siècles après J.-C., donc très tôt. On distinguait deux types de personnes qui vivaient en France ou en Europe. Ces gens-là parlaient évidemment latin ou un grec latinisé, ceux qui étaient laïcs (qui signifie le peuple) et ceux qui appartenaient au clergé et qui dépendaient de tous les hommes d'église en tant que tel. Cette division revient à celle du Nouveau Testament instaurée par le Christ entre de César et celui de Dieu. C'est ce que l'on appelle dans le Christianisme la théorie des deux glaives. Il n'y a dans aucune autre civilisation une telle théorie, c'est-à-dire deux pouvoirs qui rentrent en combat : le glaive de César ou le glaive du Pape qui trône sur le trône de César, c'est ce que l'on appelle en politique le « Césaro-papisme ». Il ne faut pas oublier que le Christianisme est une religion juive, une religion asiatique qui s'est développée dans le bassin méditerranéen. Depuis l'Empereur Théodose, le Christianisme est devenu religion d'état après avoir été persécuté à Rome. Le Pape, père des croyants, s'est installé sur le trône de César, c'est cela le Césaro-papisme, il y a donc

toujours une tension entre le trône de César et le trône du roi, entre le glaive religieux et le glaive politique, entre le glaive spirituel et le glaive matériel. Vous avez cela aussi chez Saint-Augustin avec les deux cités, la cité de Dieu et la cité des Hommes. Le paradoxe évidemment de l'Europe est qu'elle définit un espace de liberté laïque, de type rationnel, libre pensée, libre parole, libre discours, y compris critique de Mahomet ou même critique du Christianisme par lui-même, que l'on ne trouve pas dans les autres civilisations. L'idée de civilisation est devenue tellement à la mode que l'on parle d'un choc des civilisations ou que l'on parle des civilisations Mahométanes, etc. c'est une invention française, donc européenne. Le terme de civilisation vient du latin « *civilis* » qui signifie « civilisé » : la civilisation en tant que processus d'accès au progrès humain est une invention, un néologisme du Marquis de Mirabeau dans un texte qui s'appelle « L'ami des Hommes », pour désigner un processus historique constant qui permet à l'Europe de s'ouvrir toujours vers de nouveaux caps, pour en revenir à ce que je disais tout à l'heure. C'est cela qui fait la spécificité, sinon l'identité européenne : les européens, voyez Christophe Colomb, sont toujours allés en avant. Il y a un côté transgressif dans la pensée européenne, avec tout ce que cela implique de positif dans une transgression, parce que vous découvrez de nouveaux pays, le nouveau monde mais le négatif aussi comme les excès de la colonisation.

Alain-Gérard SLAMA

J'ajouterai juste une brève remarque : ce n'est pas seulement la séparation de Dieu et de César qui est une spécificité de la culture dont nous sommes tous pénétrée et qui traverse assez largement le champ européen. Il y a une autre donnée qui est la séparation des ordres et en particulier de ces valeurs culturelles comme par exemple les arts, les beaux-arts, la littérature, la culture, distinguées à la fois de la politique et éventuellement du religieux. Historiquement, la séparation fondamentale a été entre le politique et le culturel. Emmanuel Ber, auteur d'un ouvrage sur l'histoire de l'Europe, marque la spécificité de la littérature. Il commente la phrase célèbre de Valéry disant que l'Europe égale la Grèce, plus Rome, plus le Christianisme. Il affirme que Valéry a écrit qu'elle « évoque en moi une surprise toujours renouvelée car Valéry enfin est d'abord un poète, or ni Tristan et Yseult, ni Roméo et Juliette, ni Don Quichotte, ni Faust ne sont des grecs organisés par Rome et convertit par Saint-Paul ». Il y a donc en Europe cette capacité non seulement de transgression mais de dépassement.

Jean-François MATTEI

On peut remplacer le mot de « transgression » ou de « dépassement » par le mot d' « ouverture » au sens de Bergson lorsqu'il parle des sociétés ouvertes et des sociétés closes. Les sociétés vraiment ouvertes intellectuellement, géographiquement, économiquement, d'où le capitalisme qui transgresse sans cesse, sont les sociétés européennes comme dit Bergson dans *Les deux sources de la moral et de la religion*. Il y a toujours cette idée d'aller plus loin. Permettez-moi de vous donner un exemple précis et ensuite nous reparlerons d'économie, c'est justement un problème économique. Lorsqu'au XV^e siècle, Charles Quint, empereur européen et roi d'Espagne, décide de donner une définition de l'Espagne et plus généralement de l'Europe, il s'inspira d'un adage qui venait des Douze travaux d'Hercule, Héraclès en grec. Parmi les Douze travaux d'Hercule, il y a le dixième que vous connaissez sans le connaître. Il fallait fermer les limites de la Méditerranée, fermée évidemment à l'est puisque le canal de Suez n'existait pas à l'époque, mais ouverte à l'ouest. Voilà les sociétés ouvertes et les sociétés closes, ouvertes au niveau du détroit de Gibraltar. Les dieux imposèrent à Héraclès de fermer le détroit en construisant les colonnes d'Hercule. Il fait donc une colonne à Gibraltar ou au rocher qui en tenait lieu à l'époque et une colonne au Maroc. C'est devenu une expression populaire en latin,

« Nec Plus Ultra » : c'est-à-dire il ne faut pas aller « Nec » qui est la négation latine « Plus ultra » qui signifie « Plus outre ». Que fait Charles Quint quand il entend parler de ce terme ? Il supprime le « nec ». Il laisse « Plus ultra » qui en 2012 est toujours la devise de l'Espagne et donc la devise de l'Europe, même si Bruxelles n'a pas repris cette expression qui remonte à Hercule. L'Europe va outre et outre passe toujours ses limites, que ce soit dans science avec la rationalité, que ce soit dans le religion avec la conquête de Dieu, que ce soit en économie avec le développement du capitalisme qui n'a existé que dans le Christianisme et en particulier dans le Protestantisme. Il y a donc toujours cette idée de dépasser ce que l'Allemand Peters Lauterbach a appelé la « motricité européenne ». C'est-à-dire que ce qui meut, ce qui fait bouger les Européens ou plus généralement les Occidentaux, est le mythe d'un toujours plus. En France particulièrement existent supermarchés et hypermarchés.

Dominique TORRE

L'époque de Charles Quint évoquée par Jean-François Mattéi, me fait penser à un autre épisode de l'Europe, économique évidemment, mais est beaucoup moins écrit. A cette époque de la Renaissance, l'activité économique n'est pas inexistante en Europe. Elle va opposer deux types de logique : une qui va avoir tendance à créer une sorte d'unité européenne alors que l'autre va avoir tendance à la déliter. L'unité européenne va être créée par l'activité des marchands banquiers qui sillonnent l'Europe, partant du Nord de l'Italie et remontent jusqu'à Anvers, dans les Flandres, en traversant la France de l'Est qui n'est pas encore la France d'ailleurs. Cette activité va développer ce que l'on appelle aujourd'hui la comptabilité, c'est-à-dire l'ensemble des opérations bancaires. Monde moderne à l'époque où ce que vous avez appelé capitalisme n'existe pas encore. L'essentiel des techniques bancaires modernes sont déjà connues par ces banquiers qui utilisent un langage commun, qui sera celui de la finance. Ce langage va permettre le commerce entre toutes ces régions d'Europe, les lingots d'or servant de monnaies d'échanges, puis la lettre de change et tout le reste. Cette partie de l'activité économique crée une sorte d'unité européenne au même titre que la propagation de l'art italien, que ce soit dans le domaine de la peinture ou de la musique, et créer une culture européenne. Autre phénomène : les grandes découvertes interviennent à peu près à la même époque. Elles vont orienter l'activité économique non pas vers un commerce et une culture internes mais vers un extérieurs. La richesse sera cherchée à l'extérieur : les négociants vont chercher à s'enrichir en augmentant leurs exportations. De nouvelles puissances vont émerger comme puissances maritimes, tels l'Angleterre, l'Ecosse, l'Espagne et le Portugal, puissances hanséatiques. Evidemment, ces puissances maritimes vont donner à l'Europe une image beaucoup plus centrifuge avec des intérêts nationaux qui vont très vite se cristalliser : la lutte pour le contrôle des mers, du commerce, la rivalité entre les nations. La France a des difficultés à développer ses activités maritimes et va inventer une forme de mercantilisme que l'on a appelé le colbertisme, qui consiste à croire en la puissance de l'état pour développer le pays et son économie. La France va construire ce modèle particulier au XVII^e siècle qui va se prolonger au XVIII^e et donner dans une certaine mesure l'émergence du siècle des Lumières.

Jean-Claude GUIBAL

Puis-je me permettre ?

Je vous trouve passionnants tous les trois mais tout de même académiques. Vous ne répondez pas à ce que tout le monde attend. Par exemple, l'Europe court-elle un risque de déclin face aux grands émergents ? Par exemple, la situation de crise économique, monétaire peut-elle être jugulée ? Et si oui, cela peut-il évoluer sur quelle évolution institutionnelle ? Je pense par exemple à la mise en place d'un

contrôle bancaire. Vous pourriez l'un et l'autre mais de manière cursive, juste donner votre opinion, votre intuition.

Jean-François MATTEI

Je donnerais un avis totalement optimiste. Je ne crois pas du tout que l'Europe va se replier sur elle-même et revenir aux sociétés fermées. Elle a une puissance d'ouverture et de développement intellectuel, politique, économique, éthique, liée à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, qui lui vient du fait que l'Europe est toujours en mouvement, mais n'est finalement pas qu'une forme d'ouverture. C'est ce qui explique que l'Europe ait tellement de difficultés à se constituer parce qu'elle se projette tellement en avant qu'elle en oublie son passé. William Fockner, grand écrivain américain que Camus a mis en scène au théâtre, disait « Le passé n'est jamais mort, il n'est même pas passé ». Or, c'est la thèse des américains traditionnalistes. En réalité pour les européens, le passé est mort d'une certaine manière, ils sont tendus vers l'avenir comme une flèche. Durant ma présentation, je montrais que des auteurs comme Derrida récusent le fait que l'Europe ait une flèche, ou même une cible ou un archer. Ils annulent ainsi l'européanité de l'Europe. Selon moi, ce n'est pas possible car les européens ont inventé la rationalité universelle. Jusqu'à présent, depuis l'Homo sapiens sapiens, la rationalité fonctionne. Elle fait des dégâts : bombe atomique, etc. Mais lorsque vous êtes malades, vous allez vous faire soigner dans un hôpital rationnel et non pas vous livrer à des tours de passe-passe.

La rationalité a été découverte historiquement par les européens depuis Archimède ou Platon, puis relayée par les arabes qui ont découvert l'algèbre, eux-mêmes relayés par Copernic et Galilée. Elle a découvert un mode d'appréhension de la réalité en économie. Les économies ont été inventées par les européens, comme par exemple le socialisme par Karl Marx. L'art, le théâtre, la littérature, toutes les formes de développement humain, ont également été inventées en Europe. L'européen se projette en avant, comme si la rationalité pouvait résoudre toutes les questions. Cela tient dans une phrase de Hegel « Tout ce qui est réel est rationnel, tout ce qui est rationnel est réel ». On peut douter que la Shoah soit rationnelle mais pour un historien. Autrement dit, l'européen est toujours celui qui rationalise, parfois il fait un mauvais usage de la raison. Tant que nous n'aurons pas trouvé un autre mode d'accès à la réalité pour autant que la réalité existe.

Dominique TORRE

En matière de croissance, il y a deux types de raisonnement. Le premier relève du moyen/long terme et consiste à dire que nous sommes dans la vieille Europe, dans un pays développé dont l'émergence est lointaine dans le passé. Les moments de croissance forte sont lointains et nous ne les retrouverons plus. Il faut bien s'y faire, nous ne retrouverons plus de croissance de 8% comme certains des plus anciens d'entre nous ont connu ça. Nous avons une économie de maturité. Nous avons connu des échecs et d'autres succès, en aéronautique par exemple. Même grâce à ces succès partiels, nous n'arriverons plus à une forte croissance. Les pays à croissance forte aujourd'hui nous rattrapent peu à peu et vont nous rattraper encore plus. Cela dit, la croissance forte ne dure qu'un temps, comme nous l'avons vu avec le Japon dans les années 70/80. Ce miracle japonais est suivi depuis maintenant 15 ans d'une crise extrêmement profonde n'arrive plus à faire plus de 0.5/1% de croissance. La croissance que connaissent la Chine ou l'Inde aujourd'hui est une croissance qui ralentit. Les 10 ou 13% de croissance que l'on avait en Chine au milieu des années 2000 est déjà lointaine, tombant aujourd'hui à 7/8%, malgré les problèmes touchant la population chinoise. Ces problèmes étant plus visibles une fois

que les choses ralentissent, comme la xénophobie anti japonaise qui s'est développée. A nouveau, l'ennemi c'est l'extérieur, l'étranger.

Je pense que la croissance va aussi ralentir dans ces pays. La Chine ne va pas tomber au niveau de zéro ou 1% dans les mois ou dans les années qui viennent, mais lentement. Lorsque ces pays commenceront à avoir des salaires plus décents se rapprochant aux nôtres, ils vont aussi tomber dans la logique des pays matures.

Le second problème est de savoir quoi faire du court/moyen terme. Si en moyenne, la croissance potentielle peut atteindre 1 ou 2%, cela vaut mieux que 0%, voire la récession. Evidemment le réglage est délicat, touchant peut-être à notre industrie, à notre façon de faire porter la charge sur les contribuables, les entreprises, les différents partenaires sociaux. Un certain nombre de réglages politiques, tels que les réglages quotidiens, ne vont pas faire de miracles, mais peuvent éventuellement faire gagner quelques points de croissance, faisant par exemple que nos enfants vont trouver plus facilement du travail.

Alain-Gérard SLAMA

Monsieur le Député-Maire a posé la question qui le perturbe évidemment, c'est la question fondamentale.

Je vais renouer avec le film de mon début, disant que l'espoir de l'Europe est celui de la construction de nations sur les ruines des anciens empires. Le Saint empire fut la reconstruction des nations. Je ne crois pas que l'on reconstitue un empire. Dès lors que ces modèles là existent, ils pourront évoluer, déléguer des souverainetés nécessaires en particulier pour mener les politiques économiques indispensables, ou éventuellement constituer des capacités de défense sur des accords précis et de manière ponctuelle. Mais je ne pense pas que nous soyons en mesure de déléguer une souveraineté qui se délite à l'intérieur de nos propres frontières. Quand j'entends dire qu'il faut créer des institutions plus démocratiques au niveau européen, je me dis que nous ne sommes même plus fichus aujourd'hui dans notre propre pays d'avoir des institutions démocratiques qui fonctionnent. C'est par là même qu'il faut recommencer et consolider le travail.

Les philosophes allemands sont dans cette idée de reconstituer de toute pièce un modèle européen, à partir de personnalités incontestables. Il est aujourd'hui difficile de trouver des personnalités à la crédibilité incontestable, un journaliste se cachant dans chaque couloir pour savoir ce qui se passe dans vos alcôves. C'est déjà la crédibilité de nos institutions qu'il faut reconsidérer, la Cinquième république est en difficulté en ce moment, elle a été malmenée, elle n'est pas faite pour une hyper présidence, elle n'est pas faite non plus pour une Europe des partis et le partage des pouvoirs. Nous n'avons plus un Président de la République qui donne les grandes directions. Avant de reconstituer un empire, reconstituons nos nations et là peut-être redeviendrons-nous crédibles, les délégations de souveraineté sont indispensables mais ne sont acceptées telles quelles que par les élites qui les comprennent. Nous sommes actuellement dans une période crise. L'Europe a été créée avec l'idée fondamentale que les intérêts rapprochent les hommes. En période crise, les intérêts divisent les hommes, les peuples et les nations. Le troisième élément qui me paraît effectivement préoccupant, c'est le problème culturel. Cet héritage dont nous avons tous parlé est en train de se déliter puisque la langue elle-même, servant de vecteur est de moins en moins maîtrisée. Depuis 1789, notre pays renie cet héritage, remettant en cause les Lumières, l'héritage de la raison et oubliant ce qu'il y avait de passion et d'irrationnel dans la construction du Bolchevisme, du Nazisme.

Que se passe t-il aujourd'hui avec les écrivains ? Ils sont en train de construire leurs œuvres contre leur temps, ce n'était pas le cas au siècle dernier. Maintenant un grand écrivain, c'est quelqu'un qui s'isole, qui s'enferme. Il y a quand même là un symptôme inquiétant.

Je pense qu'il faut éloigner la menace du relativisme qui nous guette. Cette histoire est sous nos yeux en train de se défaire au bénéfice de particularismes, de revendications identitaristes et non identitaires dangereuses ou de l'évolution du droit. Nous pouvons retracer la généalogie d'une déliquescence.

Science et Conscience
PEUT-ON LÉGALISER L'EUTHANASIE ?

Les Colloques de Menton

Samedi 27 octobre 2012

SOMMAIRE

Introduction.....p.1
Interventions.....p.2
Table ronde.....p.16

PARTICIPANTS

Jean LÉONETTI

Député des Alpes-Maritimes, Maire de la Ville d'Antibes, ancien Ministre chargé des affaires européennes, Rapporteur de la loi Léonetti de 2005 relative aux droits des malades et à la fin de vie.

Jacques RICOT

Professeur de bioéthique au département de philosophie de l'Université de Nantes, membre du bureau de l'association Philosophia.

Mylène BOTBOL-BAUM

Professeur de philosophie et de bioéthique à l'Université de Louvain en Belgique, membre du centre de recherche Santé et Société, responsable du centre HELESI Health ethics and social issues.

Introduction

Je voudrais sans trop tarder vous présenter les trois intervenants de ce dernier colloque sur l'euthanasie. Durant le déjeuner nous avons déjà assisté à un vrai débat : dense, nuancé, profond, passionnant. Je suis persuadé que vous aurez là une table ronde de très haut niveau. Les intervenants vont être dans l'ordre de leurs prises de parole :

Jean LÉONETTI que vous connaissez tous, Maire d'Antibes, Député des Alpes-Maritimes, l'un des hommes politiques qui fait honneur non seulement à notre département mais aussi à notre pays. Il fut récemment Ministre des affaires européennes. Chacun sait qu'il a une vision éthique, humaniste et républicaine de la vie des citoyens. Il est présent aujourd'hui en sa qualité de rapporteur de la loi relative aux droits des malades et de la fin de vie à l'Assemblée Nationale, la loi du 22 avril 2005, dite *Loi Jean Léonetti*. Il a publié plusieurs ouvrages, je vous en cite trois : *Le principe de modération* aux éditions Michalon en 2003, *Respecter la vie et accepter la mort, Vivre ou laisser mourir* en 2005, puis aux éditions Vuibert en 2006 *La république des valeurs, une éthique du politique*.

Jacques RICOT, professeur de philosophie, entre autre au Grand Séminaire de Nantes, membre de l'association d'accompagnement de soins palliatifs et consultant de l'association des médecins phylétiques de 2008 à 2011. En tant que philosophe il a publié : *Philosophie et fin de vie* en 2003, *Dignité et euthanasie* en 2003, *La tentation d'euthanasie* en 2004 et *Ethique du soin ultime* en 2010 aux presses des hautes études de Rennes.

Mylène BOTBOL-BAUM a vécu à Nice, aujourd'hui elle est en Belgique et vous comprendrez pourquoi, mais figurez-vous qu'elle connaît Menton ! Elle est professeur de philosophie et de bioéthique à l'Université de Louvain, membre du centre de recherche « Santé et Société » et membre du Comité national d'éthique belge. Elle est l'auteure de *Bioéthique dans les pays du Sud, récits de médecins africains* aux éditions L'Harmattan en 2006, *Des embryons et des hommes* aux PUF en 2007 avec Henry Atlan, puis dans le Louvain médical *Originalité du débat belge sur l'euthanasie au-delà du conflit de principe*. Vous l'avez compris, Mylène Botbol-Baum intervient en particulier pour nous dire ce qu'il en est après dix ans d'application de la loi sur l'euthanasie en Belgique. J'ai déjà trop parlé par rapport à tout ce qui va se dire et qui est à la fois grave, sensible, passionnant, douloureux et d'après ce que j'en ai entendu d'extrême qualité. Je vous demande donc de bien vouloir écouter tout de suite Jean Léonetti.

Interventions**Jean LÉONETTI**

Député des Alpes-Maritimes, Maire de la ville d'Antibes, ancien Ministre chargé des affaires européennes, Rapporteur de la loi Léonetti de 2005 relative aux droits des malades et à la fin de vie.

Merci Jean-Claude. Il est assez habituel entre parlementaires dans le même département et dans le même parti de dire « Jean-Claude Guibal est mon ami ». Je n'ai pas à me forcer pour le dire aujourd'hui. Travaillant ensemble depuis longtemps, nous avons les mêmes vues sur beaucoup de sujets et sur les fondamentaux de la société. Nous travaillons ensemble sur un mouvement interne à notre parti, qui est le mouvement humaniste. Je suis très heureux de répondre à son invitation et de revoir cette très belle salle qu'Antibes vous envie et cette très belle ville qui est aussi belle qu'Antibes, ce qui pour un Antibois est un compliment extraordinaire. Le sujet qui est aujourd'hui évoqué est un sujet qui reste en filigrane, le sujet éternel de l'Homme.

L'Homme se pose toujours la question de sa vie et de sa mort : il est le seul animal conscient de sa mort. Sachant qu'il va mourir, il réagit à cette mort en fonction de sa culture, de sa civilisation, de l'espace et du temps dans lequel il vit. Mais il réagit aussi en fonction d'un certain nombre de critères impalpables. La mort est un marqueur de la société. Un sociologue disait d'ailleurs lors des premières auditions de la mission sur la fin de vie : « Chaque société a la mort qu'elle mérite ». Le terme est un peu dur mais il signifie bien que si les Inuits abandonnent leurs personnes âgées dans la neige, ce n'est pas un acte de barbarie : ils ont une conception de fusion avec la nature qui rend normal de repartir dans la nature, au creux de la neige et des espaces. Pour nous, cela apparaît comme une situation extrêmement douloureuse et barbare. Si vous étiez au Moyen Age, vous diriez que la bonne mort est la celle qui attend, à laquelle je me prépare et qui va me permettre à la fois de répartir mes biens, de passer des messages à ma famille et de me préparer à ma rencontre avec Dieu. Si je vous demande aujourd'hui quelle est la bonne mort, vous me diriez que c'est la mort la plus tardive et inaperçue possible. A tel point que notre société à force de nier la mort a fini par s'en rendre malade et se trouve dans une situation assez particulière qui escamote le deuil. Nous nous excusons d'être tristes, comme si la vie devait reprendre immédiatement après le vide et l'absence. La mort que nous avons choisie dans les pays occidentaux et en Europe est la mort dite « médicalisée ». Vous vivez sur la Côte d'Azur, vous avez donc huit à neuf chances sur dix de mourir dans un hôpital et huit chances sur dix par limitation ou arrêt des traitements. La technique a mis la main sur la mort, la médecine devenant de plus en plus performante, permettant un rallongement de la vie et de sa qualité. En contre partie, la médecine a entraîné des situations parfois insupportables pour le patient et sa famille. Fallait-il aller si loin ? Fallait-il que la médecine nous amène à poser le problème de la limitation ou de l'arrêt des traitements ?

Deux peurs naissent de ce phénomène : tout d'abord la peur de mourir, mais plus encore de mal mourir. La « mal mort » aujourd'hui, l'enfer, comme le disait un psychologue, ce n'est pas après la mort, c'est avant la mort. Cette période peut être qualifiée de douloureuse si elle est empreinte de souffrances. La confiance dans la médecine peut alors se transformer en méfiance.

De l'autre côté, le corps médical a appris à se confronter aux problèmes de justice. Il sait qu'il doit faire tout ce qui est nécessaire, la justice pourrait sinon l'accuser de non-assistance à personne en danger.

Vous voyez bien que ces deux peurs sont antagonistes. D'un côté, le médecin veut faire tout ce qui est possible même lorsque ce n'est pas absolument souhaitable et de l'autre côté, le malade souhaite aller jusqu'aux soins nécessaires. Le juste et la modération sont un point d'équilibre difficile à trouver. La peur peut modifier en profondeur le comportement d'une société.

Le gouvernement a essayé de faire une loi en accord avec sa compréhension d'une maladie grave et incurable. La première question du malade sera de savoir si sa maladie est grave. Si le médecin ne l'informe pas, il ira alors se renseigner sur Internet, car il souhaite savoir si le corps médical sera un soutien pour lui, s'il souffrira et si ses souffrances ne seront pas prolongées de façon anormale. Peut-être le médecin fera le nécessaire pour que sa fin de vie ne devienne pas une souffrance, une agonie insupportable, car le « mal mourir » est pour le patient plus terrifiant encore que le « mourir ». La loi du 22 avril 2005 stipule : « Non abandon, non souffrance et non prolongation inutile ». « Non prolongation inutile » est le plus difficile à exprimer et à réaliser. Quand le médecin sait-il s'il en fait trop ou pas assez ? Nous savons tous que ce qui est techniquement et scientifiquement possible n'est pas obligatoirement humainement souhaitable. Mais comment trouver l'équilibre ? Le malade arrive en urgence entouré de sa famille, qui a peur de perdre celui qu'elle aime. Elle demande de faire tout ce qui est possible et s'étonne que le scanner ne soit pas déjà fait, que le professeur ne soit pas convoqué, que l'ensemble des spécialistes ne soit pas au chevet de celui qu'elle veut sauver à tout prix. Passant de la révolte à la compréhension puis à la résignation, la famille finit par demander l'arrêt des souffrances et des traitements. Comment trouver le bon moment où le corps médical n'en fait pas assez et celui où la famille lui dit qu'il en fait trop, avec quelques heures d'intervalle et le même traitement ? Dans ce contexte, la loi stipule que le dialogue est important. Il est souvent arrivé que le malade se trouve dans une impasse parce qu'il n'a pas été informé de l'évolution de sa maladie, du choix de telle ou telle voie thérapeutique, ou encore de la fin possible. Dans ce dialogue, il y en a un autre plus complexe encore : celui d'accepter que la décision médicale ne soit pas une décision unique. La décision médicale est prise de façon responsable et le dialogue au sein de l'équipe médicale y contribue également, c'est ce que la loi nomme la collégialité. Les décisions graves ne sont pas prises par une seule personne, elles sont prises après réflexion par le groupe.

Nous continuons aujourd'hui à nous interroger sur cette loi, trois sujets sont à mon avis significatifs. Tout d'abord le double effet : à la fin de la vie, la qualité prime sur la durée. J'ai parfois entendu des médecins affirmer qu'ils ne pouvaient pas augmenter la morphine ou les antalgiques parce que les doses seraient alors toxiques et pourraient être responsables du décès précipité du patient. La loi stipule clairement que l'intention est de soulager le malade : les traitements ne doivent pas être limités à le soulager et en même temps, le médecin doit faire en sorte d'estomper la douleur, même si c'est au prix d'un raccourcissement de la vie. Le deuxième sujet : la loi autorise d'arrêter les traitements qui maintiennent en vie. C'est une chose qui s'est toujours pratiquée, mais qui avant cette loi était illégale. Autrement dit, lorsque le corps médical arrête un respirateur, ce n'est pas pour avoir un lit supplémentaire, mais parce qu'il juge que le malade est malade depuis trop longtemps sous respirateur et que l'arrêt du traitement est légitime. Avant cette loi, le traitement était arrêté brutalement pour laisser partir le malade. Aujourd'hui, la loi stipule que lorsqu'un traitement est arrêté, le malade doit être endormi profondément : le traitement peut être arrêté mais jamais les soins. Le médecin ne doit pas pratiquer ce que l'on appelle l'acharnement thérapeutique et doit s'assurer que le patient ne souffre pas au moment de l'arrêt du traitement. Le médecin se doit de donner à la famille une vision sereine de la personne qui s'en va. Troisième point : aujourd'hui les directives anticipées ne sont pas fréquentes, soit pas plus de 10% des Français. Ces directives ne sont pas opposables. Pourtant, la situation est difficilement acceptable. Le corps médical réanime même les suicidés qui, une fois sur cinq, ne récidivent jamais : la décision de réanimer le patient est donc une bonne décision. Donc, dans ce contexte-là, les directives anticipées méritent d'être rédigées par le malade, comme le stipule la loi.

Je passe rapidement sur la dépénalisation telle qu'elle a été réfléchiée en France. Elle a tout d'abord été pensée sur le modèle hollandais, puis belge, luxembourgeois et suisse. Selon moi, ce dernier est à considérer comme un suicide assisté et non pas comme l'euthanasie. La France a essayé d'envisager les différentes options possibles. Deux options ont été étudiées : la première est le droit opposable dans certaines circonstances, qui est une copie des lois belges ou hollandaises. La seconde parue plus intéressante, c'est l'exception d'euthanasie : la question des cas exceptionnels est toujours posée. L'exception d'euthanasie peut se faire avant ou après : sur quels critères ? Si c'est une exception, il faut bien en définir les critères et l'instance qui prendra la décision à partir de ces critères. Un groupe d'experts et de sages a ainsi été pensé, mais dans une démocratie, même les hommes les plus sages n'ont pas le droit de dire oui ou non à la mort à partir d'un problème exceptionnel : la loi doit l'écrire. Nous avons également réfléchi à saisir un juge entouré d'experts lorsqu'un acte d'euthanasie aura été commis par compassion. Dans ce cas-là, même si l'acte d'homicide est prouvé, le juge ne pourrait poursuivre la personne. Sauf que dans notre droit actuel : on peut tuer quelqu'un et le juge, en fonction des circonstances, dit s'il y a une opportunité ou une non-opportunité des poursuites. Affirmer l'exception d'euthanasie, telle qu'elle a été conçue a posteriori, c'est déjà la loi française.

Une petite question sur le suicide : depuis la Révolution, le suicide n'est plus un délit ni un crime. Vous avez le droit et la liberté de vous tuer. Si vous vous en sortez, vous ne serez pas poursuivi par la justice, c'est votre liberté. Cependant, si quelqu'un vous aide à accomplir cette liberté, est-ce qu'il sera incriminé ? Comment pourrait-on être incriminé pour un acte qui n'est pas incriminable ? Et c'est d'ailleurs sur ce postulat qu'est basé le dispositif suisse. Mais la France a deux dispositifs supplémentaires : un qui stipule que nous n'avons pas le droit de pousser les gens au suicide, nous sommes pénalement responsables. Un ouvrage *Suicide mode d'emploi*, édité il y a quelques années, avait malheureusement eu du succès et avait entraîné de nombreux suicides. Autre argument, nous pouvons commettre un acte d'aide au suicide si nous estimons que la vie ne vaut pas d'être vécue : choix et liberté.

Quel choix peut avoir le malade torturé de douleurs qui attend la mort ? La médecine lui laisse le choix soit de mourir après avoir beaucoup souffert, ou de mourir avant de ne trop souffrir. Je m'étonne encore, d'après la formulation de cette loi, que certaines personnes préfèrent souffrir et mourir après. Personnellement, si on me pose cette question-là, je répondrais que je préfère mourir avant. Pourtant, à au moment où la question se pose, la patient est vulnérable. Le code pénal français emploie le mot « vulnérable » dans l'article de loi sur le suicide : « Il est interdit d'accompagner une personne vulnérable au suicide ». Finalement, le droit au suicide est bien cadré en France par ces deux éléments.

Je voudrais finalement vous dire un mot sur l'interprétation de la dignité. Sénèque disait deux choses : il y a la *pressium* et la *dignitas*. Le *pressium* c'est ce qui s'achète, la *dignitas* c'est ce qui ne s'achète pas. Cela me fait penser à cette publicité sur une carte bleue : il y a tout ce que la carte bleue peut acheter et puis le reste : le plaisir, le bonheur, l'affectif, l'amour, ce qui ne s'achète pas. *Dignitas*, la conception de la dignité dans la constitution française et dans les textes des droits de l'Homme, est collée à l'humanité : je suis Homme, donc je suis digne. Il serait très dangereux que la société définisse des degrés de dignité. Gomas, médecin de soins palliatifs, s'amuse à dire que le « dignitomètre » n'a toujours pas été inventé. Comment se mesure la dignité ? A priori, les personnes faibles, le nourrisson, la personne vieillissante, qui perd ses facultés mentales, qui est dans le coma, sont empreintes de dignité et nous devons les respecter. L'estime de soi est une autre forme de dignité. Je me regarde dans la glace : est-ce bien moi d'ailleurs que je regarde dans la glace ou est-ce le regard des autres qui me dit que la vie ne vaut pas d'être vécue dans une société où la performance, la rentabilité, la jeunesse, la force sont prônées comme des valeurs ? La faiblesse n'est-elle pas considérée comme une non valeur ? Peut-être qu'au moment où je me regarde dans la glace, je vois la société qui me dit que je suis de trop. C'est ce questionnement qui me paraît important à poser, Sartre

a dit « On a jamais honte tout seul », on a honte et on perd sa dignité dans le regard de l'autre, lorsque l'autre vous regarde avec le sentiment que vous avez perdu votre dignité.

Je terminerai sur deux images importantes qui représentent d'un côté l'éthique de l'autonomie : « mon droit, ma vie et ma liberté sont une valeur » et de l'autre l'éthique de la vulnérabilité : « il est le plus faible et je dois le protéger ». Sur le problème de l'euthanasie, ces deux éthiques sont parfois en conflit de valeurs. Aucune valeur ne l'emporte sur l'autre, mais elles s'affrontent : ce n'est pas le bien contre le mal, ce n'est pas la science contre la morale, c'est le bien contre le bien. La liberté qui, liée à notre culture, à nos droits fondamentaux et la vie humaine, est aussi le pilier de ce qui est vulnérable et précieux.

Je terminerai sur Prométhée et Ulysse. Dans l'Antiquité, Prométhée est la figure du héros qui va voler le feu et donc la connaissance aux dieux, comme peut le raconter d'une autre façon la Bible au travers de la pomme du jardin d'Eden. Du fait de savoir et d'avoir volé la puissance, Prométhée finira torturé sur un rocher, le foie dévoré par un vautour. Parfois, l'Homme à se prendre plus qu'un Homme, se retrouve devant la difficulté de sa propre finitude. L'autre image de Prométhée est celle de l'humanisme, du courage, de la raison, de la révolte, mais il y a une autre forme d'humanisme, qui est celle d'Ulysse. Ulysse dans l'Odyssée d'Homère est parti d'Ithaque. Il fait alors un grand périple pour revoir Pénélope qui patiemment fait et défait son ouvrage en attendant que son mari revienne. Un jour, Ulysse arrive dans une île et y rencontre une femme excessivement belle et jeune. Ils tombent amoureux et vivent sept ans ensemble. Au bout de sept ans, elle propose à Ulysse de lui donner l'amour éternel et l'immortalité. Ulysse fait couper alors des arbres pour construire un radeau et rentrer chez lui. J'ai toujours trouvé assez curieux que cet homme, pas très jeune, qui a dans ses bras une déesse d'une beauté extraordinaire choisisse de partir en mer en sachant que, bien entendu, Poséidon va le poursuivre de ses rigueurs et qu'il va essayer une tempête au premier virage en sortant du cap. Homère écrit des choses sobres sur ce sujet, qu'Ulysse retourne vers la mer, vers la terre et les morts. Camus sur ce sujet, pense que dans notre société occidentale, nous avons souvent oublié la fierté de notre fragilité. Il y a là une leçon à apprendre : la religion révèle une vérité, la morale édicte une règle et l'éthique s'interroge souvent sur le sens de l'humain. Le jour où le doute et la fragilité seront abolis, l'essence-même de l'humanité sera ainsi fragilisée, c'est-à-dire notre propre finitude et fragilité.

Jean-Claude GUIBAL

Merci infiniment Jean Léonetti. Sans commentaire, ni transition, à vous, Jacques Ricot.

Jacques RICOT

Professeur de bioéthique au département de philosophie de l'Université de Nantes, membre du bureau de l'association Philosophia.

La transition est pour moi facile, évidemment je suis heureux d'entendre parler d'Homère et de Calypso de cette façon, cette nymphe qui a en effet proposé à Ulysse l'immortalité. Comme dit le grand helléniste Jean-Pierre Vernant, c'est la première fois dans l'histoire de la littérature (Homère écrit au VII^e siècle avant Jésus-Christ) que l'homme résiste à l'immortalité et accepte sa condition humaine. C'est vraiment un très beau passage, que je ne saurais que trop vous recommander.

Je suis un enseignant du public depuis toujours, j'ai enseigné à l'université, au département de philosophie de Nantes et je suis agrégé de philosophie. Depuis que je suis retraité, j'ai été parfois réquisitionné pour assurer des cours de philosophie au Grand Séminaire de la ville de Nantes, considérant que le Clergé méritait aussi que l'on fasse de la philosophie avec lui, parce qu'après tout, tout le monde a le droit de devenir intelligent. Mais ne me prenez pas pour autre chose que ce que je suis : je suis un enseignant très déterminé à défendre la laïcité et je suis un philosophe qui s'exprime rigoureusement dans le registre de la philosophie. Vous ne pouviez rêver meilleur exposé de la loi actuelle que celui fait par son propre concepteur, Jean Léonetti, qui m'avait déjà fait l'honneur, il y a neuf ans de cela, de m'auditionner. J'ai eu la curiosité de relire nos échanges de décembre 2003 et d'y retrouver beaucoup de choses que vous venez de dire et que je souhaiterais reprendre un peu à ma façon de philosophe. D'abord je voudrais essayer de répondre à la question qui nous est posée « Peut-on légaliser l'euthanasie ? ». Alors sans doute, aurait-il mieux valu dans cet intitulé, choisir le verbe « dépenaliser », puisqu'en réalité c'est plutôt de cela qu'il s'agit. Mais laissons ces subtilités juridiques de côté pour l'instant et réfléchissons à la question elle-même : « Peut-on ? ».

Dès que l'on pose la question sous cette forme à des élèves (nous sommes deux philosophes à cette tribune, je dirais même que nous sommes trois parce que Jean Léonetti tient tout de même des propos philosophiques me semble-t-il), on a l'habitude de leur faire remarquer qu'il y a deux significations à cette interrogation. Le verbe « pouvoir » qui ne s'entend pas en français mais plus fortement en anglais, signifie à la fois « Peut-on », c'est-à-dire est-ce que c'est possible, pensable, réalisable ? La réponse est sous cette forme-là « oui », ne serait-ce qu'au moment où nous sommes, il y a trois pays dans le monde qui ont décidé de dépenaliser l'euthanasie : ce sont nos voisins du Bénélux. Il y en a d'autres, mais ce n'est pas tout à fait la même question, ils ont dépenalisé le suicide assisté, on y reviendra si on a le temps, ce n'est pas tout à fait la même chose que l'euthanasie elle-même. Deuxième signification possible à la question « Peut-on » : est-il permis ? Est-ce qu'on doit le faire ? Est-ce juste juridiquement de le faire et j'ajoute, est-ce que c'est bien moralement de le faire ? C'est la deuxième question qui nous importe ici.

Tout d'abord, à quoi sert la loi, sous-entendu la loi morale et celle du législateur ? La loi est l'ensemble des repères qui nous permettent de nous orienter. Elle a une fonction générale et par définition, elle ne concerne pas les exceptions. Aristote affirme que la loi est générale et par définition, puisqu'elle est d'une rigidité implacable, on pourrait au nom de la loi commettre de graves injustices. Que convient-il de faire à ce moment-là ? Toujours d'après Aristote, le fondateur de notre civilisation et de notre culture, il convient de développer ce qu'il appelle l'équité qui est précisément la ressource du juge lorsque la loi est trop générale. Le juge va pouvoir l'appliquer de manière conforme à l'intention profonde du législateur qui n'est jamais d'aggraver le mal par des lois trop rigideusement appliquées. Il y a ici une différence entre le juridique, dont le législateur a la charge et le judiciaire, dont le juge a la responsabilité. Il n'y a pas que le judiciaire du juge, il y a aussi l'éthique et la morale.

Je ne fais pas une grande distinction entre les deux, disons qu'il y a une différence d'accent. Je l'explique rapidement : l'éthique va concerner davantage l'application au singulier et la morale, les principes auxquels on va se référer. Ce qui serait opposer la morale à l'éthique. Ce qui voudrait dire que l'on articule les capacités de jugement dans les situations singulières, à cette référence aux principes qui guident notre action. La loi se situe, comme la morale, dans la définition des grands principes. La loi sera par définition, toujours du côté de la rigidité implacable. Finalement, si elle n'était pas tempérée par le jugement de la conscience morale individuelle dans chaque situation singulière, j'insiste, ou par la clémence, ou d'ailleurs par la non-clémence du juge, elle serait inhumaine. Ce serait se méprendre sur la notion-même de loi que de raisonner ainsi, aussi bien se méprendre sur la notion de loi morale que sur la notion de loi juridique.

J'avais été très étonné, lorsqu'il y a douze ans exactement, la notion d'exception d'euthanasie, dont vient de parler Jean Léonetti avait été avancée par un membre du Conseil consultatif national d'éthique, parce que dès lors le législateur se mêlait de l'exception, ce qui n'était pas son métier. Par définition, lorsqu'il commence à légiférer sur les exceptions, il ne peut jamais s'arrêter. Dès lors que vous commencez à dire qu'il y a des situations exceptionnelles au sens de rares, d'étonnantes ; vous légiférez là-dessus et très exactement vous ne légiférez plus. Vous ne définissez même plus la possibilité d'une transgression. Je m'explique : dire qu'il y a des lois générales, ce n'est pas dire qu'il ne faille jamais dans des circonstances singulières et exceptionnelles, les transgresser. Nous le savons tous, excusez-moi de l'exemple un peu simple que je vais donner, mais nous connaissons le code de la route et sauf névrose obsessionnelle, il arrive de ne pas le respecter, il peut arriver de suivre un tracteur qui n'en finit pas, de le doubler et passer la ligne blanche. Dans ce cas-là, je transgresse la loi, je prends mes responsabilités mais je ne dis pas que la loi est mauvaise. La loi existe, elle est mon repère, si j'assume une transgression, c'est en pleine conscience. Ce faisant, je valide la loi elle-même. Transgresser une loi, ce n'est pas la nier. La négation de la loi n'est pas la transgression de la loi. Le risque de légiférer sur l'exception est d'ouvrir une boîte de Pandore.

Sans utiliser un quelconque argument d'autorité, je souhaite simplement rendre hommage à la mémoire d'un philosophe qui fut un de mes maîtres et inspireurs dans tous mes travaux sur la fin de vie. J'ai aujourd'hui deux sources de réflexion : l'une est mon expérience et ma culture de philosophe, et l'autre est la fréquentation quasi-hebdomadaire sur le terrain, depuis une vingtaine d'années, des équipes soignantes et des bénévoles d'accompagnement qui vivent ces situations de fin de vie et de demande d'euthanasie. Paul Ricœur a donné une orientation décisive à mes propos : « Si l'éthique de détresse est confrontée à des situations où le choix n'est pas entre le bien et le mal, mais entre le mal et le pire, même alors le législateur ne saurait donner sa caution (...) J'exprime mes extrêmes réserves à l'égard de l'exception d'euthanasie dont le Comité national d'éthique demande l'introduction dans le code de procédure criminel : qu'est-ce qu'une exception pour laquelle il n'y a pas de règles ? A-t-on oublié la réflexion d'Aristote confiée aux sages lorsque la loi trop abstraite et trop générale ne peut plus prononcer une parole de justice dans une situation concrète marquée par l'urgence et la détresse ? Lorsque j'ai commencé à réfléchir à ces questions, je vous dirais franchement que je partageais plutôt l'avis de la majorité de nos concitoyens lorsqu'on leur tend un micro sur le trottoir. Bien sûr que je préfère ne pas souffrir au moment de la mort et par conséquent, me semble-t-il, l'euthanasie si je la demande (à condition évidemment de vérifier ma demande), me paraît être une bonne chose.

Depuis, j'ai changé d'avis au contact du terrain. J'ai été ébranlé par la manière dont les Belges ont choisi la voie de la dépenalisation de l'euthanasie, c'est-à-dire donner au médecin le pouvoir extraordinaire de décider si les critères sont respectés ou non, et de décider de lui laisser faire le geste lui-même qui ne soulage pas la souffrance, mais élimine le souffrant. Il y a là une mutation de nos repères civilisationnels. Lorsque j'ai entendu le Président du Sénat en Belgique définir la dignité, dans son sens le plus subjectif, je me suis dit qu'il y avait un danger par rapport à la formulation de la

Déclaration Universelle des Droits de l'Homme : « Considérant la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine, comme le fondement des droits, de la justice et de la liberté, etc. ». Je me souviens aussi de l'article premier « Tous les êtres humains naissent et vivent libres et égaux en dignité et en droit. » Cette dignité, telle qu'elle est définie ici, elle est consubstantielle à l'être humain, comme l'a dit Jean Léonetti. Elle ne peut pas lui être arrachée, sous prétexte que le regard d'autrui la lui enlèverait. Il y a là une difficulté de débat et de réflexion. Si j'affirme que je n'ai plus de dignité, la société peut-elle me conforter dans cette auto dépréciation ? La société, par l'intermédiaire du corps médical, peut-elle, comme la Belgique, la Hollande et le Luxembourg ont cru devoir le faire, confirmer mon auto dépréciation ? C'était du moins le propos du Président du Sénat. Cela m'a obligé à réfléchir à cette notion de dignité en philosophe. Il y a ici des enjeux qui excèdent la seule question de la fin de vie. Si je considère les repères dont le législateur a la charge, c'est parce qu'il me semble que nous n'avons pas à donner prise à cette auto dépréciation, mais au contraire à édifier un vivre ensemble. Avant d'être simplement une demande individuelle, l'euthanasie devient, si le législateur s'en mêle, une offre de la société. Il y a là matière à s'interroger.

Depuis que la loi proposée par Jean Léonetti a été promulguée par le gouvernement, plusieurs pays ont légiféré dans ce même sens : l'Argentine, l'Allemagne, la Suède, l'Espagne. Sans les avoir nécessairement inspirés, nous pouvons tout de même considérer que la loi de 2005 est précurseur. Aucun autre pays n'a choisi pour le moment le modèle du Bénélux qui, à mon avis a été un peu rapide. A mes yeux, c'était une erreur de vouloir traiter en même temps la question des soins palliatifs et celle de l'euthanasie. Nous ne pouvons pas mélanger ainsi des actes de soins et des actes d'arrêt de la relation de soins. Un arrêt ou une limitation des soins ont pour conséquence directe ou indirecte l'abrégement des jours, il y a tout de même ici une relation de soins.

J'en profite pour ajouter que l'article II de la loi stipule que les traitements anti-douleurs sont nécessaires à un malade en fin de vie dans l'immense majorité des cas. Non seulement ces traitements n'abrègent pas les jours mais au contraire offrent une durée de vie confortable supplémentaire. Une étude récente vient de chiffrer à trois mois le temps qui peut être donné à un patient en fin de vie dont on a su soulager avec compétence les douleurs.

Jean Léonetti avait posé une question surprenante : « Que pensez-vous du suicide ? ». Je lui ai répondu que le suicide est un acte énigmatique, mystérieux, que je ne saurais approuver ou désapprouver sur le plan éthique. Je me tiens dans cette distance respectueuse par rapport à une personne qui affirme vouloir en finir. Même si je penserais pareil à sa place, il me semble inimaginable de conforter une personne vulnérable dans son auto dépréciation. Selon moi, cela modifie les rapports civilisationnels. Il me semble que les médecins belges ne s'aperçoivent pas de ce qu'ils sont en train de faire car malgré leurs scrupules, ils joignent le geste à la parole.

Je prendrai encore une minute pour distinguer le suicide assisté de l'euthanasie. Voilà que le médecin, contrairement au sermon d'Hippocrate qu'il a prononcé, décide d'injecter un produit létal et donc de faire mourir quelqu'un. Je n'ai pas dit qu'il ne fallait jamais le faire, il se peut que dans certaines situations la transgression de la loi soit inévitable, je ne le nie pas. Ce que je veux dire, c'est que l'acte lui-même consigne de manière irrévocable à faire mourir un patient, cela m'interroge sur la morale hippocratique millénaire. Le suicide assisté est différent : le poison est mis à disposition du patient mais le médecin ne peut franchir la limite de l'administrer lui-même. Plusieurs patients en Oregon ou en Suisse, à qui le corps médical avait mis à disposition le poison, ne l'absorbent pas. Comme s'ils considéraient cela comme une non-issue médicale. La question du suicide est évidemment une question très complexe et subtile.

Mylène BOTBOL-BAUM

Professeur de philosophie et de bioéthique à l'Université de Louvain en Belgique, membre du centre de recherche Santé et Société, responsable du centre HELESI Health ethics and social issues.

Merci aux deux intervenants qui ont dessiné la carte de ce que j'appellerais « un symptôme de civilisation » parce que selon moi, la question de l'euthanasie est d'abord un symptôme de civilisation. Je suis philosophe et non médecin, j'ai été engagé dans un département de bioéthique, d'abord discipline anglo-saxonne, qui s'est aujourd'hui étendue dans les institutions européennes. La question de l'euthanasie est la première question que j'ai dû traiter il y a une quinzaine d'années et le premier avis qu'a rédigé la commission de bioéthique belge.

On pourrait se demander pourquoi la Belgique, parmi les pays européens, serait un des premiers pays avec la Hollande à avoir développé, non pas une loi, mais une dépénalisation extrêmement stricte de l'euthanasie. Il y a une dimension culturelle fondamentale entre droit subjectif et droit public, qui est la crise du droit contemporain. L'option choisie par la Belgique, société multi culturelle et démocratique, est très différente de la position française. Le droit français, même si le droit belge suit le code Napoléon, a fondé son éthique politique sur des principes fondamentaux qui ont une dimension à la fois idéaliste et humaniste, comme l'a défendu Jean Léonetti. Il y a une quasi équation entre le bien, le vrai, le juste, cela on le sait depuis Platon. Mais la crise de nos sociétés entre la pratique et le dire du droit, nous oblige à nous demander si la loi est légitime. Tirée de l'expérience des médecins belges dans les hôpitaux, une tension insupportable était sentie entre les pratiques d'euthanasie non volontaires et une loi qui interdisait ces pratiques. Les médecins ont saisi eux-mêmes la commission d'éthique pour engager une réflexion visant à réhabiliter la légitimité de la loi, c'est-à-dire une cohérence entre la pratique et le dire de la loi. En tant que philosophe cette démarche m'a intéressée : je suis une humaniste dans la défense des principes universels des droits de l'Homme, mais le monde est dans une période où l'humanisme ne suffit plus à répondre aux questions. Je ne défends pas le trans-humanisme mais c'est cela qui est à l'horizon. Nous avons un discours juridique qui est humaniste et de l'autre côté des pratiques sociales, médicales et politiques qui sont post-humanistes, promettant l'éternité, la jeunesse éternelle, les cellules souches, etc. Un dialogue est nécessaire entre les pratiques de la médecine et le monde théorique du droit. La dimension narrative apparue après la Seconde Guerre mondiale a eu une influence concrète et empirique sur le droit : chacun ne veut pas être simplement interpellé par le droit. Un état du Moi se développe et permet de pouvoir dire « je » et « non » : cet état second du Moi et de l'état adulte permet de penser en terme d'autonomie les conséquences de sa décision sur la société. Si je veux avoir le droit de me suicider ou de demander l'euthanasie, la cité peut-elle être responsable de mon autonomie ? Je ne voudrais pas faire une analogie avec Socrate mais il a choisi le suicide pour sauver sa cité parce que l'idée du bien lui semblait plus importante que sa vie elle-même.

Nous sommes face à l'euthanasie aujourd'hui et aux deux concepts devenus extrêmement difficiles à conjuguer, qui sont les principes d'autonomie et de vulnérabilité. Le principe d'autonomie qui vient du monde anglo-saxon, de la philosophie libérale et de l'utilitarisme a envahi notre espace. Le principe de vulnérabilité, évoqué par Monsieur Léonetti, fonde notre finitude. Le problème majeur de notre société de performance est que nous avons opposé autonomie et vulnérabilité. Regardez la place sociale que nous laissons aux vulnérables aujourd'hui dans nos sociétés ! L'éthique féministe, qu'on appelle « éthique du *care* », a essayé de conjuguer autonomie et vulnérabilité en affirmant que la vulnérabilité et sa reconnaissance, sont une des conditions de l'autonomie. C'est donc dans ce cadre que j'ai pensé cette question, au début avec l'arrogance des philosophes, je regarde aujourd'hui la réalité de manière

critique, sur la base des mes principes. Grâce à ma confrontation sur le terrain, mon travail philosophique et mes principes ont été mis à l'épreuve du réel. Il me semble aujourd'hui qu'une philosophie critique et responsable a le devoir de mettre les principes face à la réalité, non pas pour se libérer de la norme, car on ne peut vivre sans loi ni norme, mais précisément parce qu'un sujet autonome qui ne s'adosserait pas à la loi n'aurait aucun sens. Comme je le disais tout à l'heure, on commence d'abord à être interpellé en terme de « tu », les normes nous sont données, puis ensuite nous devons nous les réapproprier et les reconstruire pour améliorer notre capacité du vivre ensemble. Qu'est ce que la bonne mort aujourd'hui ? Une bonne mort est aujourd'hui subjective à mon sens, face à l'évolution des biotechnologies. Ces biotechnologies ont créé de nouveaux symptômes et malaises de la civilisation, quand dans les années 50 la médecine n'offrait que des soins palliatifs et un soulagement à la souffrance en attente de la mort. La médecine curative a été promue, mais n'a pas trouvé ses limites. Ces limites venaient du sujet et du patient et je n'oppose pas l'agent de décision et le patient : c'est peut-être un des problèmes majeurs dans les hôpitaux. On y considère qu'à partir du moment où vous entrez comme patient dans le sein de l'hôpital, vous vous remettez entre les mains du médecin. C'est le modèle paternaliste où le médecin sait mieux que vous ce que vous voulez. L'acte bienveillant consiste à faire le bien qu'il imagine pour vous et non pas le bien que vous désirez. Dans l'évolution des débats belges sur la notion d'autonomie, on remarque que la notion de volonté du patient est importante. Comment trouver un moyen de prendre au sérieux la question de la volonté du patient ? Bien entendu, les médecins ont tout d'abord pensé que le patient ne pouvait pas avoir de volonté éclairée puisqu'il ne sait pas. Mais ma question était « Et vous, que savez-vous de la mort ? ». Nous sommes face à une ignorance de la mort qui est un fait de notre finitude humaine. Même si nous décrivons le moment de la mort depuis que nous faisons des transplantations d'organes, nous avons défini une mort mécanique qui n'est pas la mort du sujet. Il fallait trouver une régulation à la fois médicale et politique, prenant acte du fait qu'on ne peut pas légiférer sur ce que signifie « la bonne mort ». La bonne mort n'est pas objective. Mais comment répondre à la souffrance inutile et faire en sorte que la dépénalisation de l'euthanasie n'efface pas la nécessité fondamentale de développer les soins palliatifs, qui répondent à une culture d'acharnement thérapeutique, a souffrance étant l'un des symptômes primordial dans la demande de prise en compte de l'euthanasie ?

Même si mon collègue Monsieur Ricot affirme qu'il ne faut pas penser les soins palliatifs et l'euthanasie en même temps, il me semble que dans une démocratie pluraliste, il faut pouvoir défendre des options plurielles vis-à-vis de la mort. Il ne faut pas confondre l'acte de sédation et l'acte de donner intentionnellement la mort à autrui. Au niveau symbolique de nos représentations, c'est une transgression majeure. J'ai beaucoup apprécié la loi Léonetti parce que précisément elle répondait à toutes les questions face à la fin de vie, sans franchir le pas de cette transgression symbolique. Il est important que l'Etat ne fasse pas cette transgression, mais qu'au contraire il y ait une régulation sous forme de dialogue entre le monde médical et celui des patients. Pour construire une réponse complexe face à cette pluralité d'opinion, la Belgique a une culture du consensus. Qu'est-ce que le consensus ? Si j'ai un choix numéro un et que mon voisin a un choix b, nous allons nous mettre d'accord sur mon choix deux et son choix deux qui est le choix c. C'est-à-dire que je vais prendre au sérieux sa différence et lui la mienne, je vais trouver une manière de ne pas transgresser sa vision du monde et lui non plus. Il y a beaucoup de fantasmes quand on ne connaît pas un texte. Si vous regardez le texte de la commission d'éthique belge, (j'avais rédigé la troisième position) il y a quatre positions représentant les grandes tendances philosophiques de la société, belge en tout cas. Quand ce texte a été soumis à la Chambre et au Sénat, nous avons, philosophes, juristes, médecins, infirmiers été auditionnés. Lorsqu'on regarde vraiment le texte de la dépénalisation belge de l'euthanasie, aucune transgression ne laisse supposer le droit de faire mourir. Il n'y a que le droit de répondre à une souffrance inutile d'un patient lorsqu'elle est réitérée. Ce qui est pour moi une différence sémantique

extrêmement importante. Je n'aurais pas pu soutenir cette dépénalisation autrement. Où se trouve cette différence ? Face à un conflit de devoir et de pouvoir entre le médecin et le patient, nous avons remis en question un modèle paternaliste où l'acte de bienveillance était défini uniquement par le corps médical. On a mis en exergue le fait qu'en médecine, il pouvait y avoir des soins futiles qui pouvaient causer des souffrances inutiles. C'était donc remettre en question radicalement le soin et faire de l'acte de soigner un acte intersubjectif, un projet thérapeutique. Jusqu'où le soin est-il perçu comme bienveillant par le patient ? Cette idée est présente dans la loi Léonetti. L'acharnement thérapeutique est aujourd'hui en médecine devenu une transgression, alors qu'il était perçu comme l'acte bienveillant par excellence : on pose alors la question de l'arrêt de l'alimentation ou de l'arrêt des soins. C'est un changement de culture bien plus important que de savoir s'il faut légiférer ou non sur l'euthanasie. Pour moi, c'est ici que les choses importantes ont eu lieu.

Alors bien sûr, c'est un discours issu du monde médical et de l'empirisme des relations médecin-patient. Mais comment traduire cette expérience complexe par un texte légal ? Ce fut un défi extraordinaire. Que nous soyons pour ou contre la légalisation de l'euthanasie, personne ne remettrait en question ce principe d'autonomie, partant du postulat que nous sommes tous vulnérables. Lorsque nous exerçons notre autonomie, nous sortons de la subjection de notre finitude pour dire ce dont nous avons besoin. Sans cette possibilité, je ne vois pas qui voudrait vivre. « C'est ce qui donne de la joie à la vie » dirait Spinoza, ma capacité en tant que sujet à dire ce qui est bon pour moi. Ce qui ne m'empêche pas de créer une grammaire morale. Bien sûr, c'est au-delà d'une régulation procédurale qui s'aligne sur le modèle du compromis néerlandais qui nous semblait alors insuffisant. On peut penser à une régulation procédurale à priori, c'est-à-dire que la décision médicale dépend de la demande du patient, la réponse se faisant dans une discussion collégiale. Nous nous sommes demandé si le patient était capable de participer à la conversation, mais on ne l'invitait pas, ce qui aujourd'hui a radicalement changé.

Nous sommes face à un symptôme de la société qui ne sait pas comment vivre son autonomie et sa vulnérabilité, ainsi qu'un système juridique dans l'incapacité d'y répondre avec les outils du code napoléonien. Ce que je revendique dans cette approche, c'est de l'imagination éthique. Cela ne peut pas être simplement décidé par les institutions médicales, juridiques, étatiques, les patients sont les premiers concernés par cette approche. Bien sûr la déclaration anticipée est un moment procédural.

J'avais envie de vous développer, dix ans après avoir franchi le pas, les Belges le regrettent-ils ? Sommes-nous allés vers une pente glissante, à euthanasier toutes les personnes inutiles ou socialement coûteuses dans les hôpitaux ? Il y a des statistiques très sérieuses, je vous invite à les regarder, elles sont disponibles sur le site de la commission belge d'éthique. A travers ces statistiques, on découvre une différence culturelle : l'euthanasie active est plus pratiquée dans la partie flamande du pays que dans la partie wallonne. Cela démontre une inévitable interprétation contextuelle de la loi. Néanmoins, il n'y a pas plus d'actes d'euthanasie déclarés à la commission fédérale avant et après la loi, même si c'est une spéculation puisque la loi n'empêche jamais la transgression, ni le crime, le vol ou le viol. Nous devons rentrer dans une relation de confiance et de reconnaissance envers des médecins qui remplissent le protocole et la procédure envoyés à la commission fédérale. Tout comme la loi sur l'avortement, il est clair qu'avoir dépassé le conflit entre le dire et le faire, permet d'accepter sa vulnérabilité. C'est principalement cette question que nous développons dans les formations en soins palliatifs. C'est un travail qui dure toute l'existence. Je m'en voudrais de vous priver d'un soleil merveilleux, je n'ai pas développé tous les points que j'aurais voulu. J'ai essayé de répondre aux attentes des orateurs précédents mais je pense que le débat nous permettra d'aller plus loin. Je vous remercie.

Table ronde

Jacques RICOT

Selon moi, la passion n'est pas une bonne chose pour considérer ce sujet : nous nous devons de rester dans le domaine de la raison. J'ai de nombreux points de convergence avec Mylène Botbol Baum, mais le plus intéressant dans ce débat est de voir nos divergences et les questions qui font débat.

Notre première divergence concerne la cohérence de la loi. L'euthanasie clandestine a toujours existé et existera toujours. Pour donner de la cohérence à la loi, il y a deux solutions. Première solution : la loi combat les euthanasies clandestines et ses causes. Deuxième solution : nous modifions la loi. André Comte-Sponville avait cet argument : puisque la loi n'est pas respectée, c'est une mauvaise loi. Je lui ai objecté que la loi interdisant de fumer dans les lieux publics n'était pas respectée, de même que la réglementation de vitesse des automobilistes. Il y a donc deux solutions : soit le législateur change la loi et autorise la cigarette dans les espaces publics, ainsi qu'une vitesse plus importante sur les routes ; soit, deuxième solution, il fait campagne pour limiter d'une part la consommation de tabac dans les espaces publics et d'autre part la vitesse des automobilistes. L'argument ici n'est pas très concluant, me semble-t-il. La cohérence de la loi peut se trouver par différents moyens à l'évidence. J'ajoute que la référence à l'avortement de Mylène Botbol Baum, ne me paraît pas très heureuse. Ce n'est pas la même chose de mettre fin à la vie d'un être humain commençant et de mettre fin à la vie d'un être humain finissant, si je peux m'exprimer ainsi. Dans le cas de l'avortement, nous ne sommes pas dans le face à face direct, comme dans le cas de la vie finissante. Il y a dans ce cas-là une tierce personne - la mère - qui peut affirmer, ce sont les termes de la loi Veil de 1975 : « Je ne peux pas donner l'hospitalité à l'être que je porte et par conséquent je demande à ce que cette vie que je ne peux pas supporter... » (« Porter »- au sens propre du terme). La situation est différente et je ne trouve pas l'argument pertinent dans la mesure où, la loi Veil stipulait que sous certaines formes l'avortement était une infraction non punissable à la condition qu'elle respecte un certain nombre de points. Or cette infraction a disparu lors de la révision du code civil et par conséquent il y a quand même aujourd'hui le problème juridique. Le problème de l'avortement est en quelque sorte réglé mais le problème moral ne l'est pas à mes yeux. Comment se fait-il qu'une naissance sur trois et demie se termine par un avortement ? Cette question n'est pas traitée par les religieux, cependant quelques philosophes athées tels que Marcel Conche ou André Comte-Sponville, l'aborde.

Deuxième point de divergence, tout à fait anecdotique, Socrate ne s'est pas suicidé mais fut condamné à mort à boire la cigüe, tout comme Sénèque. C'est selon moi, un suicide obligatoire : il n'a pas souhaité s'échapper et se dérober à la loi de son pays, il a donc accepté la peine de mort qui lui a été infligée.

Mylène BOTBOL BAUM

C'est un moment important : si Socrate n'avait pas accepté sa condamnation, Athènes aurait été coupable. En se suicidant, il assume la responsabilité de sa mort.

Jacques RICOT

Selon moi, il a simplement voulu défendre la cité.

L'argument fort de votre propos est l'articulation des principes d'autonomie et de bienveillance. Mon argumentation est différente : selon moi, ces deux principes ne s'opposent pas mais au contraire doivent trouver ce que j'appelle une « alliance thérapeutique » entre l'individualisation des droits et les désirs subjectifs. La loi ne peut interdire et empêcher le suicide, les juristes appellent cela la liberté civile et personnelle. Les philosophes sont plus réticents à cette notion : que signifie cette liberté qui s'abolit au moment même où elle tend à s'affirmer ? Le débat est là plus subtil, mais laissons les choses en l'état, il me semble que les juristes ont raison. Nous ne pouvons ni désapprouver ni admirer cet acte. Ce n'est pas l'opposition entre l'autonomie et la bienveillance dont il est question ici, mais celle de l'exigence d'un individu envers la société et le corps médical de se soumettre à sa demande précise. Ce n'est plus le consentement, c'est-à-dire la décision commune, ni l'alliance thérapeutique qui sont au cœur du dispositif, mais bel et bien un ordre de l'individu-patient au médecin de transformer le système médical, dans la logique du droit de la consommation, en une sorte de prestation de services. C'est pour moi destructeur de la relation de soins. L'article 1111-4 du Code de la Santé issu de la loi du 4 mars 2002 nous rappelle que la relation du malade avec son médecin est au cœur du dispositif. Un patient doit prendre les décisions concernant sa santé, en accord avec les informations et préconisations du professionnel de santé. La loi Léonetti n'est pas revenue sur la loi du 4 mars 2002. Cette lecture-là est foncièrement malveillante mais surtout erronée au regard des textes en vigueur. Voilà une première série de remarques que m'inspirait l'intervention, au demeurant très riche et stimulante de ma collègue.

Mylène BOTBOL BAUM

Je n'ai pas parlé de séparation mais bien d'articulation entre autonomie et vulnérabilité en référence à Lévinas. Vous vous référez à Paul Ricœur et ses trois niveaux du jugement médical : de l'intuition médicale d'un côté et de l'intuition morale à la fois du médecin et du patient de l'autre côté, qui sont parfois conflictuels. La norme ne suffit pas à les séparer.

Le troisième niveau est la réflexivité : le médecin et le patient vont construire à travers le dialogue une perspective nouvelle, une avancée. Dans ces moments-là, on se rend compte de l'effet de paternalisme : personne ne sait devant la mort. Le patient est vulnérable, sa question la plus intime est celle de la mort. C'est une question existentielle de protéger sa vulnérabilité et qu'elle ne soit pas soumise à une loi qui ne fait pas sens.

Jacques RICOT

Tout cela est juste concernant Paul Ricœur, mais il affirmait également qu'une limite ne devait pas être franchie, elle est aujourd'hui dépassée par la Belgique.

Jean LÉONETTI

Certaines personnes pensent qu'il faut modifier, voire changer la loi. Personnellement, je pense que la loi telle qu'elle est en France, flirte avec l'euthanasie intentionnelle. Pourtant elle ne franchit pas la limite. Camus disait « Un homme, ça s'empêche » : à un moment donné, comme par exemple dans le code de la route, il y a une ligne jaune indispensable. Si je rencontre un rocher sur ma route, je vais franchir la ligne jaune ; si je vois un enfant qui traverse, je franchis la ligne jaune. Pourtant dans le code de la route il est interdit de franchir la ligne jaune. La loi ne définit donc pas ce qui est bien ou mal, mais ce qui est possible et pas possible. La loi française trace un cheminement pour faire le moins de mal possible. Le mieux possible n'est pas la mort, mais comment faire pour ne pas gâcher pas la fin

du film de ma vie ? D'ailleurs je vais vous poser une question : au cinéma, vous regardez une belle histoire qui ne finit jamais. A un moment donné, vous vous demandez pourquoi l'histoire ne se finit pas, quel est son sens ? Sans être philosophe, je pense que la mort donne un sens à la vie parce qu'elle donne une obligation de passage. Sans cette notion, je perds une partie de mon humanité. Je ferme la parenthèse philosophique car je suis entouré de personnes trop compétentes pour dire deux ou trois choses.

La loi et les mœurs : Montesquieu a écrit de très belles choses. Les mœurs ont une influence sur la loi et inversement. Lorsque je permets quelque chose, je libère une partie de la capacité à utiliser les possibilités nouvelles qui sont faites. Mais en aucun cas la loi n'est la simple transcription des mœurs d'une époque. La loi rappelle des normes universelles, elle ne crée pas l'exception. La loi facile est « La TVA est à 19.6 % » : il n'y a là aucun débat éthique, mais toujours une personne pour demander une diminution. La loi donne à la fois la norme et cherche l'exception, c'est-à-dire prendre en compte des situations particulières.

Le troisième point sur la loi et les mœurs : la limite claire. La loi peut-elle fixer une limite claire ? Si je parviens à voir quand une personne transgresse la bienfaisance, j'arrive à donner une limite. A chaque fois que nous sortons de la loi pour le bien public et l'intérêt général, la loi se repositionne. Il est difficile de définir quand nous pouvons transgresser, cela renvoie à un triangle infernal avec le médecin. Il sait un peu mieux que le malade, si son cas est désespéré ou non. Il a le pouvoir de donner cette vérité mais aussi d'en garder une partie, parce qu'il n'est pas là pour détruire l'espoir. La seconde pointe du triangle est le patient, le « souffrant ». Comment faire pour laisser émerger chez lui cette autonomie ? Comment faire pour qu'une personne souffrant de la maladie d'Alzheimer, ne soit pas considérée comme une chose mais au contraire essayer de faire émerger chez elle sa dignité, sa personne humaine, au travers d'un mot, d'un rire, d'un souvenir ? Comment faire émerger la flamme de l'humanité même lorsque j'ai l'impression que l'humanité n'existe pas ? C'est un travail, un objectif impossible mais obligatoire.

La liberté, c'est notre capacité à changer de volonté. La démocratie n'est rien d'autre que le doute collectif et cette recherche du bien. L'avis du peuple est parfois demandé. Nous pouvons changer d'avis parce que le monde et la vie changent. Quand je donne la mort, j'interromps ce flux de liberté. Je vais vous parler de manière très pragmatique : j'ai en face de moi une personne très âgée qui souffre beaucoup, je n'ai pas un énorme problème éthique, je dois la soulager. Je ne me pose pas la question de savoir si elle va vivre une heure de plus ou une heure de moins : c'est une personne vieillissante. Elle ne me demande jamais d'abrèger sa vie, mais de soulager ses souffrances en fin de vie. Ce problème-là est simple.

Le problème se pose quand le patient a 2, 3 voire 5 ans de vie devant lui et qu'il ne veut pas les vivre. Imaginez, on vous dit que vous êtes atteint de la maladie d'Alzheimer. Vous imaginez alors le film, l'histoire que vous allez vivre et vous vous demandez si ça vaut la peine d'être vécu. Pour faire une référence religieuse : est-ce que je dois boire ce calice de sang ? A quoi ça sert ? Et je vous le dis, la souffrance ne sert à rien. Alors pourquoi cette agonie ? Pourquoi je la laisserai faire ? Quand commence l'agonie ? La dégradation a-t-elle déjà commencée ? A quel moment je peux dire, à partir de là, ça ne vaut plus la peine ? Qui le dit ? Si j'étais le médecin je me demanderais ce qui se passerait si demain il changeait d'avis. Comment faire émerger la liberté si elle est interrompue ? C'est bien plus difficile de répondre à une demande de quelqu'un qui a une longue vie devant lui. Vincent Imbert n'était pas en fin de vie. A un moment donné, il a affirmé que sa vie ne valait plus la peine, puis il a changé d'avis. C'est bien plus un suicide assisté qu'une euthanasie.

Le premier cas est facile, pardon de le dire. Le raisonnement est facile mais pas en pratique. Qui me reprochera d'avoir perdu un jour de vie pour le soulager ? En revanche, arrêter une vie dans laquelle il

peut y avoir des fluctuations est difficile. Dieu sait si auprès du mourant, le mourant lui-même, l'équipe médicale et la famille fluctuent avec des désirs de mort et des désirs de vie : « Je veux qu'il vive pour le garder avec moi et je veux qu'il meurt pour abréger cette souffrance et abréger la mienne de voir celui que j'aime souffrir ». Ne faut-il pas dans ces fluctuations-là, une certaine rigueur, plutôt que de la raison ?

Un autre exemple : vous allez sortir tout à l'heure et voir une Rolls blanche qui vous attend dehors. A l'intérieur de cette voiture, il y a un très riche Italien. Nous sommes en 2025, il vous dit qu'il n'a plus de reins et qu'il a piraté votre système informatique génétique. Il sait que votre ADN est totalement compatible avec le sien et vous demande de lui vendre votre rein. Il vous propose un, puis deux millions d'euros. Vous rentrez chez vous et vous faites une recherche sur Internet : ablation du rein, mortalité 0.01%, presque moins que si vous roulez vite sur les routes italiennes. Ensuite vous regardez la survie des gens qui n'ont qu'un seul rein, beauté des statistiques : supérieure à ceux qui en ont deux. Et vous pensez aux deux millions d'euros. Pourtant vous ne pouvez pas lui vendre votre rein, vous n'en avez pas le droit. Il est à vous, normalement vous auriez la liberté d'amputer votre vulnérabilité au nom de votre autonomie. Et bien vous ne pouvez pas le faire parce que vous êtes humain. Ce qui fait l'humain, c'est à la fois votre personne, mais c'est aussi la relation que nous avons entre nous. Sans cette relation, ma dignité ne vaut rien. Je ne peux pas vendre mon rein, sinon j'altère en moi l'humanité qui est une valeur collective. Finalement, ma liberté existe jusqu'au moment où j'altère ma dignité. Altérant ma dignité, j'altère la dignité des autres parce que cela devient une référence pour tous les autres. Certaines personnes pensent que cela s'appliquera, qu'il faut arrêter de discuter.

Je ne dis pas que la loi est facile à mettre en œuvre, que les limites sont faciles à poser, mais attention à la loi qui dit et sait tout. Celui qui sait tout en éthique, au contraire ne sait rien et aurait besoin de comprendre que les choses sont plus complexes que les sujets évoqués par les sondages d'opinion ou les émissions télévisées.